

ÉTÉ 2014
volume viii, numéro 3

Les Cahiers de lecture

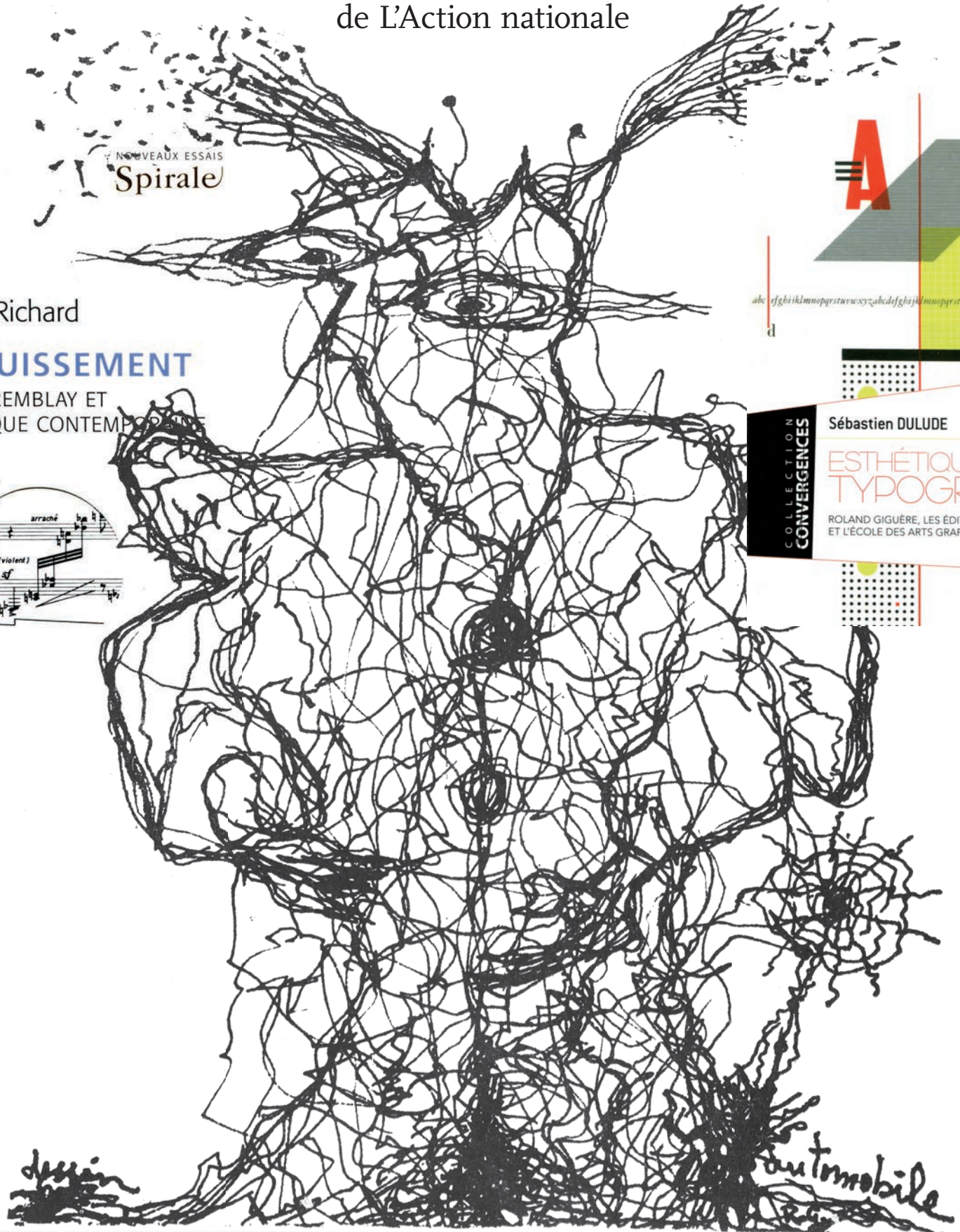
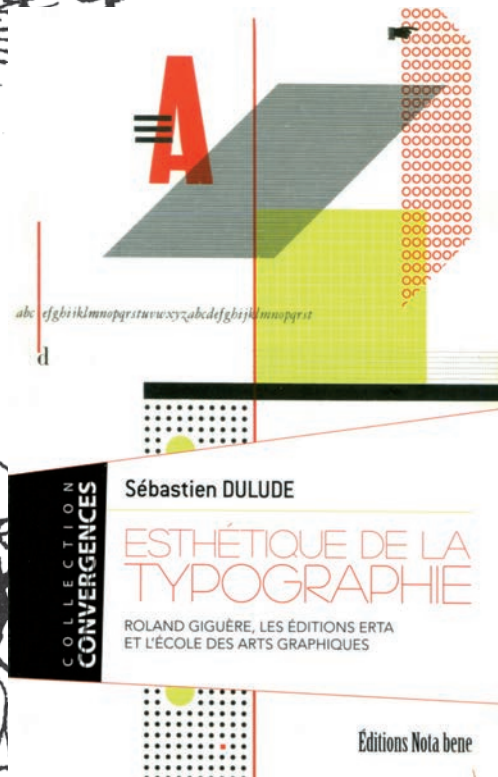
de L'Action nationale

NOUVEAUX ESSAIS
Spirale

Robert Richard

ÉBLOUISSEMENT

GILLES TREMBLAY ET
LA MUSIQUE CONTEMPORAINE



Les sons, les sens, les caractères

L A P E N S É E Q U É B É C O I S E E N E S S A I S





Robert Laplante
Directeur



Lucia Ferretti
Chef de pupitre,
histoire et culture



Daniel Gomez
Chef de pupitre,
essais politiques



Josée Lacourse
Chef de pupitre,
sciences sociales



Sylvain Deschênes
Édition graphique, révision
et coordination de la
production

Les Cahiers de lecture sont publiés par

L'Action nationale
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3

Tél. : 514-845-8533 ou 1-866-845-8533,
revue@action-nationale.qc.ca

Dépôt légal : Bibliothèque et
Archives nationales du Québec

ISSN-1911-9372

ISSN 1929-5561 (version numérique)

Membre de la SODEP
sodep.qc.ca

Tarifs 2014 - 3 numéros/an
(expédition et taxes comprises)

	1 an	2 ans
Abonnement	30\$	50\$
Abonnement de soutien	40\$	75\$
International	50\$	90\$
Institution	50\$	90\$

TVQ 1012563392 TPS 11901 9545

**Vous pouvez vous abonner ou
acheter au numéro à la boutique
internet de L'Action nationale :**

action-nationale.qc.ca

TITRES RECENSÉS

DENISE ROBILLARD MONSIEUR JOSEPH CHARBONNEAU, BOUC ÉMISSAIRE D'UNE LUTTE DE POUVOIR	5
PIERRE BERTRAND LA LIBERTÉ DU REGARD	6
J.-F. SIMARD ET M. ALLARD (ÉDITÉ PAR) LA RÉVOLUTION COOPÉRATIVE. UN JALON D'HISTOIRE DE LA PENSÉE SOCIALE AU QUÉBEC.	7
ANDRÉ LECLERC FERNAND DAOUST 1. LE JEUNE MILITANT SYNDICAL, NATIONALISTE ET SOCIALISTE, 1926-1964	8
RAYMONDE BEAUDOIN LA VIE DANS LES CAMPS DE BÛCHERONS AU TEMPS DE LA PITOUNE	10
ALAIN LAVIGNE LESAGE, LE CHEF TÉLÉGÉNIQUE. LE MARKETING POLITIQUE DE « L'ÉQUIPE DU TONNERRE »	11

DANIC PARENTEAU PRÉCIS RÉPUBLICAIN À L'USAGE DES QUÉBÉCOIS	13
LOUIS BALTHAZAR NOUVEAU BILAN DU NATIONALISME AU QUÉBEC	14
MARC LAVIOLETTE ET PIERRE DUBUC LE SPQ LIBRE ET L'INDÉPENDANCE DU QUÉBEC. DIX ANS DE LUTTE AU SEIN DU PARTI QUÉBÉCOIS	15
DANIEL BARIL ET YVAN LAMONDE POUR UNE RECONNAISSANCE DE LA LAÏCITÉ AU QUÉBEC. ENJEUX PHILOSOPHIQUES, POLITIQUES ET JURIDIQUES	17
YVETTE FRANCOLI LE NAUFRAGÉ DU VAISSEAU D'OR/ LES VIES SECRÈTES DE LOUIS DANTIN	18

Les sons, les sens, les caractères

ROBERT RICHARD Vers l'éblouissement. Gilles Tremblay et la musique contemporaine	20
---	----

SÉBASTIEN DULUDE Esthétique de la typographie. Roland Giguère, les Éditions Érta et l'École des arts graphiques	22
---	----

V. LIEGEY, S. MADELAINE, C. ONDET, A.-I. VEILLOT UN PROJET DE DÉCROISSANCE. MANIFESTE POUR UNE DOTATION INCONDITIONNELLE D'AUTONOMIE (DIA)	25
PIERRE VADEBONCOEUR EN QUELQUES TRAITS	26
LOUISE THÉRIAULT SERGE FIORI : S'ENLEVER DU CHEMIN	27
D. GARAND, L. D. DESROSIERS ET P. ARCHAMBAULT UN QUÉBEC POLÉMIQUE. ÉTHIQUE DE LA DISCUSSION DANS LES DÉBATS PUBLICS	29
FLAVIE TRUDEL UN CÉGEP DANS LA RUE	30
PIERRE-LUC BRISSON LE CIMETIÈRE DES HUMANITÉS	31

MICHEL BASTARACHE ET MICHEL DOUCET (DIR.) LES DROITS LINGUISTIQUES AU CANADA (3 ^E ÉD.)	33
JEAN-PHILIPPE WARREN LES PRISONNIERS POLITIQUES AU QUÉBEC	34
THOMAS DÉRI ET FRANCIS DUPUIS-DÉRI L'ANARCHIE EXPLIQUÉE À MON PÈRE	35
CARL PÉPIN AU NON DE LA PATRIE. LES RELATIONS FRANCO-QUÉBÉCOISES PENDANT LA GRANDE GUERRE (1914-1919)	36
SAMI AOUN LE PRINTEMPS ARABE. MIRAGE OU VIRAGE ?	37

COLLABORATEURS

Yves-Marie Abraham
Professeur HEC, Université de Montréal
Claude Béland
Président du Mouvement Desjardins de 1987 à 2000
Philippe Boudreau
Doctorant en science politique, Université d'Ottawa
Nicolas Bourdon
Professeur de littérature, collège Bois-de-Boulogne
Pascal Chevette
Professeur de littérature, cégep Montmorency
Martin David-Blais
*Professeur agrégé, communications sociales, Université
Saint-Paul*
Gaëtan Dostie
Poète, éditeur et fondateur de la Médiathèque littéraire
Michel Gonneville
*Compositeur et professeur de composition et d'analyse au
Conservatoire de musique de Montréal*
David Hébert
Doctorant au département de philosophie, UQAM

Gilles Léveillé
Journaliste retraité, ex-syndicaliste de la CSN et de la FTQ
Michel Lèvesque
Historien
Denis Monière
*Professeur science politique à la retraite, Université de
Montréal*
Louis Perron
Vice-doyen, Université Saint-Paul
Éric Poirier
*Avocat, candidat à la maîtrise à la Faculté de droit de
l'Université de Sherbrooke*
Claire Portelance
*Professeure, cégep Lionel-Groux, doctorat en Études
québécoises UQTR*
Guillaume Rousseau
Professeur de droit, Université de Sherbrooke
Pierre Vennat
Journaliste et historien

Les auteurs des textes publiés dans les Cahiers de lecture sont responsables de leur contenu.

ÉDITORIAL

OIKOPHOBIE ET DÉPORTATION DE SOI

Robert Laplante

C'est Antoine Robitaille qui a lancé le mot dans le paysage médiatique dans un éditorial paru le 15 mai dans *Le Devoir*. Il cite le concept utilisé par Alain Finkielkraut dans *L'identité malheureuse* – concept que lui-même emprunte au philosophe anglais Roger Scruton – pour s'interroger sur la décision de l'ineffable ministre Bolduc d'annuler l'appel d'offres pour la création de chaires de recherche en matière de langue et d'identité au nom des « vraies affaires ».

L'oikophobie, c'est la « haine de la maison natale » ou si l'on veut, le rejet de l'héritage, le mépris de tout ce qui peut rappeler que notre présent ne s'auto-engendre pas, qu'il n'est fait, somme toute, que des bilans des générations antérieures, bilans repris, bilans rejetés ou ignorés selon divers « procès de mémoire » qui font la trame de la vie culturelle et témoignent de la volonté ou de l'incapacité de transmettre, c'est-à-dire de se projeter. Robitaille se demande si le nouveau ministre ne se fait pas l'agent actif de cette espèce de consentement à s'effacer qui se manifeste dans ses décisions de rejeter le projet de cours d'histoire au cégep, de reporter la révision du cours d'histoire au secondaire et de lancer à bride abattue l'enseignement de l'anglais intensif en sixième année du primaire.

L'éditorialiste avance à pas feutrés et ne cesse d'émailler son texte de nuances d'atténuation pour tenter tout de même de questionner ce qui se cache derrière les engouements pour « l'ouverture au monde » qui font les plus belles fleurs de la rhétorique du multiculturalisme et de la rectitude politique. Les constats qu'il dresse ne manquent pas de laisser perplexe, c'est vrai. Il ne faut pas être grand sociologue pour constater qu'un malaise certain traîne dans le fond du temps, que quelque chose cloche avec la culture québécoise, que son évocation même ne cesse en plusieurs milieux de provoquer une gêne certaine, mais diffuse. Au nom de l'éclatement des identités, en invoquant la montée de l'individualisme postmoderne ou encore en plaidant, entre deux cocktails, la montée du nihilisme travesti dans une ère du vide bon chic bon genre, une certaine conversation nationale, largement reproduite dans le babillage médiatique, ne cesse de multiplier les allusions embarrassées. Aimer le Québec, en bien des milieux, est devenu suspect. Les appartenances se portent mal, le cynisme de convenance fait meilleure parure.

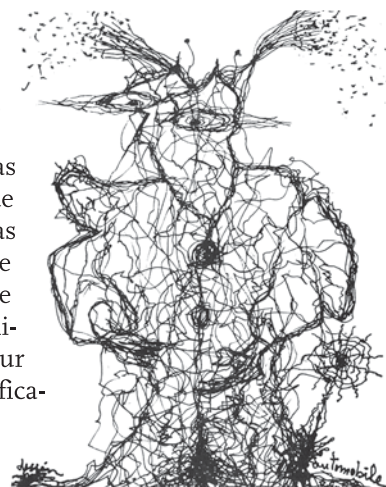
Ironie du sort et curieux concours de circonstances, le même journal aura publié dans les jours suivant l'éditorial de Robitaille, un texte où plusieurs signataires s'inquiètent de la place évanescence de la littérature québécoise au collégial, un autre plaidant que la langue et la culture sont de « vraies affaires », un grand dossier sur les classiques qui aura provoqué de nombreuses réactions et mené, la semaine suivante, au constat d'un éclatement qui a du mal à concilier diversité des critères et des références avec un message clair de transmission. *Le Devoir* reflète bien l'air du temps. Ses lecteurs le lui rendent bien. Dans les lettres à l'éditeur aussi bien que dans la page Idées, les interventions sont nombreuses et souvent fort bien conduites. Une inquiétude diffuse traverse nombre de questionnements et commentaires. Dans tout le complexe médiatique, *Le Devoir* reste encore et toujours le haut lieu de la sensibilité à la culture québécoise.

Et l'on n'était pas peu fier de voir Christian Rioux retrouver la ministre de la Culture qui s'est laissé aller aux inepties démissionnaires en se plaignant de la difficulté du français. Son propos ne traduisait pas seulement la condescendance et le snobisme outremontais, il laissait poindre cet embarras à propos du fardeau que représente cette langue qui fait barrière dans notre rapport à l'Autre que cette difficulté pourrait bien repousser dans un *globish* si pratique, si universel. Rioux ne s'est pas trompé, le non-dit de la ministre parle fort. Celle qui a fait carrière à l'université ne s' imagine sans doute pas en si parfaite symbiose avec son collègue de l'Éducation qui ne rate pas une occasion de dire dans son français approximatif l'importance du bilinguisme qui donne des élans de compassion au premier ministre quand il visite les ateliers des PME.

Le rejet des chaires sur la langue et l'identité n'est pas d'abord une manifestation supplémentaire de politacaillerie. Ce qu'il révèle se tient surtout dans ce que Robitaille n'a pas questionné, dans le raisonnement que le ministre péquiste Duchesne n'a pas tenu sur la place publique. Par quelle aberration en est-on venu à devoir se lancer dans la création de chaires universitaires pour que la recherche sur le Québec retrouve une place significative dans la vie des universités ? Les créer, c'était en quelque sorte reconnaître que la marginalisation est complétée, que le Québec et la culture québécoise ne sont plus le centre de gravité du système de la recherche, qu'ils ne lui fournissent plus son cadre de référence. La référence à notre réel ne semble plus aller de soi, notre réalité ne porte plus d'injonction vitale à formuler des questions qui façonnent les choix de la vie collective. Sans nul doute un effet des chaires du Canada et de la confiscation par Ottawa des instances de financement et d'orientation de la recherche, comme l'a admirablement démontré Frédéric Lacroix dans un article du plus récent numéro de *L'Action nationale*. Effet aussi d'une culture de la postmodernité et du déracinement qui sont au fondement des idéologies de la mondialisation qui font tant de ravages dans les milieux universitaires si entichés de la concurrence internationale et si satisfaits d'habiller les stratégies clientélistes dans le langage de l'universel et de l'ouverture au monde.

Dans le débat qui ira en s'amplifiant au fur et à mesure que les compressions budgétaires obligeront à expliciter les priorités et à faire le procès des industries du divertissement qui font écran, le malaise culturel éclatera au grand jour. La culture québécoise est-elle d'ores et déjà déportée à la périphérie de la vie culturelle elle-même ? Un peu comme on la retrouve dans de trop nombreuses librairies et traitée de même dans la plupart des médias, sa production se trouve-t-elle banalisée, présentée comme un segment de marché parmi d'autres ? Les lamentations sur les compressions à Radio-Canada, les attentes des *managers* des industries de la culture qui salivent déjà en attendant la programmation du 150^e anniversaire de la Confédération canadienne ou les budgets fédéraux pour le 375^e anniversaire de Montréal, laissent déjà poindre un réaménagement conceptuel d'envergure. La culture québécoise comme culture nationale est plus incertaine que jamais. Les signes se multiplient chez trop de ses artisans qu'elle se déporte elle-même autant qu'elle se laisse déporter dans l'accessoire et le périphérique.

Paradoxalement, le projet des chaires québécoises était peut-être le signe le plus clair que la folklorisation progresse. Le Québec comme objet spécifique, soutenu par des mesures provinciales pour contrecarrer les logiques induites par le *big government* d'Ottawa et les « vraies instances sérieuses » de légitimation, nous ne sommes pas loin du mécénat de bienfaisance, des mesures de compensation. L'intention du ministre Duchesne était généreuse, mais elle était piégée par une logique institutionnelle malsaine, celle dans laquelle nous enferme le statut provincial. Non pas que les objectifs visés par ces chaires aient été secondaires, bien au contraire, mais bien plutôt par ce qu'ils ont été déclassés, relégués dans un espace de protection, un enclos de préservation. Le rejet de ce projet avec l'indigence langagière du ministre de l'Éducation et son aplâtrisme culturel



Dessin automobile,
illustration de Roland Giguère

ÉDITORIAL...

suite de la page 3

nous fournissent l'occasion d'amorcer le «vrai débat», celui de la régression culturelle induite par la provincialisation des esprits.

Créer des chaires sans faire le procès de la confiscation des normes d'orientation de la recherche ne pouvait conduire qu'à une logique défensive. Les rejeter ne renvoie qu'à la soumission. Dans un cas comme dans l'autre, c'est la question du Québec en voie d'oblitération dans le système universitaire qui se révèle dans toute son obscénité. Refuser de le voir ne fera que paver la voie à d'autres renoncements du genre de ceux que laissent deviner, en subliminal, les soupirs de la ministre de la Culture qui finira bien par faire la jonction avec sa collègue de l'Immigration pour trouver que non seulement *le français est une langue difficile*, mais que la culture qu'il porte reste trop locale, trop fermée et centrée sur elle-même pour considérer que ceux qu'on accueille puissent y trouver matière à s'y penser un destin. Laisser la culture dans l'infondé dans laquelle le système de la recherche la place ne fait que paver la voie à d'autres renoncements. Il suffit de tendre l'oreille à ce qui se beugle dans les radios poubelles et dans les émissions où sévissent les bonimenteurs de l'autodénigrement populiste pour entendre ce que la honte feutrée de certains cercles savants n'ose pas dire à voix haute. La médiocrité forme un tout et se décline

sur divers registres. On ne peut exclure qu'Elvis Gratton finisse par obtenir son doctorat honoris causa!

À l'heure où se pointe comme jamais auparavant la volonté de s'accommoder des moyens que le Canada nous laisse, le débat sur la culture va prendre une importance capitale. Réduite aux industries du divertissement, elle ne paraîtra qu'un luxe dont nous n'avons plus les moyens. Considérée dans sa dimension anthropologique fondamentale, elle nous renverra à ce qu'il y a d'essentiel dans l'aspiration à vivre en plein contrôle de son destin national. Le combat pour l'indépendance y trouvera des rendez-vous qui ont été trop de fois ratés ces derniers vingt ans. Il ne manquera pas d'œuvres et de matériaux pour se penser fièrement dans ses audaces. Et cela nous donne toutes les raisons d'espérer. Les œuvres fortes peuvent venir à bout de toutes les lâchetés.

La culture québécoise inspire-t-elle suffisamment pour charpenter les institutions et la connaissance savante? Dresse-t-elle des questions assez riches pour faire lever un horizon? Les œuvres qu'elle porte aussi bien que celles qu'elle inspire sont-elles considérées avec la rigueur d'un engagement authentique? Les doutes qui l'assaillent et les assauts qu'on lui fait subir nous fournissent d'ores et déjà l'occasion de nous demander si l'idée de bâtir maison est encore une idée porteuse ou si la raison comptable ne nous offre pas plutôt un alibi commode pour désertir le projet d'habiter notre monde. ♦



Les Cahiers de lecture depuis 2007

23 numéros, plus de 700 recensions, des collaborateurs de tous les horizons

(tous les anciens numéros sont en vente à la boutique)

CHARBONNEAU ET LA GÉOPOLITIQUE VATICANE

Lucia Ferretti

Professeure, Histoire, UQTR

DENISE ROBILLARD

**MONSEIGNEUR JOSEPH
CHARBONNEAU, BOUC
ÉMISSAIRE D'UNE LUTTE DE
POUVOIR**

Québec, Presses de l'Université Laval,
2013, 507 pages

Pourquoi monseigneur Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal de 1940 à janvier 1950, a-t-il démissionné? Pour cause de maladie, comme Rome l'a prétendu? D'emblée, l'opinion éclairée en a douté. Parce que Duplessis aurait fait demander à Rome de punir Charbonneau d'avoir soutenu les grévistes d'Asbestos au printemps précédent? Évoquée dès 1963, en pleine révolution tranquille, cette hypothèse a fait mouche. C'est que l'anti-duplessisme collait à l'air du temps, non seulement chez les trudeauistes mais chez les nationalistes. Renaude Lapointe a fait en 1968 de cette rumeur jamais vérifiée le cœur de sa pièce de théâtre, *Charbonneau et le chef*, qui devint fameuse pour longtemps.

Rome tenant compte du premier ministre d'une province: la chose est tellement tirée par les cheveux lorsqu'on connaît, même très peu, la géopolitique du Vatican que Denise Robillard a voulu trouver les vraies explications du bannissement à Victoria infligé à monseigneur Charbonneau. Elle a voulu notamment vérifier ce qui s'est dit très tôt dans les journaux anglophones, à savoir que l'archevêque avait été victime de l'opposition de ses confrères. Elle a consacré à cette question une trentaine d'années, au milieu d'autres travaux qui ont fait d'elle une spécialiste reconnue du catholicisme au Québec et au Canada français au XX^e siècle.

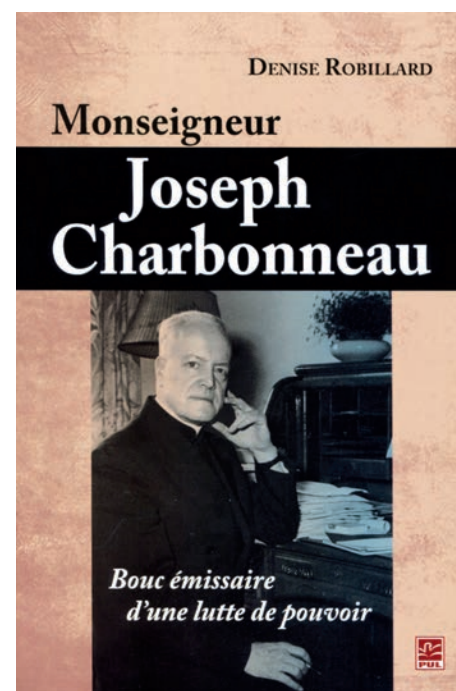
Dans la première partie, si l'on peut dire, on voit un garçon né en 1892 dans une famille franco-ontarienne pauvre monter jusqu'à devenir le vicaire général de monseigneur Guillaume Forbes, fait archevêque du diocèse d'Ottawa en 1928. Or, cette ascension ne se produit que parce que Charbonneau a déjà montré qu'il tient à la bonne entente avec les catholiques anglophones. Il a notamment fait éloigner d'Ottawa le fondateur oblat du journal *Le Droit*, un ardent défenseur de la cause nationaliste franco-ontarienne. Cela n'a rien pour plaire au clergé du Québec alors que sont encore loin d'être pansées les blessures associées aux années de lutte qu'il a fallu mener non seulement contre le gouvernement de l'Ontario et son Règlement 17 à vocation assimilatrice, mais contre les catholiques canadiens-irlandais qui soutenaient celui-ci. Devenu vicaire général, Charbonneau s'oppose à ce que l'Action catholique spécialisée,

qui émerge au tournant des années 1930, soit placée sous le contrôle de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, l'ACJC, qu'il juge trop nationaliste. Dans ces conditions, des évêques québécois manœuvrent afin d'éviter que Charbonneau soit promu au siège archiepiscopal d'Ottawa: ils sont convaincus qu'il en ferait bientôt un diocèse bilingue. Leur opération réussit et Charbonneau est nommé évêque de Hearst en 1939, un diocèse francophone du nord de l'Ontario. Or, à peine neuf mois plus tard, le voici dans la métropole à titre de coadjuteur avec droit de succession de monseigneur Georges Gauthier, qui meurt presque aussitôt. En août 1940, il devient du coup le sixième évêque et quatrième archevêque de Montréal. L'épiscopat nationaliste québécois est atterré: la preuve par quatre est faite une fois de plus, comme toujours depuis l'époque de Bourget, que Rome a décidé de l'entraver, de le faire plier. Car Rome n'a jamais aimé le nationalisme du clergé canadien-français.

**En août 1940, il devient du coup
le sixième évêque et quatrième
archevêque de Montréal. L'épiscopat
québécois est atterré: la preuve par
quatre est faite une fois de plus,
comme toujours depuis l'époque
de Bourget, que Rome a décidé de
l'entraver, de le faire plier.**

Commence alors ce qu'on peut identifier comme la deuxième partie de l'ouvrage. La thèse de Denise Robillard est que l'épiscopat québécois ne pardonne pas à Charbonneau sa décision de se donner un évêque auxiliaire canadien-irlandais, ni de vouloir plus de laïcs dans le corps professoral de l'Université de Montréal, ni de tenir l'ACJC à l'écart de l'Action catholique spécialisée, ni de se montrer favorable à la déconfectionnalisation de nombre d'organisations catholiques, ni de proposer d'accommoder le calendrier des fêtes religieuses à celui du commerce et de l'industrie. Ni, enfin, de paraître boudier les confrères. Cela fait beaucoup!

En fait, le point nodal de la crise se situe, selon Robillard, dans l'accueil positif que réserve Charbonneau à l'idée de déconfectionnaliser les syndicats, les coopératives et de séculariser l'enseignement à l'Université de Montréal, une idée que défend aussi le dominicain Georges-Henri Lévesque. Lorsqu'ils plaident contre leur confrère de Montréal à Rome, monseigneur Courchesne, de Rimouski, et monseigneur Desranleau, de Sherbrooke, font valoir le risque d'ouver-



ture au protestantisme que représenteraient des associations et institutions neutres ou non confessionnelles. L'argument porte. Charbonneau est *démissionné*. Robillard entre dans le fin détail de l'argumentation et des opérations de coulisses qui conduiront à ce résultat. Ainsi, pour l'historienne, «l'affaire Charbonneau n'est pas une affaire politique, mais une affaire cléricale» avant tout. L'hypothèse lancée à l'époque par les journaux anglophones se trouve donc vérifiée.

Une plus courte troisième partie raconte les années d'exil et la mort. Elle se clôt par l'analyse de la trace laissée par Charbonneau dans la mémoire collective. Robillard analyse en particulier la contribution de Renaude Lapointe à la fabrication d'une légende autour du conflit d'Asbestos ainsi que des intentions et des rôles de la plupart de ses acteurs: Charbonneau y paraît ni plus ni moins que comme un «martyr»; le chanoine Groulx, dans le sens inverse, laisse entendre dans ses mémoires que l'archevêque aurait été atteint d'un «déséquilibre psychologique»; dans la série *Duplessis* diffusée en 1978, Denys Arcand accuse sans nuance l'Église encore plus que le Chef, et épargne Charbonneau. Le sujet ressurgit ensuite de temps à autre jusqu'en 2005, au moment où est inaugurée à Montréal une sculpture de Patrick Coutu évoquant l'archevêque dans le sens de tous ceux qui, depuis sa mort, l'ont présenté comme un homme d'avant-garde au sein d'une Église hyper-conservatrice et repliée sur elle-même.

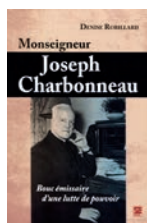
Robillard prend un peu trop parti pour son personnage et pour cette dernière interprétation. Sans doute, le nationalisme cléricale a-t-il été particulièrement conservateur entre 1939 et 1960. Le Québec a fini par n'en plus pouvoir d'ailleurs, et ce fut la sécularisation rapide qui survint au moment de la Révolution tranquille. Cependant, ce nationalisme cléricale a favorisé le développement national des Canadiens français et leur entrée dans la modernité avant 1960, par des moyens qu'ils pouvaient contrôler. Sous ce

VOIR CHARBONNEAU...

suite à la page 6

CHARBONNEAU...

suite de la page 5



rapport, il vaut la peine d'essayer de comprendre dans quel contexte adverse a dû se forger.

Depuis l'époque de Bourget, la géopolitique vaticane a favorisé l'émergence et la consolidation d'une Église canadienne-irlandaise, non seulement à côté de l'Église canadienne-française, mais très souvent contre elle. Dans les années 1940 et 1950, celle-ci a déjà eu suffisamment d'occasions d'éprouver le fait pour n'avoir aucun doute à ce sujet. Les évêques et archevêques canadiens-français sont minoritaires au pays parmi leurs confrères même si la population catholique est majoritairement canadienne-française. Cela les oblige depuis des décennies à compter sur Rome lorsqu'ils veulent faire passer un message que ne partage pas l'épiscopat canadien-irlandais. Or Rome est généralement fermée à leurs représentations. Pour déloger monseigneur Charbonneau, les évêques québécois savaient qu'ils ne pouvaient faire valoir son antinationalisme; c'est pourquoi ils ont joué la crainte du protestantisme. Seul un tel argument pouvait l'emporter.

Or, les coopératives et les syndicats catholiques, entre autres, sont au fondement des réussites collectives vécues dans les années 1960. Ceux qui s'en sont pris les premiers à leur caractère confessionnel sont les mêmes qui furent les alliés déterminés de la centralisation fédérale dès après la Seconde Guerre mondiale (le père Lévesque par exemple, puis Trudeau, Marchand et d'autres). On ne peut nier qu'à travers la confessionnalité des associations et des institutions, c'est le

Les évêques et archevêques canadiens-français sont minoritaires au pays parmi leurs confrères même si la population catholique est majoritairement canadienne-française.

nationalisme des Canadiens français qui était aussi visé. Les ténors de la JEC, de Gérard Pelletier à Jeanne Sauvé, ont été parmi les plus fidèles des trudeauistes; Renaude Lapointe fut nommée sénatrice par Pierre-Elliott Trudeau. C'est ce courant très net que combattaient les clercs nationalistes conservateurs d'avant la Révolution tranquille et dont ils voyaient que Charbonneau était proche. Il aurait fallu que Robillard en fasse au moins mention. Ce n'aurait été que justice pour tout cet épiscopat canadien-français très conservateur certes, mais qui voyait bien que l'enjeu était non seulement la sécularisation de la société, mais la dénationalisation des institutions et associations

majeures du Canada français. Dans les années 1960, lorsque finalement toutes se sont déconfessionnalisées, le danger était passé car l'État québécois était désormais en mesure et désireux d'épauler les mouvements sociaux

nationalistes, ce qui n'était pas le cas auparavant. En ce sens, faut-il le rappeler, l'Église a joué ici un rôle national tant que l'État québécois ne l'a pas fait.

Cela dit, le livre de Denise Robillard apporte un éclaircissement définitif sur les motifs de l'exclusion de monseigneur Charbonneau. Fondé sur une documentation accumulée patiemment, dépouillée rigoureusement, exposée dans le détail, il offre un regard sur l'Église nationale au moment où ce modèle avait fait son temps, certes, mais non sans léguer à la Révolution tranquille plusieurs des outils de son succès. ❖

LA LIBERTÉ
DU REGARD

Pierre Bertrand



Liber

PIERRE BERTRAND

LA LIBERTÉ DU REGARD

Montréal, Liber, 2014, 122 pages

Après maintes publications à caractère philosophique, Pierre Bertrand récidive avec *La liberté du regard*. Plusieurs thèmes issus de la pensée occidentale traditionnelle sont abordés, tous en rapport avec la sensibilité du philosophe devant l'étrangeté du monde – sensibilité qui définit la liberté du regard en elle-même. Celle-ci doit, selon Bertrand, s'effectuer en dehors des domaines scientifiques et religieux au profit d'une vision immédiate de la réalité, c'est-à-dire dans le processus de son devenir.

Or, le réel étant «en cours», le philosophe ne peut avoir qu'un savoir partiel de celui-ci. C'est pourquoi Bertrand valorise un certain scepticisme, plus modéré que radical. L'individu a beau vouloir fixer définitivement sa conception du monde, les choses n'en continuent pas moins de changer. D'où ces mots significatifs: «nos savoirs ne sont pas tant faux qu'incomplets». Pourtant, nos limites nous procurent un avantage indéniable: la liberté de créer. Si nous étions parfaits et complets, nous serions condamnés à l'inertie ainsi qu'à la pure contemplation. Nous avons cependant nos lacunes; et, malgré notre tendance à tout vouloir traduire en langage mathématique pour «cristalliser» la réalité, nous sommes libres d'appréhender celle-ci avec étonnement et d'y injecter un grain de nouveauté. Notre corps-esprit – suivant l'expression de Bertrand – cherche en effet à traduire le monde par l'entremise de la création, qu'elle soit artistique, philosophique ou autre.

Bref, tout devient, rien n'est immobile. Voilà pourquoi Bertrand refuse de définir l'être humain uniquement par la raison. Fidèle à Nietzsche sur ce point, il soutient que celle-ci, loin d'être en parfait contrôle de l'individu, est plutôt au service de forces et de motivations sous-jacentes au corps-esprit; ce qui, par exemple, serait à même d'expliquer les horreurs des nazis, dont le mode d'organisation fut tout à fait rationnel. Dans l'orbe du changement s'inscrit également notre perception de la réalité, celle-ci étant pour nous au lieu d'«en soi». Tout est processus, mouvement – et donc création. Bertrand suggère pour cette raison de «dépouiller» la réalité des idées platoniciennes, modèles fixes n'ayant rien à voir avec le devenir des choses.

La liberté du regard doit par ailleurs affronter des terrains plus délicats, le monde étant parfois chaotique dans sa multiplicité. Comment

laisser être les choses telles qu'elles sont sans succomber à leur lourdeur? «Comment demeurer sensible au chaos de l'époque [...] sans devenir amer ou désabusé»? Rien de ce qui est humain n'est étranger au philosophe-artiste. Il doit affronter les vicissitudes de la vie dans leur nudité tout en assumant la détresse ambiante. Et de la souffrance, il y en a en abondance. Une telle affirmation n'est-elle pas paradoxale alors que tout un chacun brandit le guignol du bonheur? Le principe du plaisir règne, affirme Bertrand; et pourtant, derrière l'esprit de troupeau, ce sont des individus qui souffrent, seuls, avec leur singularité qu'ils se cachent généralement à eux-mêmes.

Avec *La liberté du regard*, Pierre Bertrand nous livre en somme une pensée d'autant plus crue qu'elle se veut lucide – tragiquement lucide. À travers une plume accessible, il offre au lecteur une pensée cohérente, bien structurée dans l'ensemble. Il aurait toutefois gagné à citer ses sources, à être plus rigoureux d'un point de vue méthodologique, à faire explicitement référence aux penseurs qui l'ont inspiré. C'est qu'on y flaire du Nietzsche, du Merleau-Ponty, voire du Bergson – mais leurs idées et leurs concepts sont lancés en l'air comme s'ils surgissaient de nulle part. Le lecteur commun pourrait s'y perdre, et le philosophe aura tendance à jouer les «démystificateurs». Il n'en demeure pas moins que *La liberté du regard*, en plus d'être joliment écrit, est porteur d'une pensée digne de notre époque.

David Hébert

Doctorant au département de philosophie, UQAM

LA PENSÉE D'UN HOMME D'ACTION

Claude Béland

Président du Mouvement Desjardins de 1987 à 2000

JEAN-FRANÇOIS SIMARD ET
MAXIME ALLARD (ÉDITÉ PAR)
**LA RÉVOLUTION
COOPÉRATIVE. UN JALON
D'HISTOIRE DE LA PENSÉE
SOCIALE AU QUÉBEC**

Québec, Les Presses de l'Université
Laval, 2013, 284 pages

Deux chercheurs de l'Université Laval présentent et commentent dans une nouvelle publication les notes de cours sur la philosophie coopérative telles que conçues par le professeur émérite et fondateur de l'École des Sciences sociales de l'Université Laval, le père Georges-Henri Lévesque, de 1938 à 1940 et telles que conservées dans ses archives. Il s'agit des notes de dix cours – 200 pages – telles qu'elles ont été écrites et rassemblées par ces deux chercheurs malgré la limite, comme ils le disent eux-mêmes, que cela implique au niveau de la clarté du texte. Le style est celui du langage parlé. Les annonces des parties divisant la série de cours ne sont pas toujours suivies avec rigueur, les calculs présentés ne sont pas toujours exacts et la syntaxe de certaines phrases est parfois déficiente. On pourrait s'en inquiéter, mais à mon avis, cette authenticité est heureuse. Elle nous révèle le père Lévesque tel qu'il était et accentue l'importance historique de ces notes. Par la franchise du langage et la générosité de l'enseignement, par une vision associationniste des populations et par la création de l'École des sciences sociales, économiques et politiques, le père Lévesque ouvrait un jalon nouveau de l'histoire sociale du Québec, ce qu'annonce d'ailleurs la page couverture de cet essai, en sous-titre de l'annonce d'une Révolution coopérative.

Oui, il s'agissait d'une révolution. Alors que les maisons d'enseignement, y compris les universités, ignorent l'enseignement des spécificités des coopératives, le père Lévesque crée à l'Université Laval une nouvelle école dont l'une des principales préoccupations dans l'élaboration de son programme est de centrer son enseignement économico-social sur les principes de la coopération. Une révolution enrichie par le souci de la mobilisation des connaissances. Il remplace l'École des sciences sociales déjà existante par une École des sciences sociales, politiques et économiques, soucieux de former non pas des gestionnaires d'entreprises instruits uniquement à la maximisation de la production, de la consommation et des profits au profit des actionnaires ou des propriétaires d'entreprises, mais plutôt des gestionnaires préoccupés par une organisation sociale qui

tienne compte des finalités de la vie et se préoccupe du bien commun.

Voilà une première révolution. Elle en emporte une deuxième. En présentant son école, le père Lévesque rappelle que :

les expériences déjà réalisées et, grâce à ses principes intrinsèques, la formule coopérative ne se présente-t-elle pas actuellement comme la plus apte à nous tirer des décombres d'un capitalisme vicié comme à nous préserver des pseudo-réformes d'un socialisme révolutionnaire? Ramener la prospérité dans les classes populaires, distribuer équitablement les bénéfices, substituer à l'âpreté de la concurrence effrénée la bienveillance de la collaboration, concilier les intérêts personnels les légitimes intérêts avec les nécessaires exigences du bien commun, stimuler chez nos compatriotes le sens de la responsabilité individuelle, apprendre à nos gens la puissance de la solidarité et faire d'eux les propres agents de leur libération économique, les entraîner à l'union, à la justice et à la charité : autant de bienfaits que nous pouvons, que nous devons demander au coopératisme.

**Par la franchise du langage et la
générosité de l'enseignement,
par une vision associationniste
des populations et par la création
de l'École des sciences sociales,
économiques et politiques, le père
Lévesque ouvrait un jalon nouveau de
l'histoire sociale du Québec.**

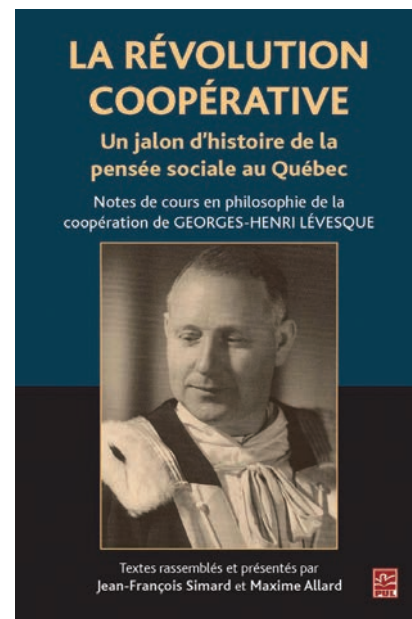
Cette école refuse de se réfugier dans le seul enseignement du savoir-faire. Elle propose aussi de mettre l'accent sur le savoir-être. Elle propose – en termes d'aujourd'hui – d'enseigner les valeurs civiles de la société de l'avenir et de former des coopérateurs. Le père Lévesque avait compris qu'on ne pouvait créer des démocraties sans démocrates ni de coopératives sans coopérateurs.

Voilà certes une deuxième révolution. Suivie d'une troisième. Celle de présenter les coopératives comme étant les entreprises d'un système socioéconomique (le coopératisme) protégeant les populations des excès du capitalisme. Il écrit :

D'après les expériences déjà réalisées et grâce à ses principes intrinsèques, la formule coopérative ne se présente-t-elle pas comme la plus apte à nous tirer des décombres d'un capitalisme vicié comme à nous préserver des pseudo-réformes d'un socialisme révolutionnaire?

Ce militantisme universitaire était certes révolutionnaire!

Au point de susciter certains débats entre universitaires. À l'Université de Montréal, le



professeur émérite François Albert Angers était d'avis que les coopératives n'étaient que des entreprises qui se révélaient sous la forme d'une action vécue, réglée par des hommes pratiques désireux de régler les problèmes du jour. À son avis, il s'agissait d'initiatives locales et diverses et non pas d'un système. En conséquence, il n'y avait pas lieu d'utiliser le mot coopératisme. À ce sujet il écrit :

Il y a une distinction fondamentale dans le vocabulaire entre les mots en *ion* et les mots en *isme*. Les premiers sont les mots d'action qui désignent une réalité spontanément de la vie; tandis que les seconds sont des désignations de systèmes, généralement conçus par des penseurs pour ensuite être appliqués à la réalité, au besoin pour la transformer.

Or, les textes de ses cours démontrent clairement que le père Lévesque se situait dans le camp des gens d'action qui ne désirent pas simplement régler les problèmes du jour, mais qui veulent transformer la société. Pas étonnant alors qu'il ait décidé de créer le Conseil supérieur de la coopération. Constatant une certaine carence d'homogénéité dans l'enseignement et de collaboration entre les différents secteurs, il décide de créer une superstructure qui constituerait un lieu de rencontre, un instrument d'harmonisation et d'éclairage mutuel, en même temps qu'un moteur capable de stimuler les coopératives et de les inciter à de nouvelles créations¹.

Pour ceux qui cherchent des pistes de solutions aux inquiétudes et indignations généralisées du monde contemporain, cet ouvrage de Jean-François Simard et Maxime Allard mérite lecture et référence. Ce jalon de l'histoire du Québec et ces révolutions de la coopération ont mené à la grande Révolution tranquille. Ce rappel historique nous permet de croire en la possibilité d'un éventuel retour aux valeurs humaines de liberté, d'égalité et de fraternité pourvu que le monde de l'éducation – et les médias – se convainquent de l'importance d'une éducation au savoir-être continue et à une efficace mobilisation des connaissances. ♦

1 Georges Henri Lévesque, *Souvenances*, tome 1, Éditions La Presse, 1983, p. 331.

COMBATTANT DANS LA LONGUE DURÉE

Gilles Léveillé

Journaliste retraité, ex-syndicaliste de la CSN et de la FTQ

ANDRÉ LECLERC

FERNAND DAoust

1. LE JEUNE MILITANT
SYNDICAL, NATIONALISTE ET
SOCIALISTE, 1926-1964

Mont-Royal, M éditeur, Collection
Militantismes, 2013, 312 pages

Tout au long de sa carrière, Fernand Daoust aura cherché à développer des syndicats québécois, d'abord autonomes et, plus tard, indépendants des structures canadiennes ou américaines. Il s'est révélé aussi un infatigable défenseur du français qui était, pendant longtemps, même jusqu'aux années 1950, ignoré et bafoué par les employeurs et, aussi, par les syndicats canadiens.

Autre trait majeur de son militantisme, Fernand Daoust a régulièrement mis de l'avant des positions d'orientation socialiste, tout à fait contraires aux positions, très à droite parfois, de nombreux syndicats de métiers québécois. Indiscutablement, toute sa vie aura été consacrée à défendre la cause des travailleurs et des travailleuses et à améliorer de façon considérable leurs conditions de vie.

UNE ENFANCE DANS LA PAUVRETÉ

Né en 1926, le troisième garçon de la famille, Fernand Daoust a grandi près du *Faubourg à m'lasse*, à l'est du Plateau Mont-Royal, dans des conditions de vie très modestes. Sa mère était seule pour élever ses enfants et devait travailler comme couturière dans une usine, le père les ayant abandonnés. Les conditions de travail étaient pitoyables à cette époque, c'était la Grande Dépression.

La situation du français était, elle aussi, pitoyable ces années-là. Les ouvriers, massivement francophones, étaient dirigés par des «boss» anglophones qui ne donnaient leurs directives qu'en anglais. L'affichage commercial et des services n'étaient aussi très souvent qu'en anglais, et cela, même dans les quartiers totalement francophones. «Dry cleaning, plumbers, bakery», c'est ce qu'on voyait partout.

Tout jeune, Fernand Daoust entendra parler des «unions». Sa mère est membre des Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique, même si elle n'en est pas une militante très active. Les salaires sont maigres et les conditions de travail très pénibles. En conséquence, les grèves sont fréquentes. Les lois du travail sont dures à l'endroit des syndicats, particulièrement avec l'arrivée de Maurice Duplessis au pouvoir.

Durant cette période, la famille Daoust déménage très souvent, car il est difficile de

payer le loyer. En 1942, voilà qu'elle s'installe dans un quartier plus central, presque au coin de St-Denis et Sherbrooke, à la Terrasse St-Denis.

UN JEUNE HOMME POLITISÉ

Cette année 1942 est également celle où Fernand, âgé de 16 ans, commence à s'intéresser aux questions politiques. L'Europe est déchirée par une seconde guerre mondiale et un vif débat sur la conscription obligatoire fait rage au Québec. Une bonne partie de la population francophone ne voit pas pourquoi elle devrait aller se battre pour défendre l'Angleterre, qui les a conquis, ou la France, qui les a abandonnés. Fernand s'engage alors auprès des Jeunesses laurentiennes, un groupe nationaliste qui fait campagne pour le NON au plébiscite qui sera tenu en avril.

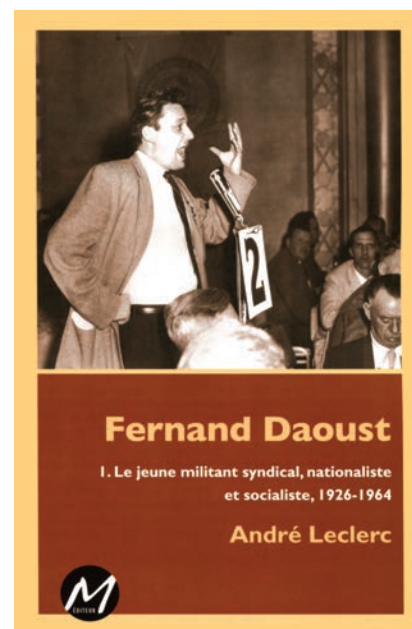
Cette période, c'est aussi le moment où Fernand commence ses études, à l'École supérieure du Plateau, et se fait des amis qui, dans plusieurs cas, resteront les siens tout au long de sa carrière syndicale. Cette étape complétée, il entrera ensuite à l'Université de Montréal, à la Faculté des sciences, l'une des rares qui, à cette époque, accepte des étudiants n'ayant pas fait le cours classique beaucoup plus coûteux que l'école secondaire publique. La pauvreté des familles, comme celle de Fernand, limitait les choix.

Ces années seront marquées de grèves très dures dans l'industrie de l'amiante, à Asbestos et à Thetford Mines, envenimées par la présence de «scabs» et une féroce répression policière commandée par Duplessis. Impressionné par l'action des syndicats durant ces conflits, Fernand voudra, à la fin de ses études, en 1950, trouver un emploi auprès d'eux.

Sur le plan personnel, c'est aussi à la fin de ses études à l'université que Fernand, jusque-là plutôt réservé avec les jeunes filles, fera la connaissance de celle qui deviendra plus tard son épouse, Ghislaine Coallier.

DÉBUT D'UNE CARRIÈRE SYNDICALE

Ses débuts dans le secteur du travail, il les fera avec un petit syndicat de métier, l'Union des ouvriers de la sacoche, dont le directeur est Roger Provost. Cet homme, à peine quelques années plus tard, après une ascension fulgurante, deviendra le premier président d'une nouvelle centrale syndicale, la FTQ. C'est pourtant avec une autre famille syndicale que Fernand Daoust aurait souhaité travailler. Les syndicats qu'on appelle de métiers sont de loin, à cette époque, les plus nombreux, mais ils n'ont pas, dans



l'ensemble, la réputation d'être très progressistes. Par contre, viennent d'apparaître au Canada, depuis quelques années seulement, les syndicats industriels qui regroupent les travailleurs et les travailleuses non pas en fonction de leur métier (typographes, charpentiers-menuisiers, etc.), mais plutôt selon le type d'entreprises qui les emploient (papiers, usines d'automobiles, etc.).

C'est donc du côté du C.I.O. (Congress of Industrial Organizations), créé en 1939 aux États-Unis, plutôt que de l'A.F.L. (American Federation of Labor), formée en 1886 par des syndicats de métiers, que Fernand veut s'impliquer. Ces deux grands groupes de nature différente s'uniront pourtant en 1956 au Canada, créant ainsi le Congrès du travail du Canada (C.T.C.). La même fusion s'opérera au Québec, dès l'année suivante, 1957, sous le nom de Fédération des travailleurs du Québec.

Cette réunification des deux familles syndicales ne se fera pas sans grandes appréhensions ni sans heurts. Les débats sont souvent hargneux et certaines décisions font beaucoup de mécontents. Étant donné la majorité dont jouit la succursale A.F.L. québécoise (FPTQ ou Fédération provinciale du travail du Québec), les syndicalistes plus à gauche comme Fernand et ses amis, qui sont pour la plupart de la succursale C.I.O. québécoise (FUIQ ou Fédération des unions industrielles du Québec), deviendront très pessimistes quant aux orientations que semble prendre la FTQ.

À ce problème s'ajoute celui de l'influence réelle que pourra exercer la FTQ dans le monde syndical au Québec ou au Canada et face aux gouvernements. Au point de départ, en effet, de très nombreux syndicats québécois affiliés à l'A.F.L. ou au C.I.O. ne jugent pas du tout nécessaire de se joindre à cette nouvelle centrale québécoise. Ils continuent, comme si rien n'avait changé, de fonctionner directement et uniquement avec les entités syndicales canadiennes.

En conséquence, la FTQ ne représente pas, au départ, une force importante. Ce qui est de moins en moins le cas cependant de

suite de la page 8

l'autre centrale syndicale québécoise, formée des syndicats catholiques, la CSN, avec laquelle d'ailleurs Fernand Daoust cherchera à créer des alliances.

UNE PÉRIODE DIFFICILE POUR LES TRAVAILLEURS

Toujours fortement motivé par le respect de la réalité québécoise et la nécessité de donner au français la place qu'il devrait occuper dans les milieux de travail et dans les instances syndicales canadiennes, Fernand Daoust sera un combattant tenace pour l'autonomie de la FTQ par rapport au CTC. Sur le plan politique, cela se traduira par son refus d'appuyer le CCF, parti de gauche auquel adhèrent tous les syndicats canadiens, mais qui défend des positions fortement centralisatrices.

Les années 1950 au Québec seront difficiles pour les syndicats qui doivent subir la répression constante et féroce de Maurice Duplessis. De durs conflits de travail font rage, entre autres chez Dupuis Frères à Montréal, impliquant la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), qui prendra plus tard le nom de CSN. Cette situation amènera Fernand et ses amis des syndicats industriels du CTC à collaborer avec cette centrale, avec laquelle ils ressentent bien des affinités même si elle est une rivale de la FTQ dans d'autres situations.

Les relations avec les employeurs font découvrir à Fernand Daoust à quel point la langue française est bafouée par les grandes entreprises au Québec. Chez Coca-Cola, chez Canada Wire and Cable, une filiale de Noranda, tout se passe en anglais lors des négociations. D'ailleurs, peut-on d'ailleurs parler de négociations à cette époque? Les compagnies sont intransigeantes, refusent de reconnaître les syndicats et embauchent des briseurs de grève.

Sur le plan politique, cette période est celle où un nouveau personnage fera son apparition au Québec et viendra appuyer les syndicats: Pierre Elliot Trudeau. Il sera très bien accueilli par les militants, mais Fernand Daoust découvrira assez tôt qu'il ne peut accepter sa vision du fédéralisme.

L'ACTION POLITIQUE

La législation nettement anti-syndicale que le premier ministre Duplessis vient mettre en place en 1953 sera le déclencheur d'un fort mouvement d'action politique de la part des organisations de travailleurs. Le «bill» 19 qui fait la chasse aux militants soi-disant communistes et le «bill» 20, surnommé le «bill» Guindon, qui vise l'Alliance des professeurs catholiques de Montréal pour avoir fait une grève illégale en 1949, convaincront les syndicats qu'ils doivent dépasser le stade des manifestations et former un parti des travailleurs. L'entente sera impossible à réaliser, car certains dirigeants voudront

agir au sein d'un parti fédéraliste centralisateur, le CCF, et d'autres, dont Fernand Daoust, veulent plutôt former un parti ayant un caractère très québécois.

Cette nouvelle approche des syndicats aura quand même pour effet d'influencer l'action du futur gouvernement du Québec, celui de Jean Lesage, élu en 1960.

En 1954, Fernand Daoust est élu secrétaire-trésorier du Conseil du travail de Montréal (CTM). Dès le départ, il s'impliquera dans la vie politique montréalaise en appuyant le nouveau candidat aux élections municipales d'octobre, Jean Drapeau, en raison de sa lutte contre la corruption. Cependant, cette décision provoquera des dissensions chez les syndicats représentant les cols bleus et les cols blancs de Montréal qui voient venir d'un mauvais œil ce politicien autoritaire. À l'échelle canadienne, il vivra les durs conflits linguistiques qui sévissent entre francophones et anglophones au sein du Congrès canadien du travail (CTC).

Sur le plan personnel, c'est l'année suivante qu'il vivra un très heureux événement, son mariage avec celle qu'il fréquentait depuis sept ans, Ghyslaine Coallier, au grand plaisir de leurs nombreux amis.

LA GRANDE FUSION

Des événements importants dans le monde syndical aux États-Unis auront bientôt de grandes répercussions au Canada. L'union des deux grandes centrales, l'AFL et le CIO, réalisée en 1955, entraînera l'année suivante au Canada la création du Congrès du travail du Canada (CTC). Et une année plus tard, au mois de février 1957, ce sera la création de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), réunissant les structures québécoises des deux fédérations américaines. Fernand Daoust éprouve des réticences devant cette fusion à cause du caractère très conservateur des syndicats de métiers et des guerres que ceux-ci ont menées, parfois contre les syndicats industriels. Cependant, il est bien conscient qu'il faut faire l'unité des forces pour combattre le régime très répressif de Duplessis et se rallier à la nouvelle centrale.

Un autre projet de fusion soulèvera un vif débat dans le monde syndical québécois. Il s'agit d'amener les syndicats catholiques groupés dans la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), qui deviendra plus tard la CSN, à se joindre à cette FTQ naissante. Fernand Daoust le souhaiterait bien, car il a eu souvent de très bons rapports avec eux. Finalement, cette unification ne se fera pas parce que la CTCC exige de conserver une très forte autonomie.

Une des grèves les plus marquantes de l'histoire du Québec, celle de la Gaspé Copper Mines, filiale de la Noranda à Murdochville à l'été 1957, donnera lieu, à une collusion scandaleuse de la police de Duplessis avec la compagnie. Elle permettra par contre, malgré son échec, une grande mobilisation des syndicats et des milieux progressistes à travers le Québec et aura pour effet de solidifier l'unité au sein de la FTQ.

UN CLIVAGE PERSISTANT

Novembre 1957, neuf mois après son congrès de fondation, la FTQ tient son premier congrès ordinaire. On y voit réapparaître les tensions entre syndicats de métiers et syndicats industriels qui ne s'étaient guère manifestés lors des précédentes assises. Le partage des postes du nouvel exécutif de même que les orientations à prendre concernant l'action politique et les grèves générales divisent les délégués. Les syndicats de métiers comptant beaucoup plus de membres, ils parviennent donc à imposer leurs choix. Cela se traduira aussi par des places limitées pour les syndicats industriels au sein du nouveau conseil du travail de Montréal, tout cela au grand déplaisir de Fernand Daoust.

Un an plus tard, cependant, l'élection de John Diefenbaker et du parti conservateur suscitera beaucoup d'inquiétudes et donnera un souffle nouveau à l'idée de fonder un grand parti politique de gauche, aux appuis beaucoup plus larges que le CCF.

Sur la scène politique québécoise, la mort subite de Maurice Duplessis, en septembre 1959, suivie, à peine quelques mois plus tard, de celle de son successeur, Paul Sauvé, affaiblira l'Union nationale et redonnera espoir aux syndicats pour une grande amélioration des lois du travail et des lois sociales.

REMUE-MÉNAGE AU SEIN DU CTC

La création du Congrès du travail du Canada entraînera, dès les années suivantes, une réorganisation du personnel au sein de la centrale. Plusieurs permanents du CTC découvriront, en effet, qu'il est plus intéressant de travailler pour les syndicats membres que pour la centrale. Fernand Daoust, comme certains de ses amis, sera de ceux-là. Au moins de mai 1959, il deviendra permanent pour le Syndicat international des travailleurs des industries pétrolière, chimique et atomique (SITIPCA) et aura son bureau près des raffineries de l'est de Montréal.

Malgré la petite taille de ce syndicat, Fernand Daoust apparaît comme un leader syndical important. Dès 1960, il se fait élire au conseil exécutif de la FTQ, à titre de représentant des industries manufacturières. L'activité politique l'intéresse, de même que l'éducation syndicale et il sera élu, lors du congrès de cette même année, président du comité d'éducation de la centrale.

Deux années plus tard, au congrès du CTC à Vancouver, ce comité de la FTQ demandera que le comité d'éducation de la centrale canadienne soit divisé en deux entités autonomes, l'une en anglais, l'autre en français. Louis Laberge, alors président du Conseil du travail de Montréal (CTM), s'y opposera fermement, car il y voit une forme de séparatisme! Quand même, cette revendication pour un comité d'éducation distinct sera au cœur de la lutte de la FTQ pour plus d'autonomie au sein du CTC.

COMBATTANT...

suite de la page 9



UNE NOUVELLE ORIENTATION : DEVENIR DÉPUTÉ !

Le congrès de fondation du Nouveau Parti démocratique (NPD), fin juillet 1961 à Ottawa, donnera lieu à de très durs débats sur le thème des deux nations au Canada. Fernand Daoust y participe activement et sera heureux de voir triompher, à la toute fin, le point de vue des Québécois. À peine un an plus tard, un événement politique majeur viendra interrompre les préparatifs du congrès de fondation du NPD-Québec : le premier ministre conservateur, John Diefenbaker, déclenche des élections qui auront lieu le 18 juin. Cet événement sera le point de départ d'un nouveau projet de carrière pour Fernand Daoust : devenir député. Il s'y investit totalement, comme candidat du NPD dans Maisonneuve-Rosemont, mais, malheureusement, les résultats seront extrêmement décevants. Le NPD recevra moins de 5 % des suffrages au Québec. Fernand fera quand même un peu mieux, avec 16 % des voix.

Devenu minoritaire, le gouvernement Diefenbaker sera rapidement défait en Chambre par l'action du Parti libéral et devra déclencher de nouvelles élections en avril 1963. Fernand Daoust se présentera à nouveau pour le NPD, dans le même comté, et sera encore battu, avec cette fois 18,6 % des voix, le meilleur résultat du parti au Québec.

Quelques semaines plus tard, fin juin, le NPD-Québec tiendra son congrès, non plus de fondation, mais d'orientation. En effet, les différends entre les diverses factions sont trop marqués et les dirigeants du parti préfèrent y aller par étapes. Fernand Daoust présidera ces débats avec tact. Les discussions donneront quand

même lieu à des déchirements entre nationalistes et fédéralistes et la scission du parti deviendra inévitable. À la toute fin, les nationalistes parviendront à créer la formation qu'ils désirent, sans aucune attache avec le NPD fédéral, qui portera le nom de Parti socialiste du Québec (PSQ). Ce dénouement amènera Fernand Daoust, peu de temps après, à délaisser ce nouveau parti et à retourner travailler aux affaires syndicales.

UNE VIE SYNDICALE MOUVEMENTÉE

Le début des années 1960 est une période très mouvementée de la vie syndicale au Québec. La CSN maraude intensément, et avec succès très souvent, les syndicats FTQ. Les rivalités AFL et CIO à l'intérieur de la centrale continuent de plus belle. La FTQ, dont l'effectif est encore très faible, a besoin de plus de pouvoir et réclame du CTC qu'il oblige tous ses syndicats québécois à s'affilier à elle.

Sur le plan politique, le nouveau gouvernement Lesage entreprend de modifier la loi des relations de travail, mais le projet proposé, le *bill* 54, est aussitôt vivement dénoncé par tout le monde syndical au Québec. Devant la menace d'une grève générale sans précédent, Lesage recule et fait des amendements majeurs à sa loi, ce qui satisfait finalement le mouvement syndical.

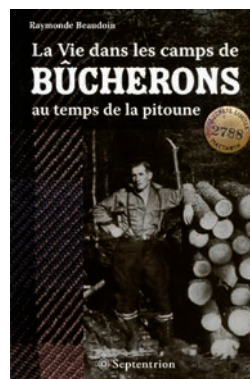
Tous ces événements ont fortement marqué Fernand Daoust et l'ont amené à s'impliquer davantage dans la direction de la FTQ. Sur le plan personnel, il vivra une grande perte. Sa mère décédera le 20 mai 1964.

La carrière de ce combattant est cependant loin d'être terminée. Le tome 2 de cette biographie ne devrait pas ennuyer non plus ! ♦

RAYMONDE BEAUDOIN

LA VIE DANS LES CAMPS DE BÛCHERONS AU TEMPS DE LA PITOUNE

Québec, Septentrion, 2014, 168 pages



C'est un petit livre comme le Septentrion en a le secret : bien fait, pertinent et agréable à lire. Raymonde Beaudoin dresse ici un portrait éminemment juste du métier de bûcheron et de la vie dans les chantiers au cours des trois décennies qu'elle s'est donné l'ambition de couvrir. Bien nourrie de l'expérience de sa propre famille, l'auteure qui, enfant, a accompagné son père dans le bois, a bien su concilier parcours biographique et regard documentaire. Elle n'a pas la prétention d'avoir écrit une monographie anthropologique mais son récit s'en approche singulièrement. Elle décrit avec finesse et précision les divers aspects de la vie et du métier en utilisant bien les témoignages recueillis auprès des acteurs qu'elle a rencontrés. Elle les place en outre fort bien dans un contexte qu'elle campe de manière succincte mais vivante, tirant un excellent parti de la documentation – pourtant rare – qu'elle est parvenue à dénicher.

Après avoir brièvement dressé les grands repères de l'histoire de l'exploitation forestière, Raymonde Beaudoin nous entraîne bien vite au pays de Lanaudière, celui de la sa famille et celui du domaine forestier qu'elle ambitionne de faire connaître. C'est écrit dans une langue simple et claire, le ton est chaleureux et si juste qu'on s'y sent vraiment comme si on y était, dans ces camps de bûcheron. Elle décrit d'abord la ressource – les billots, la pitoune – et ses usages, ce qu'elle représente pour le bûcheron comme pour l'industrie. Vient ensuite la description du camp, de sa construction, de ses aménagements rustres et rudimentaires, et elle donne à voir la façon qu'on l'habite. On ne s'étonnera pas de la voir insister sur l'importance de ce lieu central qu'est la cookerie et sur le rôle-clé de ceux et celles qui y officient pour nourrir les appétits gargantuesques des hommes qui triment d'une étoile à l'autre. Les menus reproduits en annexe donnent une bonne idée de l'ordinaire.

Le récit est à son meilleur dans la description, faite en collant au plus près le récit du père, du métier lui-même, et des techniques de bûchage à la mitaine ou à la garde. Sont également fort bien rendus la répartition des rôles et la division du travail. Le *showboy*, les guidis, les mesureurs, les inspecteurs et charroyeurs sont bien situés dans leurs tâches et dans la chaîne des opérations qui finit avec la drave, ce métier extrêmement

dangereux pratiqué par des hommes d'exception. Les observations sont fines et le propos admiratif, mais sans complaisance. Il n'est pas question ici de romantisme : l'auteure veut témoigner sans enjoliver, le métier était dur. Mais la vie dans les chantiers avait aussi ses bons moments. Le chapitre sur les divertissements et les soirées de menteries et de musique est bien rendu, agrémenté d'une annexe où sont reproduits les textes de quelques chansons typiques. Les quelques pages consacrées à la langue des chantiers sont magnifiques mais trop brèves, tant la richesse d'expression est grande et bien éloignée des habituels lieux communs sur les sacres et les jurons.

C'est sans aucun doute dans le chapitre sur les salaires que l'ouvrage laisse le plus clairement voir ses limites. L'auteur reste sans aucun doute trop proche des évaluations de son propre père, un bûcheron assez exceptionnel si l'on en juge par le récit qui est fait du rendement de son travail et des gages que cela lui valait. Dans les faits, la littérature scientifique a fort bien établi que les modes de rémunération étaient conçus pour instrumentaliser la culture de la force et du métier. Cela pouvait profiter aux bûcherons qui savaient montrer force, endurance et technique, mais c'était voulu pour tirer le maximum de rendement en suscitant l'émulation et la compétition entre les hommes. Dans l'ensemble le bûcheron était mal payé. Cela n'a peut-être pas été le cas de son père qui s'est estimé bien traité par la Consolidated Paper corporation, comme le relate une Raymonde Beaudoin qui évoque néanmoins les changements qu'a provoqués la montée de la syndicalisation. On ne lui tiendra pas rigueur de ne pas s'être lancée dans une discussion serrée de la condition économique du forestier. On comprend qu'elle voulait d'abord faire voir le métier de bûcheron et saluer ceux qui l'ont honoré. C'est réussi.

Robert Laplante

LA RÉVOLUTION TRANQUILLE EN IMAGES

Michel Lévesque
Historien

ALAIN LAVIGNE

**LESAGE, LE CHEF
TÉLÉGÉNIQUE. LE MARKETING
POLITIQUE DE « L'ÉQUIPE DU
TONNERRE »**

Québec, Septentrion, 2014, 186 pages

Après avoir révélé un pan méconnu de l'histoire de l'Union nationale dans son livre *Duplessis: pièce manquante d'une légende. L'invention du marketing politique* publié au Septentrion en 2012 (Cahiers de lecture — Automne 2012), Alain Lavigne récidive en poursuivant son étude du marketing politique durant les années de la Révolution tranquille cette fois.

Divisé en huit chapitres, cet ouvrage se présente sous la forme de huit thématiques à la manière d'une exposition. Alain Lavigne y traite tout d'abord de la stratégie marketing élaborée par la Fédération libérale du Québec à la fin des années 1950. Trois chapitres sont consacrés aux campagnes électorales générales qui ont eu lieu durant cette décennie: celles du 22 juin 1960, du 14 novembre 1962 et du 5 juin 1966. Un chapitre est consacré aux « vedettes médiatiques » libérales que sont les Jean Lesage, René Lévesque, Paul Gérin-Lajoie et Georges-Émile Lapalme. Un autre aborde la publicité de l'Union nationale lors des élections de 1966. Enfin, un dernier chapitre porte sur la « mise en mémoire » de celui qui fut qualifié de père ou de chef d'orchestre de la Révolution tranquille, Jean Lesage.

Tout comme l'ouvrage précédent, il s'agit d'un véritable petit bijou qui permet de (re) découvrir les images qui ont façonné cette période de l'histoire politique contemporaine du Québec.

Les lecteurs se plairont à découvrir ici et là quelques passages savoureux comme celui reproduisant l'extrait d'un article du regretté journaliste Jean-V. Dufresne publié dans le magazine *Maclean* en avril 1963. Faisant le bilan des 1000 premiers jours du gouvernement de Jean Lesage, Dufresne tente alors de décrire la personnalité de Lesage et d'expliquer ce qu'est un libéral. Celui-ci écrit:

Comme Charles De Gaulle, il appartient à la race des insaisissables. Vous croyez tenir une bonne définition de lui? Il la contredira aussitôt dans son action. C'est lorsqu'il vous paraît le plus convaincu qu'il l'est le moins, mais l'hésitation chez lui est souvent le fruit d'un brillant calcul politique. Le plus simple serait de dire que Jean Lesage, c'est un libéral. Mais lorsqu'on vous demandera ce qu'est un libéral, tout ce que vous aurez à répondre, c'est qu'un libéral, c'est un gars comme Jean Lesage.

Ce qui veut dire, selon les avis qu'on entend ici et là, un homme intelligent, un politicien extrêmement habile, un travailleur acharné, un prétentieux, un homme de cœur, un arrogant, un audacieux, un fat, un petit bourgeois, un grand démocrate, un coléreux, un nationaliste, un pancanadien, un démagogue, un inquiet, un convaincu, un « p'tit Jean Lévesque ». Un maudit avocat (p. 95).

Cet ouvrage plaira certainement à un large public qui pourra, à travers l'ensemble de l'iconographie de cette époque, se retremper, ou encore, se familiariser avec ces années, notamment pour les moins de quarante ans, qui ne les ont pas connues.

Tout comme l'ouvrage précédent, il s'agit d'un véritable petit bijou qui permet de (re)découvrir les images qui ont façonné cette période de l'histoire politique contemporaine du Québec.

Notons cependant que, dans l'analyse que l'auteur fait de ces années, celui-ci demeure tributaire de l'historiographie de cette période.

À titre d'exemple, la crise économique qui sévissait au début des années 1960 est rarement présentée comme un facteur pouvant expliquer en partie la victoire des libéraux de Jean Lesage. Pourtant, à la page 15, Lavigne reproduit une page de publicité du Parti libéral du Québec publiée dans son organe officiel, *La Réforme*, au cours de la campagne dans laquelle on peut lire: « débarrassons le Québec de son triste CHAMPIONNAT du CHÔMAGE! 236,000 CHÔMEURS CHEZ NOUS! En chômage: 1 travailleur sur 7...! 42 % de tous les chômeurs du Canada! » Ainsi donc, il faudra bien un jour considérer que le nouveau chef libéral, Jean Lesage, et le slogan « C'est le temps que ça change » n'ont peut-être pas été aussi déterminants dans la défaite unioniste que plusieurs auteurs l'avancent. Dans les faits, la population a pris la mesure de Lesage et découvert l'importance du slogan électoral libéral bien après les élections de juin 1960.

En ce qui concerne les élections générales de 1962, Lavigne mentionne deux raisons principales pour consulter la population: obtenir un mandat pour nationaliser les compagnies hydroélectriques et prendre de vitesse l'Union nationale en pleine reconstruction (p. 67).

Trois autres raisons expliquent cependant la tenue de ces élections anticipées. Premièrement, Lesage avait compris qu'il lui faudrait plus de temps qu'il ne l'avait prévu pour réaliser le programme électoral de son



parti. Deuxièmement, il voulait contrer la menace du Crédit social qui songeait sérieusement à se lancer sur la scène provinciale après la victoire surprise de 26 de ses candidats aux élections générales fédérales du 18 juin précédent. Enfin, le Parti libéral battait l'Union nationale sur le terrain du nationalisme. C'est d'ailleurs pourquoi Daniel Johnson tentera de se repositionner lors des élections générales du 5 juin 1966 avec son projet *Égalité ou indépendance*.

En terminant, mentionnons que cet ouvrage contient quelques petites affirmations erronées. Par exemple, Paul Gérin-Lajoie n'était pas un nouveau venu en politique en 1960 (p. 40). Il avait déjà essuyé deux défaites électorales. La première lors des élections générales provinciales de 1956, et la seconde, l'année suivante, à l'occasion d'une élection partielle. En fait, le seul nouveau venu lors de ces élections était René Lévesque.

En ce qui concerne les élections de 1962, l'auteur accorde beaucoup d'attention au premier débat télévisé qui aurait été vu par « 2 millions de Québécois » (p. 68). Il aurait été important de mentionner la source de cette information qui apparaît peu vraisemblable pour l'époque. Il faut également prendre avec circonspection l'affirmation de la page 87, selon laquelle « Un sondage secret donne le Parti libéral perdant par quatre circonscriptions avant le débat », affirmation qui s'appuie sur un article d'un journaliste publié en 2007.

Ces quelques remarques ne diminuent cependant en rien ce petit livre qu'on lit avec délectation et qu'on regarde avec grand plaisir. ♦

Lecture complémentaire:

ALAIN LAVIGNE

Duplessis, pièce manquante d'une légende. L'invention du marketing politique

Cahiers de lecture - Automne 2012

Location d'outils **SIMPLEX**

*Une entreprise québécoise
en affaires depuis 1907*



*Heureuse de participer à la construction
de la référence québécoise*

38 succursales pour mieux vous servir

simplex.ca

• Montréal : 1.800.361.1486 • Québec : 1.800.284.7571 • Ottawa : 1.888.408.8807

LE RÉPUBLICANISME IMPLICITE DE LA NATION QUÉBÉCOISE

Denis Monière

Professeur science politique à la retraite, Université de Montréal

DANIC PARENTEAU
**PRÉCIS RÉPUBLICAIN À
L'USAGE DES QUÉBÉCOIS**
Montréal, Fides, 2014, 148 pages

Dans la foulée des travaux de Marc Chevrier, Danic Parenteau présente une synthèse de l'idéologie républicaine à la mode québécoise. Dans un style limpide et fluide, l'auteur décrit les principales composantes de ce modèle de relations sociales. Sa démarche s'inscrit dans le contexte des débats entourant la charte des valeurs québécoises et permet d'éclairer les arguments en faveur de la laïcité. Il réussit à reconstruire à partir des débats actuels une pensée républicaine claire, simple et accessible. A ce titre, cet opuscule est une réussite convaincante.

Parenteau soutient une thèse qui pourra sembler paradoxale à certains. Il tente de montrer que les Québécois sont des républicains qui s'ignorent. Il y aurait une pratique républicaine bien enracinée dans le terreau de l'imaginaire collectif des Québécois. «En effet, la manière dont les Québécois conçoivent la société et se représentent comme peuple et comme société d'accueil témoigne de la présence de repères symboliques typiques du modèle républicain» (p. 11). L'auteur n'est toutefois pas très prolixe sur les origines intellectuelles de cet esprit républicain qui émerge spontanément de la Révolution tranquille et de la revalorisation de l'État. Hormis quelques penseurs du XIX^e siècle qui ont évoqué ce modèle, la conscience collective a surtout été labourée par les prédicats de l'esprit clérical et monarchiste. Faut-il en déduire que le républicanisme français ou américain aurait malgré tout réussi à s'infiltrer dans la conscience québécoise par quelque mystérieuse ruse de l'histoire?

Le républicanisme implicite des Québécois les différencierait culturellement du reste de l'Amérique du Nord. Parenteau retrace les pratiques sociales qui depuis un demi-siècle ont structuré la distinction nationale du Québec: «les Québécois se distinguent des Canadiens et des Étatsuniens dans leur rapport à la religion, puisqu'en la matière leur pratique s'inspire davantage de la laïcité républicaine que du sécularisme libéral» (p. 31). Cela expliquerait qu'ils soient plus réfractaires à la présence de la religion dans l'espace public et aux accommodements religieux. La religion au Québec est une affaire privée et relève du choix individuel, elle ne doit pas interférer dans la vie publique.

La conception de la citoyenneté distingue aussi les Québécois des Canadiens et cette différence se manifeste dans la résistance à

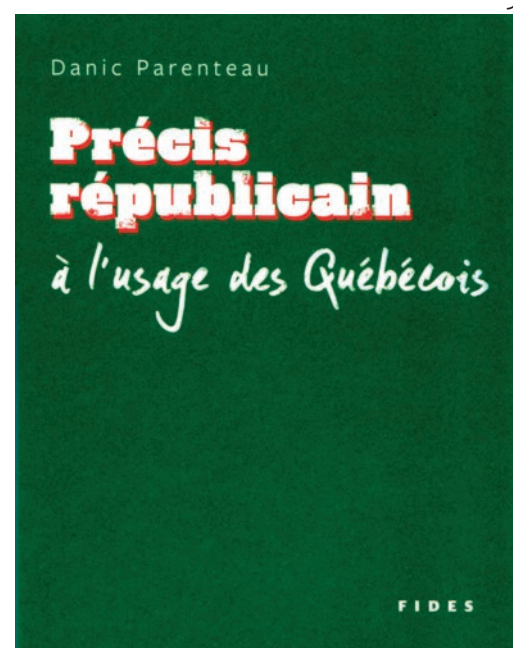
l'idéologie du multiculturalisme et dans une conception républicaine de l'intégration qui affirme l'existence d'une culture nationale. «La négation de l'idée de culture nationale est certainement un des aspects du multiculturalisme canadien le plus incompatible avec la vision québécoise en matière d'intégration et de citoyenneté» (p. 61).

La citoyenneté au sens québécois ne se limite pas à une simple juxtaposition et cohabitation de diverses cultures, elle doit s'ancrer dans le partage de valeurs communes auxquelles adhèrent toutes les composantes de la société. Dans l'esprit républicain, la société n'est pas un agrégat d'individus indifférents les uns aux autres et enfermés dans un «nous» segmenté et particulariste, elle suppose une identité commune à laquelle se rattachent les individus.

**Le peuple est pour les Québécois un
acteur de son destin alors qu'il est
un sujet passif pour les Canadiens
qui acceptent un régime politique
fondé sur le principe monarchique qui
confère le pouvoir aux élites.**

Pour Parenteau, cette différence de conception du «nous» explique la forte présence des valeurs de la coopération et de la solidarité au Québec de même qu'une plus grande implication de l'État dans l'intégration des nouveaux arrivants. L'État n'est pas conçu comme un simple gestionnaire de la société, mais il est en plus l'expression de l'identité nationale, de ces valeurs communes et à ce titre, il est le garant du bien commun. «L'idée qu'il revient à l'État d'incarner une certaine conception du Bien commun est évidemment incompatible avec la vision libérale anglo-saxonne de l'État et de la société» (p. 110). L'État pour les Québécois doit cultiver le vivre ensemble alors que pour les Canadiens il se restreint au laisser vivre libéral. Autrement dit l'État n'est pas neutre par rapport à l'identité. À cet égard, on peut s'interroger sur la pertinence de cet argument, car il semble bien que l'État canadien ne soit pas neutre lui non plus quant à la construction de l'identité canadienne ce qui est précisément un des enjeux des conflits Québec-Canada qui opposent une vision républicaine et une vision multiculturelle de l'identité.

Les Québécois sont aussi différents des Canadiens quant à leur attachement à la souveraineté populaire car ils «accordent une place centrale au peuple dans leur représentation du pouvoir politique.» (p. 115) Le peuple est pour les Québécois un acteur de son destin alors qu'il est un sujet passif



pour les Canadiens qui acceptent un régime politique fondé sur le principe monarchique qui confère le pouvoir aux élites. Ainsi les Canadiens acceptent que les juges se substituent aux représentants du peuple dans les prises de décision, ils acceptent un rapatriement de la constitution sans consultation du peuple. Le républicanisme des Québécois débouche sur une conception plus active de la citoyenneté comme le montrent les exercices fréquents de consultation, les pratiques de mobilisation et de manifestation populaires, l'existence d'organisme comme le BAPE etc. Il y a, dit Parenteau, «affrontement entre deux conceptions diamétralement opposées de l'agir politique.» (p. 131).

À notre avis, il manque un chapitre à ce livre qui traite de la laïcité, de la citoyenneté, de l'identité nationale et de la souveraineté populaire. Une des vertus cardinales préconisées par le républicanisme n'est-elle pas l'égalité des citoyens qui fonde précisément la critique du monarchisme? Les Québécois, peut-être par la force des choses, ont manifesté ce désir d'égalité en particulier dans la Charte des droits de la personne et dans la promotion de l'égalité homme-femme.

Si tout au long de son essai, Parenteau fait comme si les Québécois formaient un tout homogène et occulte les contradictions dans le peuple, en conclusion il se montre plus sociologue que philosophe et souligne les effets délétères du statut de nation minoritaire. Le monarchisme et le multiculturalisme recueillent des appuis non négligeables chez les Québécois qui ne peuvent être imperméables à l'idéologie libérale défendue par les élites fédéralistes. Le républicanisme implicite des Québécois ne semble pas avoir eu d'influence sur les électeurs québécois qui ont fait confiance aux partisans du fédéralisme et du multiculturalisme canadien aux élections d'avril 2014.

Parenteau pense que pour être vraiment efficace le républicanisme doit s'instituer dans une constitution québécoise ce qui ne va pas sans contester l'ordre constitutionnel canadien. Malgré certains raccourcis propres à ce genre, voilà un livre remarquable d'intelligence politique. ♦

OÙ LE NATIONALISME QUÉBÉCOIS EN EST-IL?

Louis Perron

Vice-doyen, Université Saint-Paul

LOUIS BALTHAZAR
**NOUVEAU BILAN DU
NATIONALISME AU QUÉBEC**
Montréal, VLB éditeur, 2013,
320 pages

Le politologue Louis Balthazar offre une version actualisée de sa synthèse du nationalisme québécois publiée en 1986 à l'Hexagone. Cette nouvelle mouture reprend, avec quelques modifications mineures, les neuf premiers chapitres de l'ancienne version, qui couvrait l'évolution du nationalisme au Québec du début du XIX^e siècle jusqu'aux années 1980, et s'enrichit de trois chapitres inédits.

Il ne s'agissait pas uniquement de rééditer, tout en la prolongeant et l'actualisant, une synthèse qui venait, lors de sa publication, combler un vide, et que son auteur estimait toujours valable. Il importait davantage de rendre compte de la résurgence du nationalisme québécois qui culmina dans le référendum de 1995. Cette renaissance faisait mentir le diagnostic pessimiste que portait l'auteur au terme de son ouvrage de 1986 en termes de déclin irréversible du nationalisme québécois et forçait la révision du jugement. Il fallait aussi et encore témoigner de l'incroyable résultat du second référendum tout comme des événements qui l'ont précédé et suivi et dont on sait le poids qu'ils ont imprimé à la trajectoire du nationalisme québécois. Certes, l'après 1995 a replongé le nationalisme québécois dans une crise profonde et a blessé, à nouveau, la société québécoise au point d'effacer presque le mot «nationalisme» du discours public au profit d'un autre, celui d'«identité». Balthazar n'est pas dupe: les habits ont changé, la réalité est demeurée la même: il s'agit toujours de «l'attachement à la nation», de «la conscience nationale» (p. 11). Le glissement sémantique ne saurait tromper et masquer la permanence du nationalisme québécois, voire sa pertinence et son essentielle positivité. Et voilà donc que l'observateur lucide reprend la plume...

D'emblée, Balthazar précise la portée de son livre: il s'agit d'un essai, non d'une étude historique exhaustive. «L'objectif, écrit-il, est de dégager les grandes tendances, les grandes orientations du nationalisme au Québec à la lumière de quelques propositions théoriques énoncées au premier chapitre» (p. 12). Le chapitre deux s'attache aux fondements et aux origines du nationalisme québécois: si le nationalisme n'apparaît qu'au début du XIX^e siècle, ses origines remontent bien au siècle précédent. Après avoir distingué trois conceptions du nationalisme québécois,

le chapitre trois couvre les manifestations nationalistes du Bas-Canada au début du XIX^e siècle, puis les chapitres quatre et cinq les cent années suivantes. Le chapitre six traite de la période de transition qui va de 1945 à 1960.

Les six chapitres suivants survolent le Québec des cinquante dernières années. Il y est d'abord question du nationalisme au temps de la Révolution tranquille (c. 7). Le chapitre huit étudie les ambiguïtés découlant de la polarisation des orientations au cours de la période subséquente. Poursuivant son parcours historique, l'ouvrage traite du référendum de 1980 (c. 9) et du double phénomène de déclin et de résurgence du nationalisme caractéristique des années 1980. Puis le chapitre onze aborde le réveil nationaliste du début des années 1990. L'ouvrage se termine sur un examen de la période qui a suivi le référendum de 1995 et qui «tente de rendre compte du paradoxe d'un mouvement qui est passé à un cheveu d'ouvrir la voie vers la souveraineté pour s'affaïsser par la suite» (p. 13).

Le livre de Balthazar est bien informé, son analyse nuancée et ses jugements mesurés. Il est difficile à mon sens de contester les grandes lignes de l'ouvrage: elles s'orientent selon une lecture classique, mais toujours pertinente de l'histoire du Québec.

Cette histoire synthétique du nationalisme québécois est l'ouvrage d'un sympathisant modéré à la cause nationaliste. Cette position avouée (p. 15) n'est certes pas sans incidence lorsqu'il s'agit d'aborder un sujet comme le nationalisme. Il convient d'en prendre note.

Je ne suis ni historien ni politologue, et je partage la relation de Balthazar au nationalisme québécois. C'est donc en «honnête homme» et en nationaliste modéré que j'ai lu le livre.

L'ouvrage est une relecture de l'histoire du Québec du point de vue du nationalisme. Le premier chapitre pose les bases théoriques de la lecture de Balthazar et concerne la science politique. C'est un essai de catégorisation du nationalisme. Balthazar rejette la condamnation a priori du nationalisme et rappelle à juste titre que celui-ci n'est pas en soi une mauvaise chose. Il définit le nationalisme de la manière suivante, volontairement large: «Un mouvement qui consiste à accorder une priorité à l'appartenance nationale et à lutter pour une meilleure reconnaissance de la nation à laquelle on appartient» (p. 22). De ce point de vue, tout notre débat



entre fédéralisme et nationalisme se résume à la manière dont chacun définit son appartenance nationale. Quatre modèles, quatre cadres conceptuels et herméneutiques de nationalisme sont dégagés: deux versions antithétiques d'abord, le traditionnel et le moderne. Celui-ci s'applique au nationalisme bas-canadien de 1791 à 1838 et à celui de la Révolution tranquille alors que son contraire vaut pour la période qui va de 1840 à 1960. On ne sera pas surpris de voir associée à la Révolution tranquille des années 1960 et 1970 une troisième forme de nationalisme, le modèle étatiste. Une dernière forme enfin, le nationalisme autonomiste convient de manière immédiate aux années 1980-2000. Immédiate, car Balthazar estime que c'est peut-être là le modèle qui circonscrit le mieux le rapport d'une majorité de Québécois au nationalisme lorsque l'on considère l'histoire du nationalisme québécois dans sa longue durée.

Sans surprise, Balthazar découpe l'histoire du nationalisme québécois en trois grandes périodes, qui sont autant de formes contrastées et opposées de nationalisme: 1) le nationalisme canadien, qui domine la vie politique du Bas-Canada jusqu'au mouvement patriote; 2) le nationalisme canadien-français qui prédomine par la suite, nationalisme de repliement sur soi d'un peuple désormais minoritaire; 3) le nationalisme québécois enfin, renouveau d'affirmation politique de la nation qui se déploie avec la Révolution tranquille. Ces trois grandes périodes circonscrivent autant de nationalismes différents. S'il existe des continuités entre ces trois formes, on ne saurait les réduire à l'unicité d'une forme commune.

Le livre de Balthazar est bien informé, son analyse nuancée et ses jugements mesurés. Il est difficile à mon sens de contester les grandes lignes de l'ouvrage: elles s'orientent selon une lecture classique, mais toujours pertinente de l'histoire du Québec. L'on pourra, bien entendu, chicaner ici ou là les détails de l'interprétation. On ne saurait contester

VOIR NATIONALISME...

suite à la page 16

SPQ LIBRE ET PARTI QUÉBÉCOIS: UN MARIAGE DE RAISON

Daniel Gomez

Chef de puître, essais politiques

MARC LAVIOLETTE, PIERRE DUBUC
**LE SPQ LIBRE ET
L'INDÉPENDANCE DU
QUÉBEC. DIX ANS DE
LUTTE AU SEIN DU PARTI
QUÉBÉCOIS**

Montréal, Les éditions du Renouveau québécois, 2013, 229 pages

*L'intelligencia était sartrienne, la réalité
était aronienne...*

Marc Laviolette et Pierre Dubuc sont bien connus dans le monde syndical et politique québécois et se passent donc de présentation. Ces dernières années, on les a surtout vus et entendus en tant que porte-parole du SPQ Libre (Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre), un groupe d'influence statutairement reconnu dans les structures du Parti québécois. Le parti avait à cet effet modifié ses statuts pour permettre ce genre de dynamique, très peu courante en Amérique du Nord. L'expérience ne semble pas avoir été concluante puisque six ans plus tard le PQ retournait à des statuts traditionnels éjectant le SPQ Libre.

Il faut dire que pendant les six années de vie du mouvement, celui-ci, résolument campé à gauche, a respectueusement emmerdé plus d'une fois les dirigeants du Parti québécois, particulièrement sous la gouverne d'André Boisclair et de Pauline Marois. C'est finalement cette dernière qui aura la tête de Laviolette et Dubuc. D'ailleurs, le sous-titre de l'ouvrage résume très bien la nature des relations PQ-SPQ Libre: *Dix ans de lutte au sein du Parti Québécois*. Plus explicite que ça tu meurs...

La lutte n'est cependant pas finie; les deux compères militent toujours activement à l'intérieur du parti; ils en sont en quelque sorte la «conscience de gauche», une gauche plus radicale il est vrai, plus orthodoxe peut-être, par rapport à une gauche plus libérale. Quoi qu'il en soit, c'est de cette période d'activisme politique dont les deux auteurs nous parlent dans leur essai. À ceux et celles qui ont trouvé un peu contre nature la présence d'une aile, disons, «gauchiste» au sein d'un parti quand même modéré sur le plan socio-politique, ils rétorquent que le PQ est la «principale force politique» (p. 16) qui peut faire l'indépendance, indépendance nécessaire pour réaliser une société progressiste. D'où l'obligation d'une coalition.

Ils soutiennent également que le SPQ Libre a eu, et a toujours, une réelle influence au sein du PQ. Ce que le livre veut démontrer. Ils veulent enfin comprendre ce qui au congrès du parti de 2011 a motivé l'exclusion

des clubs politiques et du même coup la disparition du SPQ Libre. Le mouvement a disparu, mais, disent-ils: «Aujourd'hui, ses militants sont présents. En tant que représentants de leurs circonscriptions, au Congrès du parti, au Conseil national, à la Conférence des présidents et des présidentes et à la Commission politique. Et les journalistes continuent à identifier ses porte-parole au SPQ Libre!» (p. 15), de quoi empêcher Pauline Marois de dormir... Bien qu'il faille nuancer puisqu'elle a nommé Martine Ouellet, une ancienne membre du SPQ Libre, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec, sans oublier Monique Richard, ex-présidente de la CSQ, ex-présidente du PQ et ex-députée de Montarville. Bref, tout ça qui constitue la problématique centrale de cet ouvrage.

Le premier chapitre traite du SPQ Libre

**On voit clairement se dessiner
deux tendances au sein des tenants
d'une social-démocratie québécoise:
une aile orthodoxe, incarnée par
Laviolette, Dubuc et leurs disciples,
et une aile disons plus libérale,
néolibérale diraient les orthodoxes,
terme honni s'il en est, incarnée
par tous ceux qui pensent qu'il
faudrait, disons donner un peu moins
de place à l'État dans les affaires
courantes de la cité.**

et du Parti québécois. En une quarantaine de pages, il raconte l'histoire de la relation entre les deux entités. C'est certainement la partie centrale de l'ouvrage. Le reste, une dizaine de chapitres plus brefs, s'attarde plutôt aux positions ou actions du SPQ Libre dans différents domaines ou circonstances: le rôle de l'État, la nationalisation de l'énergie éolienne, la place du français, l'éducation, etc. Le tout est fort intéressant pour qui s'intéresse à la dynamique interne des partis politiques. Il reflète bien entendu un seul point de vue et évidemment un brin partial de la réalité. On découvre dans ce chapitre l'enthousiasme apparemment unanime qui a précédé la naissance du mouvement, appuyé entre autres par Bernard Landry et Denis Lazure. Ensuite, avec André Boisclair et Pauline Marois, les choses se gâtent. On voit clairement se dessiner deux tendances au sein des tenants d'une social-démocratie québécoise: une aile orthodoxe, incarnée par Laviolette, Dubuc et leurs disciples, et une aile disons plus libérale, néolibérale diraient les orthodoxes, terme honni s'il en est, incarnée par tous ceux qui pensent qu'il faudrait, disons donner un peu



moins de place à l'État dans les affaires courantes de la cité. Les lucides, Joseph Facal, Lucien Bouchard, André Boisclair, seraient les porte-paroles de cette tendance. Les travaillistes de Tony Blair en Grande Bretagne incarnent aussi ce courant. Il convient quand même de noter que cette division n'est pas propre à la gauche québécoise; elle fracture toutes les gauches occidentales. C'est dans la lutte entre ces deux courants que se condensent, je crois, les divisions idéologiques à l'intérieur du Parti québécois et le livre de Laviolette et Dubuc explique bien cela.

Il y a cependant un point sur lequel repose une grande partie de leur démarche, et d'une partie de la gauche québécoise, qui m'a toujours intrigué. Ils semblent relier indissociablement indépendance et projet de société progressiste, c.-à-d. sociale-démocrate. Pour eux, seul un tel projet pourra susciter une mobilisation populaire et faire plier les fédéralistes et le patronat. Est-ce à dire qu'un Québec indépendant ne pourra être que social-démocrate? Est-ce à dire que si tout à coup surgissait une bourgeoisie québécoise consistante et indépendantiste, à tendance plus «néolibérale», capable de mener les Québécois à leur affranchissement du lien fédéral, il faudrait refuser cette rupture? C'est d'ailleurs la position de certains gauchistes souverainistes de ma connaissance. Enfin, j'ai toujours trouvé curieux cet amalgame entre indépendance et régime politique. Comme je trouve aussi un peu curieux dans l'essai de Dubuc et Laviolette l'absence de toute référence aux raisons disons plus historiques, existentielles ou identitaires ou même «romantiques» de l'indépendance. Parce qu'enfin, on ne brise pas un lien quand même profond avec une autre société uniquement pour des comptes; il y a quelque chose de plus profond, qui tient à la reconnaissance même de l'identité d'une société. Le SPQ Libre effleure cette problématique quand il se porte à la défense du français, mais à mon avis il ne s'aventure pas

VOIR SPQ LIBRE...

suite à la page 16

NATIONALISME...

suite de la page 14

l'évidence: qu'il y ait toujours eu un nationalisme québécois, de nature diverse selon les époques et dont l'histoire n'a jamais accouché ni d'une victoire ni d'une défaite décisive.

Les conclusions de l'auteur, à savoir que le nationalisme est intimement lié à l'évolution du Québec, qu'il a pris au cours des années des visages variés et qu'il soit toujours demeuré modéré tout comme le constat que les Québécois ont toujours voulu jouer sur tous les plans à la fois, semblent incontestables. On peut aussi accorder que le nationalisme a permis au Québec de construire «une existence difficile, mais originale», ouverte sur le monde. *De ce point de vue*, et de manière générale, le bilan du nationalisme est bel et bien positif, comme le veut Balthazar (p. 312). Il reste que l'on est parfaitement justifié de penser que le projet nationaliste résiste mal à cette réduction.

Dans la dernière version de son ouvrage, Balthazar confirme ces conclusions initiales. Il y ajoute trois considérations nouvelles. La



On ne saurait contester l'évidence: qu'il y ait toujours eu un nationalisme québécois, de nature diverse selon les époques et dont l'histoire n'a jamais accouché ni d'une victoire ni d'une défaite décisive.

première veut que les Québécois semblent de plus en plus renoncer à une présence politique à Ottawa. La seconde considération a trait à l'immigration. Balthazar estime que le Québec n'en pas fait assez pour intégrer les nouveaux arrivants: le «nous» ne saurait être qu'inclusif. On sait toute la portée d'une telle affirmation, particulièrement dans le contexte du débat sur la Charte de la laïcité. Ce qui conduit Balthazar à sa troisième remarque, voulant que le nationalisme québécois n'ait pas été suffisamment rassembleur. J'avoue avoir des réserves à propos de ces deux dernières affirmations: si l'on peut admettre une certaine frilosité envers les nouveaux venus, n'est-il pas également juste de penser que toute hospitalité vraie implique une authentique réciprocité? Enfin, Balthazar exprime son appui à l'idée d'une constitution québécoise, seule possibilité selon lui de faire avancer le projet nationaliste en ce moment de notre histoire. Il y voit un projet rassembleur, crédible et lucide, susceptible de redonner du souffle au nationalisme québécois. Le dernier mot de l'auteur indique que l'histoire du nationalisme québécois est loin d'être close. Tant le réalisme politique le plus plat que l'utopie la plus exaltée ne sauraient faire mentir ce diagnostic. ♦

SPQ LIBRE...

suite de la page 15



assez sur le terrain glissant et pas toujours politiquement correct de l'identitaire.

Le document consacre un chapitre à une critique assez classique de la Coalition avenir Québec et surtout de Québec solidaire. Il reproche à cette formation son ambiguïté sur la question nationale et surtout sa trop grande proximité avec le NPD. Mais il est passionnant quand il traite du contexte mondial et de la «débâcle du camp socialiste» (p. 176).

Les deux auteurs notent fort justement que: «Dans plusieurs régions du monde, l'islamisme, une idéologie féodale, a remplacé le socialisme comme force d'opposition à l'impérialisme» (p. 176). Et ils ajoutent que souvent les forces progressistes ont eu tendance à considérer l'islam radical comme «la théorie radicale du XXI^e siècle» (p. 177). On pense évidemment là à Québec solidaire et à sa défense du voile islamique. On peut également penser à la suspecte proximité d'Amir Kadir, le député québécois de QS, avec certains leaders islamistes qu'avait déjà signalé Djemila Benhabib dans *Les soldats d'Allah à l'assaut de l'Occident*. Comme elle, Dubuc et Lavoie labourent le même sillon et parlent d'idiots utiles au service de la mouvance islamiste. ♦



FAIRE FACE

FAIRE FACE

Un numéro de L'Action nationale entièrement consacré à la situation politique pour les indépendantistes après les élections du 7 avril 2014 (232 pages)

Robert Laplante • Marc Lavoie et Pierre Dubuc • Denis Monière
Andrée Ferretti • Jonathan Livernois • Frédéric Lacroix • Patrick Sabourin
Pierre Serré • Gérald Larose et Michel Rioux • Simon-Pierre Savard-Tremblay
Michel Roche • Charles-Philippe Courtois • Danic Parenteau
Catherine Fournier • Pierre-Paul Sénéchal • Paul-Émile Roy • Lucia Ferretti

15 \$ (taxes et expédition comprises)

action-nationale.qc.ca

L'Action nationale, 82 rue Sherbrooke Ouest,
Montréal (Québec) H2X 1X3
514 845-8533 ou 1 866 845-8533

PLAIDOYER POUR UNE LAÏCITÉ AUTHENTIQUE

Louis Perron

Vice-doyen, Université Saint-Paul

**DANIEL BARIL ET YVAN LAMONDE
POUR UNE RECONNAISSANCE
DE LA LAÏCITÉ AU QUÉBEC.
ENJEUX PHILOSOPHIQUES,
POLITIQUES ET JURIDIQUES**
Québec, PUL, 2013, 174 pages

Ce collectif, qui regroupe des défenseurs bien connus de la laïcité, est un vibrant plaidoyer pour la reconnaissance publique d'une laïcité d'inspiration républicaine. Comme son sous-titre l'indique, il entend développer les enjeux à la fois philosophiques, politiques et juridiques du débat. Un colloque des Intellectuels pour la laïcité (IPL), tenu à l'Université de Montréal le 24 avril 2012, est à l'origine de ce livre. Il en regroupe les interventions, auxquelles s'ajoutent quelques contributions postérieures.

La première partie de l'ouvrage traite des questions philosophiques et politiques et s'ouvre avec la Déclaration pour un Québec laïque et pluraliste, paru initialement dans *Le Devoir* du 16 mars 2010. Cette partie regroupe des textes de Djemila Benhabib, d'Henri Peña-Ruiz, de Guy Rocher, de Caroline Beauchamp et de Daniel Baril. Djemila Benhabib, avec sa fougue et sa ferveur habituelles, dénonce l'islamisme politique et plaide pour une perspective laïque et féministe. Son texte fut prononcé lors de la réception du Prix international de la laïcité 2012, décerné par le Comité Laïcité République de France. Le philosophe Henri Peña-Ruiz, auteur des plusieurs ouvrages sur la laïcité, reprend la question à sa racine et présente la laïcité comme expression fondamentale de la liberté et, par conséquent, comme condition essentielle d'humanité. Guy Rocher contextualise le propos en l'inscrivant dans le contexte historico-politique du Québec. Il présente trois types d'arguments pour la laïcité : historique, sociologique et politique. Caroline Beauchamp, pour sa part, argumente en faveur de la laïcité, d'un point de vue juridique. Enfin, le militant laïc bien connu Daniel Baril s'appuie sur des travaux d'anthropologie biologique qui traitent du clivage universel entre le « nous » et « les autres ». Pour surmonter le danger du clivage ethnique, il estime qu'il faut miser sur la laïcité.

La deuxième partie présente des contre-arguments aux thèses de la laïcité ouverte et vise à démontrer les limites de cette position. Dans un texte polémique, le littéraire Bernard Andrès épingle quatre faiblesses argumentatives des tenants de la « laïcité ouverte ». Il s'en prend d'abord à leur présentation caricaturale de la position laïque, questionne ensuite la pertinence de la com-

paraison récurrente entre la France et le Québec à laquelle ils n'ont cessé de recourir et leur ton paternaliste à l'encontre de leurs détracteurs, enfin leur recours à l'instrumentalisation de la laïcité par la droite. Il termine son texte par un détour historique à travers les sermons des premiers évêques et prédicateurs québécois et rappelle l'existence d'une tradition laïque au Québec. De son côté, le sociologue Paul Sabourin montre que la laïcité sans adjectif est mieux à même de favoriser l'ouverture à l'Autre que la « laïcité ouverte » parce qu'elle permet la salutaire prise de distance par rapport à ses convictions personnelles. Cette section se clôt sur un texte de Francine Descarries, sociologue féministe, qui dénonce le sexisme des religions et l'incapacité de la « laïcité ouverte » à promouvoir l'égalité des sexes.

**Ce débat engage des questions
fondamentales, qui touchent à la
mémoire et au rapport au passé, à
l'identité individuelle et collective,
à l'immigration et aux modalités
d'accueil et d'intégration sociale.**

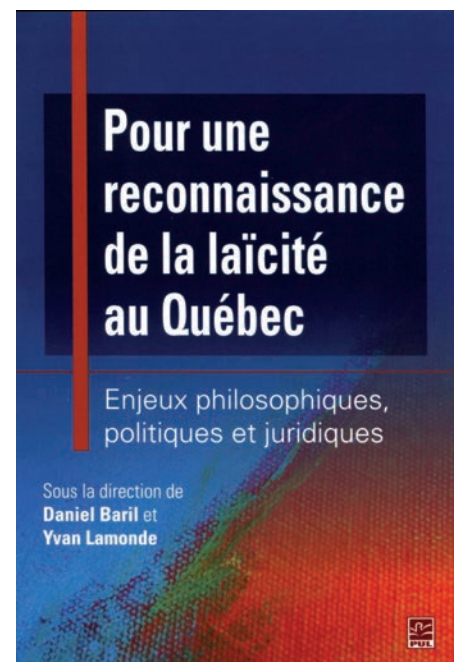
[...]

**Le livre de Baril et Lamonde,
bien construit et composé de
contributions pertinentes habilement
développées, fait désormais partie
des ressources disponibles pour
accomplir cette tâche.**

La troisième partie, que les directeurs de la publication présentent comme la partie la plus novatrice de leur ouvrage, se concentre sur des questions de droit. Daniel Turp plaide pour une charte québécoise de la laïcité et accompagne son article d'un projet de charte tandis que Julie Latour défend la nécessité d'assurer la protection législative de la laïcité.

L'ouvrage fait ressortir plusieurs des lignes de force sous-tendant la position opposée à la « laïcité ouverte » : une certaine conception politique axée sur le républicanisme, une inquiétude face à la montée de l'intégrisme religieux, la prise en compte de la particularité historico-culturelle québécoise, la lutte pour l'égalité des sexes, la critique du multiculturalisme et, bien entendu, une compréhension de la notion même de laïcité comme réalité substantielle.

Composé au moment où le Parti québécois était au pouvoir de façon minoritaire, ce livre entendait dénoncer l'attentisme ainsi que l'immobilisme et soutenir l'action du



gouvernement. On sait la suite des choses. Le débat est à l'évidence cependant loin d'être clos. C'est qu'il s'inscrit dans un débat international qui témoigne de l'évolution de la culture occidentale. Le consensus moderne sur la religion, qui départageait rigoureusement, en principe tout au moins, la sphère publique et la sphère privée est en effet de plus en plus contesté. La sécularisation, dans ses apports comme dans son principe même, est remise en question. Le religieux semble reconquérir une visibilité publique et des esprits religieux comme laïcs sont nombreux à revendiquer une place pour le religieux au sein de l'espace public. Tout semble à nouveau remis en chantier.

Ce débat engage des questions fondamentales, qui touchent à la mémoire et au rapport au passé, à l'identité individuelle et collective, à l'immigration et aux modalités d'accueil et d'intégration sociale. Les modalités du vivre ensemble sont en jeu. Davantage encore, il en va de l'identité de la modernité, de la dynamique même de l'Occident, des rapports entre les cultures et avec le reste du monde. En un mot, du rapport à l'autre.

Le débat actuel oppose deux conceptions irréconciliables. Est-il possible de les surmonter ? Une troisième voie peut-elle être ouverte ? Fernand Dumont, en son temps, parlait d'une nécessaire transcendance collective, sans qu'il fût pour autant possible de la nommer. Plusieurs ont vu et voient encore en l'être humain cette transcendance commune, irréductible autant au religieux qu'à un sécularisme athée. L'expression de « transcendance dans l'immanence », empruntée à la philosophie de Husserl, est proposée par quelques-uns comme manière de préciser cette transcendance anthropologique propre aux Modernes.

Beaucoup de réflexion reste à faire pour clarifier les enjeux et dégager des pistes d'avenir constructives. Le livre de Baril et Lamonde, bien construit et composé de contributions pertinentes habilement développées, fait désormais partie des ressources disponibles pour accomplir cette tâche. ♦

OMBRE DE NELLIGAN, MASQUES DE DANTIN

Pascal Chevrette

Professeur de littérature, cégep Montmorency

YVETTE FRANCOLI

LE NAUFRAGÉ DU VAISSEAU D'OR/L'ES VIES SECRÈTES DE LOUIS DANTIN

Del Busso Éditeur, 2013, 448 pages

« Il est grand temps de faire connaître Louis Dantin sous son vrai jour. L'Histoire littéraire l'exige. »

C'est sur cette déclaration forte qu'Yvette Francoli, spécialiste de l'œuvre de Dantin, amorce cette biographie sur l'un des plus méconnus et des plus énigmatiques personnages de la littérature québécoise. Voilà un livre qui ne peut faire que des vagues puisqu'il prend à bras-le-corps l'un des mythes les plus persistants de notre poésie.

Le *Naufragé du vaisseau d'or* marque une rupture avec la lecture traditionnelle du répertoire d'Émile Nelligan. Louis Dantin, dont le nom est associé à la préface de l'œuvre de Nelligan, est révélé au grand jour comme un promoteur majeur des lettres québécoises, homme de l'ombre et mystificateur, dont l'abondante production d'articles, d'essais et, surtout, de poèmes publiés sous une foule absolument ahurissante de pseudonymes, fut lue, relue et scrupuleusement analysée par l'œil avisé de Francoli. Son enquête, échelonnée sur plus d'une quinzaine d'années, permet de restituer un être à la psychologie complexe et tourmentée, un prêtre à la vocation ratée qui œuvra dès 1895 à l'établissement d'une poésie canadienne ouverte au lyrisme et aux influences parnassiennes et symbolistes de l'Europe.

Francoli a mené ses recherches et ses consultations à travers de nombreux périodiques et les correspondances tenues par Dantin et plusieurs de ses proches, dont l'ami et poète Alfred Desrochers. Ses lectures des textes de Dantin, qu'elle a rassemblés et soigneusement comparées à ceux attribués à Nelligan, lui ont permis d'établir d'étonnants recoupements entre les idées, le style, le ton et les motifs de cet auteur, entre autres, celui, obsédant, du naufrage, du « vaisseau prêt à sombrer », qui traverse toute son œuvre. L'un de ces textes est une composition d'école intitulée « À la République sous l'Allégorie d'un Navire » ; un autre, un recueil de poèmes tardif publié sous le titre *Le coffret de Crusoé*.

Francoli constate qu'entre Dantin et Nelligan se trame un « phénomène hallucinant de gémellité » et de « troublantes similitudes » qui ne peuvent être simplement imputés au hasard :

Après lecture du « Vaisseau d'or », on en vient à la conclusion que, pour comprendre « la Parole » de Dantin, il faut le lire dans cet ouvrage, car sous prétexte de broser le portrait de son protégé, c'est lui qu'il met en scène avec ses dons précoces, ses affinités littéraires, artistiques, musicales, son mysticisme teinté d'impiété, son penchant pour la bohème, sa nostalgie de l'enfance envolée, ses amours, ses intimes défectives, ses « gros péchés noirs » et ses naufrages (p. 142-143).

LE NAUFRAGÉ

En entrant dans la vie de Dantin, on constate qu'encore, ce nom n'est qu'un autre de ses innombrables visages. « Dantin », inspiré du Dante de l'Italie ; alors que Louis est de consonance française. Son nom véritable est Eugène Seers, un prêtre de la congrégation des Pères du Très-Saint-Sacrement qui voulut quitter les ordres. La crise morale et religieuse que l'on retrouve dans les écrits de Nelligan, c'est la sienne. L'homme n'a pas la foi. Contraint dans l'ordre dès son jeune âge, il développe une étrange propension à s'affirmer sous le masque

d'autrui. Blessé par cette vocation ratée qui le destinait à de hautes fonctions, il a laissé une œuvre de critique et de poète, disséminée ici et là ; en lisant plusieurs poèmes de Nelligan où elle y retrace ses goûts littéraires, musicaux, ses obsessions et préoccupations existentielles, Francoli nous dit assister à une « écriture piégée ».

Originaire de Beauharnois sur la rive sud du Saint-Laurent, Eugène Seers est doté d'une intelligence exceptionnelle que confirment maintes archives d'école. Il maîtrisait à un haut niveau syntaxe, rhétorique et versification, à la différence de son futur protégé dont les opinions défavorables en ces matières sont plus nombreuses qu'on ne pourrait le croire. D'abord admis chez les Pères, en Belgique, il tente par une fois de quitter l'ordre, au grand dam de sa famille. Lors de ce même long séjour en Belgique, Seers est également bouleversé par un premier grand amour en la personne de Charlotte Beaufaux, un amour impossible qui ne cessera de le hanter durant toute sa vie.

Dès cette période, il n'a de cesse d'aller de naufrage en naufrage. Déshérité par son père, exilé en Nouvelle-Angleterre, l'homme défait

et amoureux des arts, nous apprend sa biographe, ne pouvait simplement quitter les ordres sans en subir les foudres. À Montréal, au début des années 1900, la tâche monastique à laquelle il s'astreint, soit celle de remanier les supposés manuscrits de Nelligan, l'enjoint à publier, sous le nom de ce jeune ami souffrant, des poèmes qui n'ont rien à voir avec les poèmes dévots que l'ordre autorise à écrire. Devant le

« gâchis de sa vie » et l'incapacité de se confier à quiconque, Seers trouve dans l'écriture symboliste les voies insondables de sa sortie de secours : « Dantin, nous dit Francoli, se délivre de ses démons sous le masque d'autrui » (p. 135).

L'ÉCOLE LITTÉRAIRE DE MONTRÉAL

La biographie nous plonge également au cœur des activités littéraires et bohèmes de l'École littéraire de Montréal. Pour Dantin, l'École consiste surtout en un cénacle composé de quelques « esprits juvéniles » ayant l'habitude de fréquenter le Café Ayotte sur la rue Ste-Catherine et à qui il se joignait à l'occasion. Ces jeunes ont pour nom É.-Z. Massicotte, Germain Beaulieu, Charles Gill, Albert Laberge, Albert Ferland, Louvigny de Montigny, Jean Charbonneau et un certain Arthur de Bussièrès, qui intégra au cercle Émile Nelligan.

De retour à Montréal en 1895, Dantin y apprend le métier de typographe et tâche de réaliser un vieux rêve, soit celui de diriger une revue littéraire et d'y imprimer ses textes. Francoli retrace son ambition d'être le guide éclairé d'une génération de poètes et d'encourager, à travers la parution d'un périodique, *Le Petit Messenger*, une poésie canadienne qu'il juge en retard d'un demi-siècle. Il anima donc à sa façon les lettres québécoises naissantes en encourageant ses jeunes pupilles de l'école littéraire.

On aurait toutefois tort de penser que Nelligan occupa une place importante au sein du cénacle. Admirateurs et postérité aidant, son rayonnement aurait été largement exagéré. Les comptes-rendus de 1897 font à peine mention de sa présence aux réunions. 1898, aucune trace de lui. Même sa célèbre déclamation de « La romance du vin » en 1899 n'est pas mentionnée dans l'édition de *La Patrie* qui couvre l'événement. Francoli nous apprend plusieurs informations surprenantes, entre autres les nombreux avis défavorables de ses jeunes pairs à l'égard des textes et du talent du dernier venu. Comment, s'interroge Francoli, penser qu'un étudiant dont les archives prouvent qu'il fut faible en syntaxe et dont le bagage littéraire est plutôt restreint, voire nul, ait pu révéler un don si exceptionnel en si peu de temps.

Comment Nelligan aurait-il pu développer si rapidement une œuvre subtile et complexe, nourrie d'abondantes références religieuses, de crises de piété, d'une maturité dans la saisie des sentiments? Certains de ses poèmes («La Réponse du Crucifix», «Les Décides», «Petit vitrail») font écho à d'autres écrits de Seers, en plus de relayer fidèlement les grands thèmes de sa dérive mystique et sensuelle. Comment, aussi, ne pas voir dans «Mazurka» et dans «Vieux piano» (un poème sur les nocturnes de Liszt et de Beethoven) les expressions lyriques des préférences musicales de Dantin? Et «Sur un portrait de Dante», qui évoque une promesse de gloire appelée de tous ses vœux dans un style et des images pareilles à ceux d'autres poèmes signés Serge Usène, Louis Dantin, Émile Kovar (...), tous des pseudonymes du prêtre déchu. À l'occasion, renforcée par ses informations et ses recoupements, Francoli ne se gêne pas pour égratigner au passage les apports romancés des biographies sur Nelligan, à commencer par celle de Paul Wyczinsky.

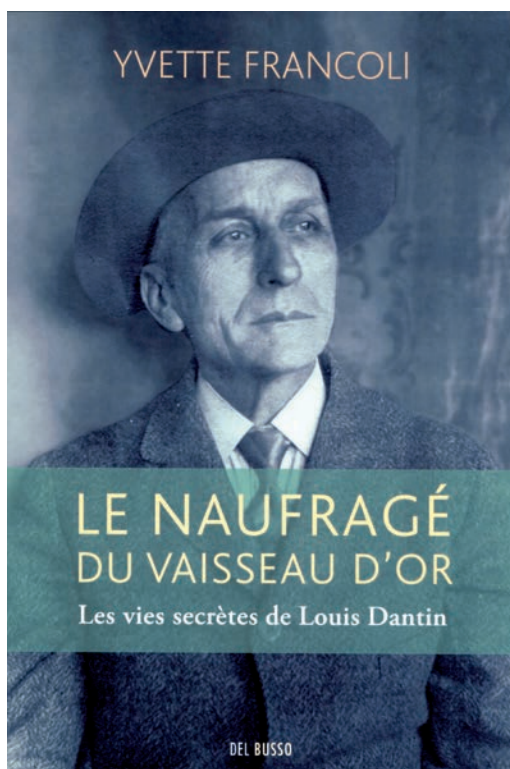
TYPOGRAPHE ET SUPERVISEUR

On apprend que Dantin, le dernier à visiter Nelligan lors de son internement en 1899, retravailla les textes du jeune homme pendant les deux années suivantes. Francoli parle d'une entente entre Dantin et la mère de Nelligan, qui lui aurait confié des manuscrits dont on n'a plus nulle trace. Quant à la relation entre Dantin et Nelligan, datée entre les années 1897 et 1899, elle conserve ses zones d'ombre; sur le plan littéraire, la biographie montre l'image d'un Nelligan allant lire ses vers maladroits au parloir du couvent du Très-Saint-Sacrement à son ami le père Seers qui les retravaillait, les corrigeait, les retouchait: «Dantin fait penser à un spirite, et Nelligan, à un médium qui entre en transe» (p. 189). Francoli établit également un parallèle entre les cas de Rimbaud/Verlaine et de Nelligan/Dantin qui surprend par ses similitudes et s'expliquerait par le fait que Dantin était un fervent admirateur de l'auteur des *Poèmes saturniens*. Alors pourquoi Dantin aura-t-il «apporté la célébrité à Nelligan»? Entre autres réponses parce qu'il «savait sa sortie des ordres [...] imminente et qu'il lui fallait se trouver une porte de secours.»

Silvio, le chevalier Guido d'Ystel, George Hamel, Lucien Danet, Donat Sylvain, Pierre Cœur, Pierre Vieuxtemps, Saint-Linoud, Serge Usène, Serge d'Antan, Émile Escande, Émile Kovar, Eugène Fayolle, Émile Kovar, voilà autant de pseudonymes et d'anagrammes qui brouillent les pistes: «À quoi bon scandaliser les braves gens quand on peut simplement les mystifier un peu.» Tel semble être la devise du père Seers (p. 316). «Avec Dantin, renchérit Francoli, on est toujours dans le prête-nom: Au fond de lui dort un anarchiste, mais un anarchiste pacifique qui déteste le désordre et la confusion.»

LES SECRETS D'UNE ŒUVRE

En examinant attentivement les lettres et les témoignages entourant l'élaboration de l'œuvre de Nelligan, Francoli rassemble les pièces rares de l'immense casse-tête de la genèse de cette œuvre unique: «Ce singulier effet de miroir entre mentor et protégé fait songer aux figures d'un jeu de cartes qui se dédoublent et se penchent sur leur face renversée» (p. 21). Vers la fin du livre, elle ressort des limbes une vieille polémique de 1930 déclenchée par le pamphlétaire Valdombre, alias Claude-Henri Grignon, qui accusait Dantin et certains initiés de l'École de «conspiration du silence» autour de l'œuvre de Nelligan, accusation qu'il tenait d'une révélation secrète confiée par nul autre



Des mystères n'entourent-ils pas les œuvres monumentales d'un Homère? D'un Shakespeare? Francoli note l'existence d'un phénomène similaire chez Nelligan

Des mystères n'entourent-ils pas les œuvres monumentales d'un Homère? D'un Shakespeare? Francoli note l'existence d'un phénomène similaire chez Nelligan. Autour de la matière informe des vers de Nelligan, plusieurs membres de l'École se seraient targués, dans des mémoires et des lettres, de lui avoir prodigué leurs conseils: Nelligan aurait ainsi vu son œuvre achevée «sous l'œil averti de cette phalange d'experts en poésie». Mais, constate Francoli, «cet extravagant scénario semble n'avoir jamais surpris personne». En s'en tenant strictement aux faits, elle laisse à d'autres des pistes d'analyse pouvant alimenter l'important travail d'archéologie littéraire auquel elle s'est consacrée.

Après lecture, comme elle, «on s'aperçoit trop tard qu'on a été bernés par des informations fabriquées de toutes pièces sur des faits totalement erronés» (p. 84). Elle ajoute: «Une lecture en parallèle des textes de Dantin et de Nelligan (ou supposément de lui) est toujours une expérience mystifiante parce qu'on reste avec l'étrange sentiment d'être en présence d'une écriture piégée, qu'on s'amuse à nos dépens, qu'on nous fait avaler des couleuvres» (p. 117). «Cessons de jouer aux aveugles», nous dit-elle enfin: «Seul un religieux qui ne se console pas et ne se consolera jamais tout à fait d'avoir perdu la foi aurait pu éprouver une telle détresse.» En livrant une biographie de cet auteur masqué, Yvette Francoli présente la vie d'un naufragé et nous guide dans le parcours labyrinthique d'un styliste maudit, admirateur damné de Verlaine, qui a tant fait pour l'affirmation des lettres canadiennes-françaises.

En regardant le portrait de Dantin en couverture de l'ouvrage, on peut difficilement ne pas penser à la photographie de Nelligan au visage d'ange rêveur, et voir apparaître à travers lui le spectre de Dantin. On pourrait même, en rappelant l'origine du nom et du suffixe, s'amuser à dire qu'en ce coin d'Amérique, le père Seers fut une espèce de Dante du nord – un «petit messenger» –, pour reprendre le titre de son périodique; Dantin, qui traversa les cercles de l'enfer de sa vie en ne trouvant d'autre moyen pour se dire et pour exister que la seule consolation d'une poésie piégée dans des textes signés du nom d'un jeune homme qui incarnait sans doute à ses yeux ses plus belles espérances détruites. ♦

qu'Olivar Asselin. Ce dernier ayant, déjà au début des années 1900, soupçonné l'influence souterraine de Dantin.

À la lecture de cette imposante biographie, les recoupements et les correspondances trop nombreuses entre lieux, figures, tropes et thèmes, conceptions de l'art de Dantin, tout sembler pointer dans la direction que Dantin est bel et bien le maître d'œuvre derrière Nelligan. À certains moments, il arrive qu'on ressente, à la lumière de tous ces faits, l'impression curieuse de profaner le tombeau de ces êtres sensibles et de transgresser la reconnaissance due à l'égard d'une icône. Car au fond, un biographe doit faire des choix, tout en gardant à l'esprit que l'illustration d'une vie humaine dans sa totalité est une tâche herculéenne et, dans l'absolu, impossible. Néanmoins, la grande force de Francoli, c'est de s'en tenir scrupuleusement aux faits. Elle aurait pu rappeler certaines théories sur le phénomène sociologique de l'écriture sous pseudonyme (comme Robertine Barry, Asselin et d'autres littérateurs de l'époque qui écrivirent également sous un nom d'emprunt). Elle aurait pu traiter de l'histoire de la censure et de la liberté de conscience que révèle cette histoire. Mais, avec rectitude, elle ne s'en tient qu'aux faits.

Elle aurait pu, également, dire quelques mots sur l'histoire éditoriale des grandes œuvres et des grands génies de la littérature.

BRUTAL COM DANS L

ROBERT RICHARD

VERS L'ÉBLOUISSEMENT. GILLES TREMBLAY ET LA MUSIQUE CONTEMPORAINE

Montréal, Nota Bene, Coll. Nouveaux essais Spirale, 2013, 193 pages

Il faut d'emblée saluer la parution de cet essai, surgissant dans ce quasi désert que constitue le corpus encore maigre des écrits sur les créateurs québécois de «musique de concert». L'auteur, qui enseigne les lettres françaises à l'université et qui a été tour à tour musicien, journaliste et administrateur, souligne d'ailleurs cette indigence dès son avant-propos. Par contraste

avec une musicologie plus historique ou analytique, la contribution de Robert Richard va s'avérer une réelle plongée non seulement dans l'esthétique de la musique de Gilles Tremblay, mais aussi dans l'histoire et la sociologie de la musique de création récente autant que dans l'univers des concepts philosophiques suscités par le sujet.

Après s'être interrogé sur le sens du mot *sens* en musique, sur la façon d'écrire sur la musique, et avoir opté pour une attitude d'accompagnement de celle-ci, qui vise à l'habiter, à en sentir la poussée intérieure, l'auteur, puisant aux sources de la phénoménologie (Merleau-Ponty et Husserl), formulera quelques très belles intuitions sur l'essence sacrée de l'esthétique de Tremblay, rejoignant ainsi la foi chrétienne du compositeur. *Tournée vers Dieu*, cette musique est joie, déchaînement (au sens étymologique), indomptable, furieuse, emportement violent, impatience, jamais assagie. Non plus tournée vers l'homme ou vers le soi (comme ce serait le cas depuis la Renaissance jusqu'au Romantisme), elle revient au dehors, à la nature, au Cosmos de l'Antiquité, mais ici en tant que manifestation du mystère de la Création. Le compositeur devient attentif au monde, et son œuvre est alors aussi une écoute du monde. Il s'agit de *se jeter violemment hors de soi, pour se jeter en Dieu*. Et en cela, pour Robert Richard, Gilles Tremblay rejoindrait Hubert Aquin¹.

La musique de Tremblay, comme les indications de ses partitions – on pourrait ajouter: comme certaines notes de programmes que le compositeur rédige pour ses œuvres –, renvoie à l'idée de jaillissement, d'illumination, d'éblouissement, les métaphores lumineuses et sonores se confondant. (*Brutal comme le soleil dans les yeux*².) Les sons sont plus qu'eux-mêmes puisqu'ils renvoient à l'envers des sons, vers un point d'inouï.

Ce qui est recherché ne serait plus la Beauté mais la Vérité. On rejoint ici la notion adornienne de *Wahrheitsgehalt*, de *contenu de vérité*, qui signifierait ici la présence au Verbe en tant que puissance illuminante.

Depuis ces hauteurs, dialoguant principalement avec les idées de Theodor W. Adorno, l'auteur va tenter de situer l'œuvre de Tremblay dans certaines des problématiques bien concrètes de l'histoire musicale et sociale. Ainsi, dès les premiers chapitres est posée la question de la rupture entre le public et certains créateurs de «musique contemporaine». La musique de Tremblay ne serait pas que *formules figées* entraînant des *réponses réflexes*. Plutôt que de *distraindre* et de *conforter*, elle chercherait à *illuminer, révéler, dépasser ce qui est*. Si elle s'inscrit dans le *mouvement d'affranchissement* de la musique à travers l'histoire, elle dépasse une *révolution purement formelle* ne touchant que le langage, pour rejoindre le petit nombre d'œuvres exigeantes, essentielles, telles celles du dernier Beethoven ou du dernier Liszt, de Debussy, Varèse et Messiaen, toutes marquées par le désir des *choses inexistantes*³, ou par l'aspiration vers le *gouffre* et l'*abîme* qui sont Dieu. Une telle quête ne peut que bousculer les habitudes de l'auditeur qui y est confronté, et la rupture qui peut en résulter mène à conclure au rôle proprement politique de l'œuvre de Tremblay, de par la dimension critique «intimement liée à [sa] portée utopique [p. 48]». Car cette œuvre ouvre «un écart entre le monde tel qu'il est et l'art qui est toujours au-delà [p. 56]».

Dans cet essai, on se surprendra peut-être de ce que les références directes à l'œuvre prennent moins de place que les discussions autour des implications de celle-ci. Peu d'œuvres – partitions ou auditions – sont citées à la barre de la démonstration et d'elles ne servent que quelques passages, indications verbales ou techniques emblématiques de Tremblay (techniques de jeux alternatives, notation «organique» des durées ou de passages dits «aléatoires»). On peut présumer que les conclusions de l'auteur pourraient survivre à une «habitation» plus complète de l'Œuvre, mais on aurait pu souhaiter

¹ Pour approfondir ce point, voir: Robert Richard, *Le corps logique de la fiction. Le code romanesque chez Hubert Aquin*, L'Hexagone, Coll. Essais littéraires, 1991, 134 p.

² Indication figurant dans la partition de *Phases*, pièce pour piano (1956) de Gilles Tremblay.

³ Le mot est du compositeur Gabriel Fauré.

Michel G

Compositeur et professeur de composition et d'an



Robert Rich

ÉBLOUIS

GILLES TREMB
LA MUSIQUE C

Éditions Nota bene



ME LE SOLEIL ES YEUX

onnelville

analyse au Conservatoire de musique de Montréal



plus d'illustrations de son propos à même la production du compositeur. Il y a toujours, dans les écrits esthétiques, le danger que le propos ne se prenne à son propre jeu et que l'imaginaire conceptuel, dans ses virevoltes, n'en vienne à oublier la base d'où il s'est élancé. De la même manière, en se défendant d'une approche analytique (ou « opératoire »), il y a danger de participer d'un anti-intellectualisme malheureusement endémique chez nous, particulièrement lorsque l'on parle de musique, alors qu'une approche analytique ne tue pas le mystère : au contraire, pour paraphraser Charles Rosen, si elle reste au plus près de la matière même de l'œuvre, en « éclairant » le plaisir que l'on tire de celle-ci, cette approche pourrait même augmenter le mystère, ne serait-ce que par le biais de l'étonnement⁴.

Dans le fil de la discussion, on aimera peut-être voir Tremblay en précurseur de la Révolution tranquille, affirmant (depuis Paris...) sa modernité à l'époque du Québec duplessiste. Par contre, l'histoire de la musique sera parfois résumée de façon plutôt schématique (l'auteur en convient lui-même), par exemple lorsque sont mis en opposition d'une part un courant debussyste,

centré sur le son, sur le monde extérieur, et où viennent s'agglutiner Varèse, Messiaen, Ligeti et les « spectralistes » (Grisey, Murail, Scelsi), et d'autre part un courant austro-allemand, centré sur le soi et le monde intérieur.

Autre bémol : Robert Richard se révèle peut-être un lecteur trop docile d'Adorno. Au nombre des dérives, on comptera la reprise de certains des jugements de valeur et de quasi-anathèmes proférés par le sociologue de la musique, avec extension au plan local. Richard Strauss, Elgar, Rachmaninov, Respighi passent donc à la trappe pour superficialité, et avec eux notre Jacques Hétu, dont les œuvres « ne participent pas au dévoilement de la Vérité ». Serge Garant et François Morel n'auraient également pas cette « présence au Verbe » qui placerait loin

au-dessus d'eux leur collègue Tremblay. Dans la même ligne d'idées, reprendre les critiques adorniennes à l'endroit de Stravinsky et des rythmes insistants du *Sacre du printemps* (qualifié de « morceau de virtuosité de la régression ») constitue presque un impair quant on sait l'admiration que vouait Tremblay (autant que Messiaen et Boulez) au travail rythmique de ce compositeur, auquel il consacrait d'ailleurs de nombreuses heures dans ses cours d'analyse.

Les zones polémiques sont toujours hasardeuses à fréquenter. Ainsi, dans le fameux conflit de la « rupture »,

la condamnation du public, autant que celle du compositeur ou des intermédiaires (interprètes, sociétés de concert ou médias), contribue à renvoyer dos à dos des interlocuteurs qui devraient pourtant mieux se parler. Reprendre les objections aux musiques commerciales (*jingles* et musiques à « tapements de pied ») qui n'auraient plus rien en commun avec des musiques « spontanément issues du peuple », associer mélodie et esclavagisme d'une part, et attention au

pur sonore et « révélation d'une vérité » d'autre part, tout cela n'aidera personne à comprendre les plus récents courants intégrateurs de la musique dite « savante », qui dépassent ces clivages, et ce serait faire oublier les besoins et efforts périodiques de simplification et de retour à certains fondamentaux de la perception qu'ont manifestés les compositeurs à travers l'histoire. La fréquentation des plus hautes sphères du *sens* – aux confins de la métaphysique – pourrait même, dans la lignée des romantiques, aboutir à transformer les artistes en dieux, là où l'on se contenterait très bien d'un semblable qui partage la même condition que nous, ce qui nous le rendrait peut-être encore plus profondément émouvant, autant que ses propositions artistiques. Enfin, si l'Utopie s'avère aussi nécessaire que les rêves, si l'Eurydice perdue nous tire des larmes, leur évocation pourrait bien venir d'une simple mélodie de Gilles Vigneault ou de Schumann, du souffle d'une œuvre ample de Garant tout autant que d'une œuvre que l'on considère plus explicitement comme sacrée.

Cela dit, et malgré ces zones qui témoignent en fait surtout de la ferveur de l'auteur, pour avoir osé mener une réflexion approfondie sur le sens de l'œuvre de l'un de nos grands compositeurs, l'essai de Robert Richard mérite une lecture plus qu'accueillante et appellerait chez nous à une multiplication des écrits de musicologie esthétique engagés. La qualité et la vitalité de la création musicale au Québec le justifient amplement.

www.michelgonneville.net

4 Charles Rosen, *Plaisir de jouer, plaisir de penser. Conversations avec Catherine Temerson*, Paris, Seuil, 1998, p. 63. Les propos de Rosen sont les suivants : « En musique, on pourrait dire que plaisir et compréhension sont presque identiques. D'ailleurs, l'analyse musicale ne fait qu'éclairer la jouissance. »





ROLAND GIGUÈRE DANS TOUTE SA PLEINITUDE!

Gaëtan Dostie

**Poète, éditeur et fondateur
de la Médiathèque littéraire***

SÉBASTIEN DULUDE
ESTHÉTIQUE DE LA TYPOGRAPHIE. ROLAND GIGUÈRE, LES ÉDITIONS ERTA ET L'ÉCOLE DES ARTS GRAPHIQUES
Montréal, Éditions Nota bene, 2013, 226 pages

Toute thèse qu'elle soit, cette étude de Sébastien Dulude est tout simplement éblouissante, tant le savoir, la maîtrise de la langue, la richesse de cette approche fondatrice de l'édition littéraire qui enfin révèle que cette littérature n'est pas que catalogue de textes, mais aussi audace esthétique d'abord par la typographie.

L'imprimeur voyait souvent sa production littéraire tel le reflet de son excellence; Albert Ferland, l'iconographe, graphiste et éditeur de L'École littéraire de Montréal est un précurseur dans cette recherche qui trouve sa quintessence et son renouvellement dans cette École des arts graphiques de Montréal des années 1940, que l'auteur nous amène à découvrir, à travers les maîtres que furent Louis-Philippe Beaudoin, le fondateur, relieur de métier, Albert Dumouchel, le graveur, et Arthur Gladu, le typographe génial qui a accompagné cet élève singulier que fut Roland Giguère.

Si le poète merveilleux qu'est Giguère a été reconnu, étudié, a fait l'objet de multiples études littéraires, son importance en tant que peintre et graphiste est également illustrée, mais, bien que connu des initiés, son audace dans l'esthétique de la typographie est plutôt ignorée. Dulude apporte ici une contribution originale et déterminante à cette naissance, au lendemain de la guerre, d'une pratique esthétique de la typographie qui va influencer une grande partie de l'édition littéraire, en particulier pour la poésie, jusqu'à l'avènement de la révolution numérique présente.

Giguère est l'artisan de la production du troisième numéro des *Ateliers d'arts graphiques* en 1949, lors même qu'il crée sa maison d'édition, Ertà, en y publiant la même année son *Faire naître*, illustré

par Dumouchel. L'émergence d'une nouvelle typographie se dessine en symbiose avec la production d'avant-garde européenne, tel le Bauhaus, lieu d'innovation exemplaire tout comme le groupe surréaliste autour de Breton. Dulude étaye ces racines assumées, voit le travail de Gladu et de Giguère conjugué dans les traces de ces innovations. Une savante présentation des caractères d'imprimerie en résulte, tout comme la mise en lumière des premiers exemples de ce renouvellement.

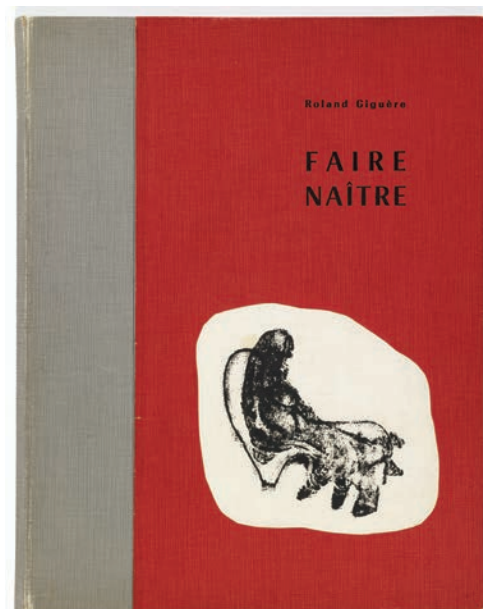


FIGURE 29
Albert DUMOUCHEL, couverture de *Faire naître*.
(Source : BAnQ).

* En partenariat avec le Musée de l'imprimerie du Québec, un atelier d'imprimerie typographique, de reliure, de dorure ainsi que la reconstitution de la presse de Gutenberg réalisée par les étudiants de l'école technique de Montréal en 1940, sont en montre dans le hall d'entrée de la Médiathèque. Gaëtan Dostie collectionne les imprimés littéraires, manuscrits et autres artefacts des francophones d'Amérique du Nord. Il a fondé la Médiathèque littéraire en avril 2008.

Dulude circonscrit son étude aux années d'apprentissage et d'influence de l'École sur Roland Giguère, de 1949 à 1953, tant que son travail fut d'abord artisanal et expérimental, en fait jusqu'à son premier séjour en France en 1954, alors que l'apprentissage transformera son travail à d'autres niveaux d'excellence, à l'image des grands maîtres européens. Analysant tour à tour les neuf recueils issus de l'atelier des arts graphiques, tant ce *Faire naître* de 1949, que l'on a vu tel un « catalogue de caractères » ou un « délire typographique » dont l'auteur met en lumière les qualités novatrices porteuses de belles promesses, de *3 Pas*, l'année suivante, qui est la reproduction de l'écriture entièrement manuscrite de Giguère, de *Les Nuits abat-jour*, explorant le collage sur bois, aussi nommé « collagraphie », tout comme les recueils de Théodore Koenig, surréaliste belge de passage, donnant à Giguère le premier prétexte d'oser illustrer une oeuvre, puis en 1951, les 20 *lithographies* de Gérard Tremblay qui va s'associer à Giguère dans l'aventure d'Erta, *Yeux fixes* et l'exceptionnel *Midi perdu*, l'un des plus beaux recueils jamais produits, fruit de la collaboration Giguère-Tremblay.

Dulude présente les *Images apprivoisées* de 1953, né du hasard objectif, la découverte de clichés suscitant le poème, tel l'aboutissement de cette aventure à nulle autre pareille. *Pouvoir du noir*, l'exposition au Musée d'art contemporain de Montréal en 1966, dont la production d'un opuscule qui en résulte montre un travail sur le plan de l'équilibre entre les composantes textuelles et iconographiques sur les pages qui sera désormais une marque dans toute sa production, lui sert de conclusion.

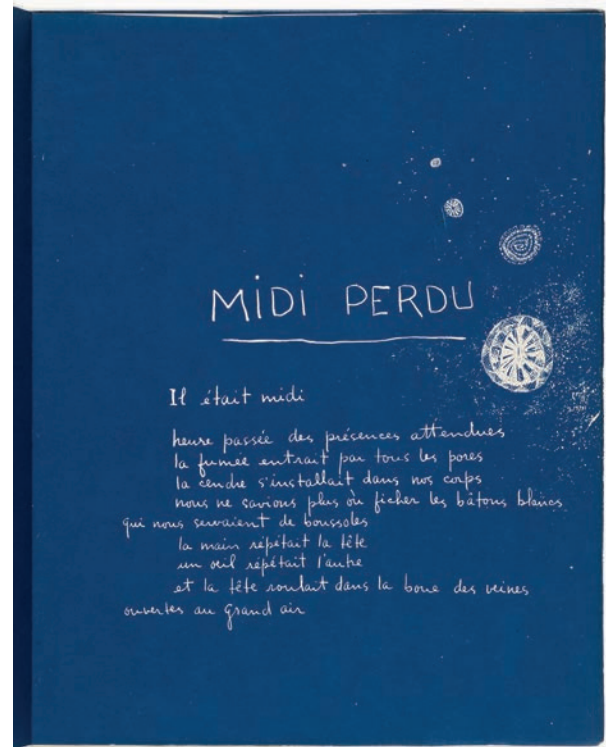


FIGURE 39

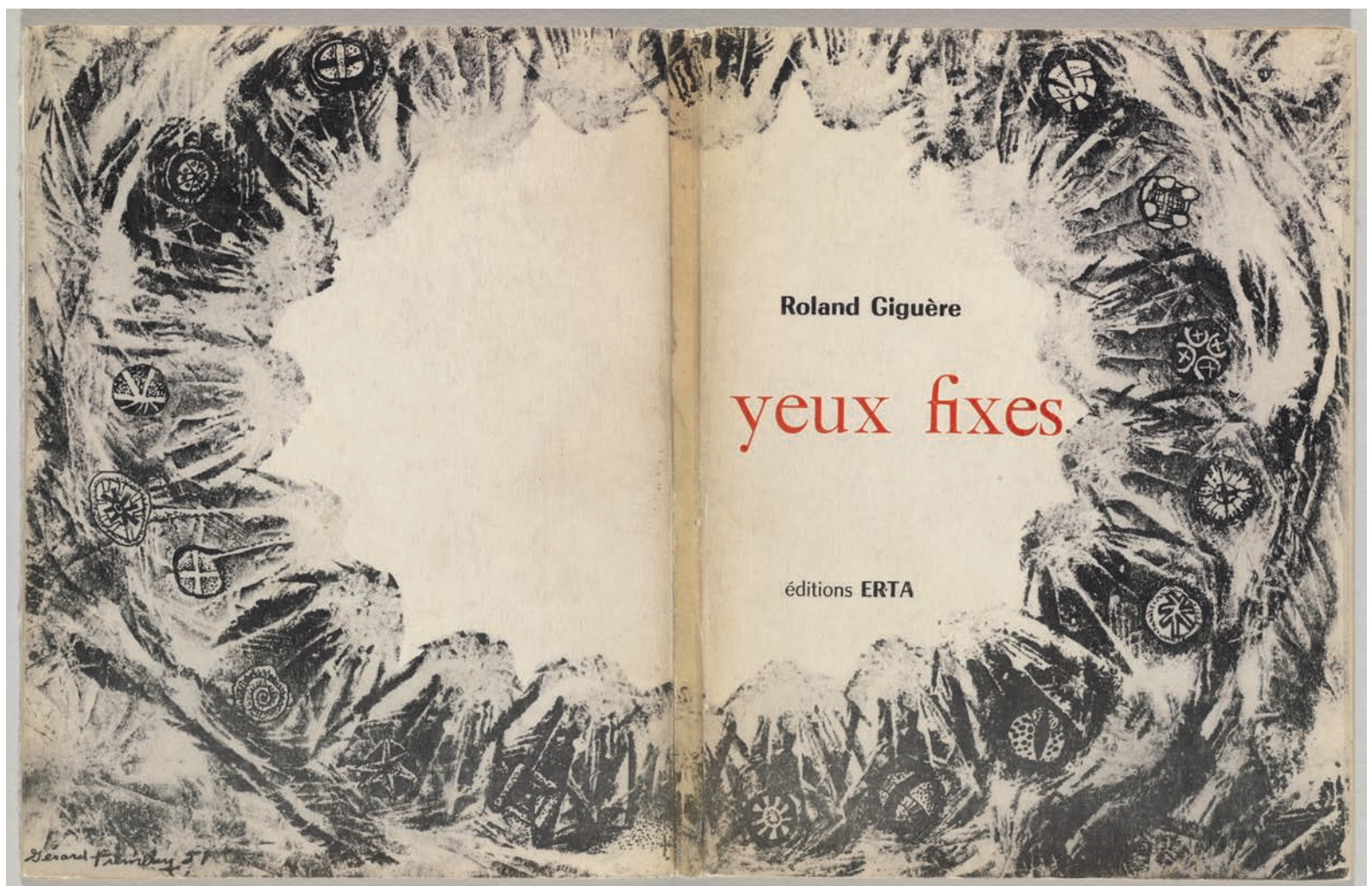
Roland GIGUÈRE, *Midi perdu*. (Source : BAnQ).

FIGURE 38

Roland GIGUÈRE, *Yeux fixes*. (Source : BAnQ).

Cet ouvrage de Sébastien Dulude s'est mérité le Prix de la recherche émergente 2010 du Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoise (CRILCQ). C'est un travail majeur, non seulement pour la connaissance de Roland Giguère qui apparaît telle une figure de proue de l'édition d'avant-garde au Québec, mais pour le regard nouveau qui s'impose, sur l'esthétique, l'image de notre littérature trop souvent escamotée au profit des seuls textes. Une telle étude appelle une révolution du regard : l'esthétique typographique et iconographique est aussi littérature.

L'édition de *Nota bene*, magnifiquement illustrée en couleur, est elle-même un exemple d'excellence qui fait honneur tant à Giguère qu'au travail de Sébastien Dulude qui est lui-même poète et performeur. ♦

22

REVUES CULTURELLES QUÉBÉCOISES
MAINTENANT OFFERTES

EN VERSION NUMÉRIQUE!

ARTS VISUELS | CIEL VARIABLE | ESPACE | ESSE | ETC | INTER | CINÉMA | 24 IMAGES | CINÉ-BULLES | SÉQUENCES | CRÉATION LITTÉRAIRE
BRÈVES LITTÉRAIRES | MŒBIUS | XYZ, LA REVUE DE LA NOUVELLE | CULTURE ET SOCIÉTÉ | QUÉBEC FRANÇAIS | RELATIONS | HISTOIRE ET PATRIMOINE
CAP-AUX-DIAMANTS | CONTINUITÉ | HISTOIRE QUÉBEC | LITTÉRATURE | LES CAHIERS DE LECTURE | LETTRES QUÉBÉCOISES | LURELU |
NUIT BLANCHE | SPIRALE | THÉÂTRE ET MUSIQUE | JEU REVUE DE THÉÂTRE

Plusieurs revues culturelles québécoises ont fait leur entrée dans L'Entrepôt du livre numérique de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL). Visitez la section *Revues culturelles numériques* de la Vitrine de l'Entrepôt www.vitrine.entrepotnumerique.com pour feuilleter les revues en ligne et acheter les numéros qui vous intéressent.

sodep

Société de développement
des périodiques
culturels québécois



Conseil des arts
du Canada

Canada Council
for the Arts

La version numérique des Cahiers de lecture est maintenant en vente
par l'entremise de votre libraire.

RÉALISER LA DÉCROISSANCE

Yves-Marie Abraham
Professeur HEC, Université de Montréal

VINCENT LIEGEY, STÉPHANE MADELAINE, CHRISTOPHE ONDET, ANNE-ISABELLE VEILLLOT
UN PROJET DE DÉCROISSANCE. MANIFESTE POUR UNE DOTATION INCONDITIONNELLE D'AUTONOMIE (DIA)
Montréal, Écosociété, 2014, 147 pages

Le projet d'une «décroissance soutenable» a fait son apparition dans le débat public il y a un peu plus de dix ans maintenant. Il s'agissait en réalité de la réapparition sous une expression nouvelle d'idées formulées dans les années 1960 et 1970, que la révolution conservatrice et l'idéologie du développement durable avaient éclipsées depuis. Ces idées peuvent être résumées ainsi: la croissance économique que nos «responsables» présentent comme une condition nécessaire à la résolution de tous nos problèmes collectifs est en fait la cause de ces problèmes. Cette course sans fin à la production de marchandises que mesure le PIB s'avère destructrice, injuste et aliénante. Non seulement cette croissance infinie dans un monde fini est impossible, mais elle n'est pas souhaitable au nom des valeurs d'égalité et de liberté qui sont censées être les nôtres. Il faut donc rompre collectivement avec le dogme de la croissance et s'engager résolument dans l'élaboration de sociétés postcroissance.

Comment réussir cette révolution? C'est l'objet du livre de Liegey et de ses compagnons que de tenter de répondre à cette question, en proposant un outil de transition «démocratique et sereine» vers des sociétés libérées du carcan de la croissance: la Dotation Inconditionnelle d'Autonomie (DIA). Dans son principe, la DIA consiste à garantir à tous les membres d'une collectivité (ville, région, pays...), de la naissance à la mort, l'accès gratuit à la quantité minimum de biens (eau, énergie, sol, nourriture, vêtements...) et de services (santé, éducation, transport, culture...) considérée par cette collectivité comme indispensable à une vie humaine digne d'être vécue. Cette quantité est décidée démocratiquement, donc localement, dans le respect des limites écologiques du territoire occupé par les humains concernés. Ceux qui le souhaitent peuvent consommer davantage de biens et de services, mais à un prix tenant compte des coûts, écologiques notamment, de cette surconsommation. Outre cette règle de la gratuité du bon usage et du renchérissement du mésusage, un Revenu Maximum Acceptable (RMA), fixé lui aussi sur une base démocratique, achève d'imposer des limites

à la consommation et à la production, dans le but de réduire à la fois les inégalités et la dévastation écologique. La médiation monétaire n'est pas éliminée, mais prend la forme de monnaies locales fondantes (dont la valeur décline avec le temps), que l'on ne peut donc thésauriser.

Produire moins, partager plus et décider davantage: tels sont les trois principes de base de la DIA. Leur application débouche sur une remise en cause fondamentale de cette machine à produire les marchandises qu'est l'entreprise capitaliste (privée ou d'État). Son moteur principal, le salariat, perd en effet sa nécessité dès lors que cette Dotation est mise en place. Quant à sa condition de possibilité, la propriété privée des moyens de production, elle ne peut qu'être abolie, au profit de la seule propriété d'usage, conformément au slogan zapatiste: «la terre appartient à celui qui la travaille».

Jusqu'à cette date, la littérature «décroissanciste» avait porté principalement sur la critique des effets pervers de la croissance économique, ne livrant que quelques propositions éparses, souvent hétéroclites, concernant la transition vers des sociétés postcroissance.

Évidemment, les auteurs de ce petit livre (vert!) ont conscience que bon nombre de leurs contemporains, à commencer bien sûr par les élites au pouvoir, ne sont pas encore prêts à sauter le pas vers la DIA. Ils esquissent donc trois scénarios possibles qui pourraient nous y conduire, sans violence ni désastres, à partir de la situation actuelle des sociétés occidentales. Le plus probable d'entre eux passe par la multiplication d'expérimentations locales collectives jusqu'à l'atteinte d'une masse critique et de résultats suffisamment encourageants pour convaincre des autorités politiques locales, régionales ou nationales de soutenir le mouvement; un soutien qui pourrait prendre la forme d'une réduction significative du temps de travail, dans le but de partager celui-ci. Le temps ainsi libéré devrait permettre alors à chacun de commencer à reprendre le contrôle de son existence, notamment en participant plus activement à la vie politique de sa collectivité et en apprenant à produire et consommer en fonction de ses besoins et non plus des exigences capitalistes. Une dernière étape vers la DIA pourrait être ensuite



la mise en place, à titre transitoire toujours, d'un Revenu Inconditionnel d'Existence (RIE), ultime clou planté dans le cercueil de l'emploi salarié par lequel le Capital se valorise à nos dépens.

L'ouvrage de Liegey, Madelaine, Ondet et Veillot connaît un succès considérable en Europe depuis sa parution en janvier 2013. Jusqu'à cette date, la littérature «décroissanciste» avait porté principalement sur la critique des effets pervers de la croissance économique, ne livrant que quelques propositions éparses, souvent hétéroclites, concernant la transition vers des sociétés postcroissance. *Un projet de décroissance* a le grand mérite d'être la première tentative sérieuse de réponse à la question «Que faire?» dans une perspective décroissanciste. Il réussit par ailleurs à intégrer l'essentiel des idées développées par les «objecteurs de croissance» depuis dix ans dans un «outil» cohérent et pragmatique. On doit saluer enfin le ton de cet ouvrage, très critique sur le fond, mais tout à fait non violent dans la forme. Les lecteurs qu'un discours révolutionnaire pourrait inquiéter apprécieront l'anticapitalisme sans haine qu'affichent les quatre jeunes auteurs. Celles et ceux qui demeurent convaincus de la nécessité de la croissance économique resteront évidemment dubitatifs. A ceux-là, nous conseillerons plutôt la lecture de textes soulignant les limites de la croissance, comme ceux dont nous avons rendu compte dans un précédent numéro des Cahiers («Il n'y a pas d'avenir pour les goinfres», automne 2013). En revanche, *Un projet de décroissance* doit absolument être lu et débattu par toutes celles et tous ceux qui se préoccupent de libérer notre monde de la «cage d'acier» du capitalisme. ♦

Lecture complémentaire:

«PAS D'AVENIR POUR LES GOINFRES»
Recension de trois ouvrages sur le sujet

Cahiers de lecture - Automne 2013

CE QUI ÉLÈVE

Nicolas Bourdon

Professeur de littérature, collège Bois-de-Boulogne

PIERRE VADEBONCOEUR
EN QUELQUES TRAITS
Montréal, Lux Éditeur, 2014,
172 pages

Pierre Vadeboncoeur a été syndicaliste à la CSN jusqu'en 1975, date à laquelle il prend sa retraite pour se consacrer à la littérature. Cet homme qui a vécu 90 ans et qui a écrit jusqu'au jour de sa mort, a vu de l'eau couler sous les ponts et c'est justement l'intérêt principal de l'anthologie *En quelques traits*, conçue par Jonathan Livernois, que de présenter un panorama culturel et politique du Québec qui s'étend de l'ère duplessiste jusqu'aux années 2000. On découvrira dans ce recueil des portraits de peintres, d'écrivains, de syndicalistes et de politiciens québécois que Vadeboncoeur a pour la plupart connus.

Fait intéressant, certains textes écrits sur une même personnalité à des années de distance nous font apprécier l'évolution de sa pensée, tel le portrait que l'essayiste fait du fondateur du journal *Le Devoir*. En 1952, le Vadeboncoeur de *Cité libre*, critique du Québec nationaliste et réactionnaire de Duplessis, louange un Henri Bourassa capable par sa grandeur de s'élever au-dessus du peuple dont il est issu. Il estime que les nationalistes, qui se réclament pourtant de sa pensée, ne comprennent pas la valeur universelle de l'homme: «Dans une culture à la dérive comme la nôtre, ce n'est pas tant ce qui nous ressemble qui est salubre, que ce qui diffère de nous.» À cette époque, Vadeboncoeur estimait qu'Henri Bourassa apportait un vent de changement: «Cet homme qui était un roi nous livrait l'âme occidentale.» Or, à la veille du référendum de 1980, Vadeboncoeur nous livre plutôt le portrait d'un Henri Bourassa nationaliste et souverainiste, un «champion de son peuple», écrit-il, qui, eut-il connu les années référendaires, aurait vivement contesté la fédération canadienne.

Vadeboncoeur n'a eu de cesse de chercher la grandeur dans ses écrits et il a le goût des héros et des modèles. Parmi ceux-ci, on retrouve le médecin Norman Bethune qui lui a sauvé la vie avant d'aller servir comme médecin dans l'armée de Mao. On retrouve bien sûr René Lévesque qui cachait son intelligence exceptionnelle sous un manteau d'humilité pour être «au niveau de tout le monde», car il avait un sens profond de l'égalité des êtres. Il y a aussi l'écrivain Jacques Ferron dont l'essayiste vante la personnalité complexe qui se traduit dans son écriture par une ironie distante, voire hautaine, et un attachement attendri envers l'humaine condition.

L'écrivain Paul-Émile Roy avait déjà observé qu'il y a deux attitudes chez Pierre Vadeboncoeur, celle du critique et celle du contemplatif. Le Vadeboncoeur contemplatif, celui qu'on retrouve dans les *Deux royaumes* est plus abstrait, plus mystique, plus «fleuri» aussi, et à vrai dire un peu confus; il n'évite pas toujours les lieux communs et les généralisations abusives lorsqu'il écrit par exemple que Ferron était «né pour la joie comme le sont tous les artistes». Cependant, je dirais que la mystique de Vadeboncoeur part d'une noble intention: l'essayiste, qui vilipendait le matérialisme de la société américaine, cherche un idéal et souhaite atteindre une élévation morale et spirituelle, il n'en demeure pas moins qu'à trop vouloir jouer les Icare il perd parfois contact avec le réel et les contours de ce qu'il tente de définir et de nommer deviennent vagues et confus; c'est le cas notamment dans son portrait du poète Saint-Denis Garneau.

À propos de nuances, on notera l'opinion pondérée de Vadeboncoeur au sujet de Pierre Péladeau, fondateur de Québecor, un homme de droite, un homme avide de pouvoir et d'argent, bien entendu, mais un être vivant et vivifiant, capable de grands mouvements de générosité.

Heureusement, on a davantage droit au Vadeboncoeur critique dans ce recueil: la plume de cet écrivain-là est acérée, précise et incisive comme le scalpel du chirurgien. On lira avec bonheur son portrait de Robert Bourassa: «un homme sans relief», «un colégien qui, par un certain jour d'avril, s'est amené devant l'électorat, et les choses sont ainsi faites, que cet homme-là, qui n'avait ni couleur ni réalité, possédait ce qu'il fallait pour attirer les votes par le vide». On lira aussi le portrait croisé qu'il brosse de Mario Dumont et de Maurice Duplessis: deux hommes de droite, deux pseudoréformateurs, deux populistes, deux opportunistes. Enfin, Vadeboncoeur n'aimait guère les hommes hésitants et pusillanimes et il estimait peu Claude Ryan et André Laurendeau, deux êtres de la nuance extrême; certes, l'un (Laurendeau) était un peu plus nationaliste que l'autre, mais tous deux n'aimaient guère les couleurs vives et préféraient se cantonner dans le gris. À propos de nuances, on notera l'opinion pondérée de Vadeboncoeur au sujet de Pierre Péladeau, fondateur de Québecor, un homme de droite, un homme avide de pouvoir et d'argent, bien entendu, mais un



être vivant et vivifiant, capable de grands mouvements de générosité.

L'hommage que Vadeboncoeur a écrit en 1996 pour les funérailles de Gaston Miron est sûrement l'un des portraits les plus émouvants du recueil. Là, les deux styles de Vadeboncoeur semblent se compléter et trouver une sorte de point d'équilibre; le Vadeboncoeur contemplatif écrit: «La poésie, l'art, c'est ce qu'il y a de plus proche de l'éternité, à part la mystique; et c'est l'éternité» et, simultanément, il vante le réalisme de Miron, «un homme à son affaire», un poète profondément humble, malgré son immense talent, un homme du quotidien, un homme qui n'aurait jamais eu «l'idée de vouloir s'avantager par rapport à tous et par rapport à chacun.»

La pensée la plus généreuse du recueil est sans surprise une pensée sur la générosité: Miron, estime Vadeboncoeur, «ralliait aussi le peuple, lequel, dans ses grands moments, ne veut rien pour lui-même, mais bien plutôt pour une idée qui le dépasse et le constitue.» Miron est un modèle spirituel qui a su réveiller les plus nobles desseins du peuple québécois; le poète a su enrichir la culture québécoise, la culture au sens large du terme, une culture qui serait aussi une façon de faire de la politique, une politique tournée vers les aspirations de la collectivité et non vers le bien-être d'un petit groupe d'individus qui recherchent un «salut personnel et transfuge» pour reprendre les mots de Miron. Venant de Vadeboncoeur, dont la grandeur d'âme n'est plus à démontrer, l'hommage sonne beau et juste. ♦

Lecture complémentaire:

RÉJEAN BEAUDOIN
D'un royaume à l'autre. Essai sur Pierre Vadeboncoeur

JONATHAN LIVERNOIS
Un moderne à rebours. Biographie intellectuelle et artistique de Pierre Vadeboncoeur

Cahiers de lecture - Été 2012

OÙ EST ALLÉ TOUT CE MONDE?

Éric Poirier

Avocat, candidat à la maîtrise à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke

LOUISE THÉRIAULT

SERGE FIORI : S'ENLEVER DU CHEMIN

Montréal, Éditions du CRAM, 2013, 388 pages

En mai 1970, Robert Bourassa est porté au pouvoir. Serge Fiori a 18 ans. L'événement le marque profondément et cristallise en lui ses convictions souverainistes. Le besoin qu'il ressent alors contient des dimensions à la fois collective et individuelle. Louise Thériault, qui signe sa biographie intitulée *S'enlever du chemin*, décrit le sentiment qui habite le jeune homme :

Pour Fiori, vouloir son propre pays, c'est la base de la sécurité, le fondement de l'individu. Ce sentiment s'apparente à son besoin de fusion avec sa famille; c'est le lieu d'appartenance, les racines, l'identité. En être privé s'avérerait aussi dramatique et traumatisant que se faire adopter ou être arraché à sa famille.

À l'époque, Fiori est déjà musicien. Et il s'intéresse de près à l'émergence de la musique québécoise. À la Butte à Mathieu, à Val-David dans les Laurentides, Fiori assiste aux spectacles des Leclerc, Gauthier, Vigneault, Claude, Julien, Ferland, Charlebois, Godin, Miron et Léveillé. Ces artistes inspirent évidemment Fiori pour la suite. «[I]l découvre la beauté et la profondeur des textes francophones [sic] de ces auteurs et interprètes engagés, qui font vibrer les foules et attisent son propre sentiment nationaliste, de plus en plus puissant. Ces gens chantent le pays, le pays rêvé, le pays voulu, le pays possible.» Au début des années 70, Serge Fiori se trouve une vocation : il veut travailler avec sa propre musique à la construction de son pays.

La carrière d'Harmonium débute officiellement en 1973. Il s'agit d'abord d'un duo, composé de Serge Fiori et Michel Normandeau. Un troisième membre, Louis Valois, se greffe rapidement à la formation. Malgré le succès grandissant du groupe dans les bars et les petites salles de spectacle du Québec, Harmonium a de la difficulté à trouver une maison de disque pour son premier album. On leur répond que leur musique est trop atypique ou en dehors des conventions et des standards radiophoniques. Leurs pièces seraient trop longues et leur style trop nouveau. «Un musicien parmi tant d'autres», par exemple, est une pièce de plus de sept minutes. On veut leur imposer toute sorte de conditions; ajouter de la batterie un peu partout, raccourcir les chansons ou les tapisser de refrains plus pop. Il faut dire qu'Harmonium arrive dans le paysage au moment d'un tournant dans l'évolution de la musique au Québec, encore

dominée par les traductions de succès américains et britanniques. Mais pour Serge Fiori, il n'est pas question qu'on touche à ses chansons. Elles sont comme elles sont. Elles doivent être acceptées comme elles sont. S'il doit attendre dix ans avant de trouver une maison de disque, il attendra. Finalement, c'est auprès d'une maison de disque ontarienne Quality Records, qui cherche à percer le marché québécois, qu'Harmonium signe son premier contrat. Les négociations ont lieu exclusivement en anglais dans les bureaux montréalais de la compagnie. Le premier disque, intitulé simplement *Harmonium*, est enregistré en quelques jours seulement, du 4 au 10 janvier 1974, avec une enveloppe minuscule de 6000 \$. Le lancement a lieu le 20 février 1974. Le succès est immédiat.

«Ces gens chantent le pays, le pays rêvé, le pays voulu, le pays possible.»

Au début des années 70, Serge Fiori se trouve une vocation : il veut travailler avec sa propre musique à la construction de son pays.

S'enlever du chemin accorde beaucoup d'importance au processus créatif de Serge Fiori qui est convaincu que la musique existe indépendamment de lui. Lorsqu'il saisit sa guitare pour composer, il n'a pas l'impression d'être en contrôle. Ce qu'il joue, ce qu'il écrit, ce qu'il chante, tout cela ne vient pas de lui. Il ne guide pas la musique, c'est la musique qui le guide. C'est elle qui décide pour elle. Lui, il n'est que le canal de quelque chose de plus grand, convaincu qu'il est de s'être uniquement retrouvé au bon endroit au bon moment. Par exemple, pour l'écriture d'«Aujourd'hui, je dis bonjour à la vie», Serge Fiori, qui habite alors à Outremont devant une école primaire, ne fait qu'écouter le son des enfants qui jouent dans la cour de récréation. Marquant les accords de sa guitare à ce qu'il entend, une mélodie s'impose progressivement et des mots lui viennent à l'esprit. Une nouvelle chanson vient de naître. On comprend mieux maintenant pourquoi Fiori refuse qu'une maison de disque impose des conditions à ce qu'il veut enregistrer.

Début 1975, Harmonium se prépare pour l'enregistrement d'un deuxième album. Serge Fiori veut pousser plus loin le processus créatif. Deux nouveaux membres se greffent à la formation, ce qui permet d'ajouter au son d'Harmonium des instruments à vent et un mellotron, un appareil polyphonique à clavier. Cette fois, l'album tourne autour d'un concept, soit les quatre saisons que nous connaissons au Québec, à partir desquels



Fiori imagine une cinquième. Chaque saison compose une chanson de l'album : se sont *Les cinq saisons* d'Harmonium, jouées par cinq musiciens. L'album est enregistré sur une période d'un mois, toujours avec Quality Records, et dispose d'une enveloppe de 25000 \$. Encore une fois, il n'est pas question pour Harmonium de faire de compromis. La pièce «Depuis l'automne» fait plus de dix minutes, «Histoires sans paroles», plus de dix-sept. Le lancement a lieu le 15 avril 1975. Le succès est immédiat encore une fois.

En 1975 et 1976, Harmonium s'impose comme l'une des figures de proue du mouvement souverainiste. Même que le groupe accompagne René Lévesque à l'occasion d'une longue tournée du Québec. Yves Ladouceur, leur premier gérant, affirme, dans une biographie non autorisée, qu'il avait posé la question à Fiori, comme pour désapprouver la tournure des événements : «Tu fais de la musique ou de la politique?» Et Serge de lui répondre : «Je fais les deux.» Avec la montée de la ferveur souverainiste, la pièce «Attends-moi» du premier album prend tout son sens :

Si les murs sont trop étroits / Et tu ne peux plus tenir / Suis ton cœur pour une fois / Il te dira de partir.

Lors des spectacles, le groupe ne parvient plus à mettre fin à «Un musicien parmi tant d'autres». La foule entame la finale comme un véritable hymne national :

Où est allé tout ce monde / Qui avait quelque chose à raconter / On a mis quelqu'un au monde / On devrait peut-être l'écouter.

Et la pièce «Depuis l'automne» se veut prophétique. Après avoir annoncé la venue de l'automne, elle nous plonge dans une séquence instrumentale de quatre minutes trente secondes qui illustre l'humeur déprimante du mois de novembre. Le mellotron impose une ambiance grise, la basse, un rythme lent et régulier. La guitare acoustique semble vouloir exprimer une pensée, mais se sent bousculée par les autres sons, provenant notamment d'instruments à vent. Elle se frustre un peu, mais n'ose jamais.



suite de la page 27

Subitement, les chœurs annoncent un réveil. Pourtant, doit-on le rappeler, nous sommes à l'automne, et l'hiver approche à grands pas. Le doute s'installe. Lorsque la guitare douze cordes émerge et que la voix de Fiori s'y mêle, tout devient clair. L'hiver qui s'annonce sera formidable. Et sur un air d'espoir, au sortir de la séquence instrumentale, insistant pour nous rappeler que nous sommes nombreux, Serge Fiori chante :

Si c'tun rêve, réveille-moé donc / ça va être notre tour, ça sera pas long
/ reste par icitte parce que ça s'en vient.

L'hiver qu'Harmonium annonce est finalement le pays que chante Gilles Vigneault. «C'est pour toi que je veux posséder mes hivers», clamait-il. Le 15 novembre 1976, le Parti québécois prend le pouvoir.

En 1976, Harmonium enregistre également son troisième et dernier album. Serge Fiori pousse l'expérience de création vers de nouvelles frontières. Fidèle à lui-même et surtout à sa musique, il ne fait aucun compromis. CBS records donne de toute façon carte blanche au groupe et accepte même que l'album, qui devait être simple et coûter 45 000 \$, soit double. *L'heptade* est composé de sept chansons, chacune représentant l'un des sept principaux chakras localisés dans le corps humain. Dès sa parution, l'album est un succès commercial. Il est même souvent aujourd'hui considéré comme le plus grand album de l'histoire musicale du Québec. Il mène le groupe en tournée partout au Québec et au Canada, aux États-Unis et en Europe. En Europe, Harmonium fait notamment la première partie du groupe britannique Supertramp. Serge Fiori refusera toujours de traduire *L'heptade* en anglais malgré l'insistance des autres membres du groupe, de leur nouveau gérant et de la maison de disque. Reste que le succès de *L'heptade* prouve que la langue française est une grande langue de culture et de civilisation, qu'elle donne accès au monde, qu'elle n'est évidemment pas le boulet qu'on veut parfois nous faire croire.

La tournée *L'heptade* est la dernière du groupe. Au sommet de sa gloire, Harmonium se dissout. Serge Fiori évoque l'existence de nombreux différends pour expliquer l'événement. Celui-ci ressent par exemple beaucoup de frustration lorsqu'il constate le peu d'intérêt des autres musiciens pour la question nationale. À ce propos, Louise Thériault écrit : «Il [Fiori] en veut au *band* qui n'embrasse pas de causes, sinon celles, factices, des gros contrats mirobolants, de la vie débridée de *star*, du *trip US*». Fiori se sent également de plus en plus prisonnier de son succès. Il ressent une pression énorme. Il est même hanté par la peur d'avoir déjà tout donné lors de la composition de *L'heptade* ce qu'il pouvait espérer donner durant toute sa vie artistique. Plus important encore, Fiori décrit l'inévitable dissolution du groupe par les épisodes de plus en plus fréquents de panique ou de phobie sociale qu'il doit surmonter avant de monter sur scène. Lui,

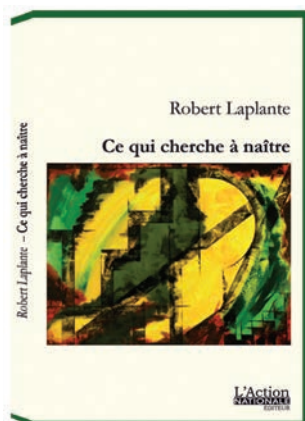
qui n'a presque jamais touché aux drogues illicites de sa vie, revit les symptômes d'un *bad trip* vécu lorsqu'il était étudiant au Collège de Bois-de-Boulogne en 1969. Une connaissance lui avait alors tendu un joint composé de marijuana et de LSD. Il était tombé dans une psychose dont les symptômes s'étaient manifestés sur plusieurs mois. Témoignant de cet événement, Fiori le décrit de la façon suivante à Louise Thériault : «Les fils se sont vraiment touchés dans mon cerveau et je suis tombé dans un état physique transformé, et rien ne sera plus jamais pareil.»

Même s'il sonne la fin d'Harmonium, et qu'il décide de se retirer, Serge Fiori revient périodiquement dans le paysage musical québécois. Il enregistre *Deux cents nuits à l'heure* avec Richard Séguin en 1978. Durant la décennie 1980, il compose la musique pour un spectacle d'Yvon Deschamps et la chanson thème du festival Juste pour rire, il signe un album solo et réalise un album pour Nanette Workman. Il compose aussi la musique de différentes publicités, dont une pour Hydro-Québec. Plus récemment, il écrit la chanson thème d'une émission matinale animée par Paul Arcand, *Puisqu'il faut se lever*. Il compose également la musique pour deux documentaires réalisés par Paul Arcand, *Les voleurs d'enfance* et *Québec sur ordonnance*. Il est aussi derrière la musique du film *Babine*, écrit par Fred Pellerin et réalisé par Luc Picard.

S'enlever du chemin devait être écrit. De nombreux admirateurs l'attendaient. Évidemment, certains pourront reprocher à l'auteure de ne pas avoir suffisamment confronté Serge Fiori. D'autres s'expliqueront très mal, considérant la trame nationaliste du récit, pourquoi les référendums de 1980 et 1995 ne sont jamais abordés. Mais arrêtons-nous ici. Car tout compte fait, le livre remplit son objectif : il donne la parole à Serge Fiori. Et jamais n'était-on allé aussi loin pour comprendre l'homme autrement que par sa musique.

Dans une entrevue donnée en marge de la sortie du livre, Serge Fiori déclare sans ambages : «J't'un gars assez *smooth*. J'ai pas grand rage mais j'ai celle-là. J't'en tabarnak! J't'en beau maudit! Je ne comprends pas qu'on n'ait pas de pays!» Et il poursuit : «C'est d'un ridicule fini! [...] Les ressources qu'on a, la culture qu'on a, le talent qu'on a... Puis on demande à quelqu'un de Saskatoon qu'est-ce qu'on doit faire avec Radio-Canada?» Le propos est à la hauteur de l'œuvre. Car l'œuvre de Serge Fiori ne parle jamais au passé. Elle est intemporelle ; elle est l'expression de ce que nous sommes aujourd'hui et nous donne du courage pour demain. Chaque génération de Québécois reprend la musique d'Harmonium justement parce qu'elle lui est directement adressée. Je me revois, par exemple, à 19 ans, jeune adulte, étudiant à l'Université d'Ottawa. Je marche, *L'heptade* d'Harmonium dans les oreilles, et Fiori de me souffler les paroles qui m'apparaissent alors comme une évidence :

Si j'pouvais t'offrir une place qui te ressemble / Un lieu qui grandit,
même si parfois nos mains tremblent / Pour la première fois, l'hiver
serait moins gris / La neige pourrait rester blanche sur toi, mon pays.



Robert Laplante

Ce qui cherche à naître réunit des textes de la deuxième moitié du cycle post-référendaire pour contribuer à la recomposition en cours des forces nationales.

208 pages

ISBN 978-2-89070-007-9

25 \$

taxes en expédition comprises



Denis Monière

Le thèse de ***Devoir de cohérence. Écrits indépendantiste*** est que l'indépendance ne peut advenir dans la confusion des esprits. Sa réalisation nécessite un discours clair et cohérent porté par un parti qui en fait constamment la promotion.

144 pages

ISBN 978-2-89070-008-6

15 \$

taxes en expédition comprises

à la boutique action-nationale.qc.ca
au téléphone 514-845-8533 (sans frais: 866-845-8533)
par la poste 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal QC H2X 1X3

action-nationale.qc.ca

LES STRATÉGIES DES POLÉMISTES

Martin David-Blais

Professeur agrégé, communications sociales, Université Saint-Paul

DOMINIQUE GARAND,
LAURENCE DAIGNEAULT DESROSIERS
ET PHILIPPE ARCHAMBAULT
**UN QUÉBEC POLÉMIQUE.
ÉTHIQUE DE LA DISCUSSION
DANS LES DÉBATS PUBLICS**
Montréal, Hurtubise, 2014, 452 pages

Si on attend de ce livre qu'il offre un bon aperçu de l'état de la discussion publique au Québec et du niveau de *polémicité* qu'on y trouve, ainsi que le donne à penser la moitié du titre, on sera déçu. On n'y trouve du reste aucune stratégie permettant de produire un tel tableau d'ensemble. L'ouvrage n'offre pas davantage une mise à l'épreuve de l'affirmation – si souvent colportée – que les Québécois, au contraire de plusieurs autres peuples, détestent et évitent les confrontations de points de vue. En fait, l'objet du livre est ailleurs: il porte sur certains aspects de l'argumentation polémique et, à cet égard, il est vraiment très réussi!

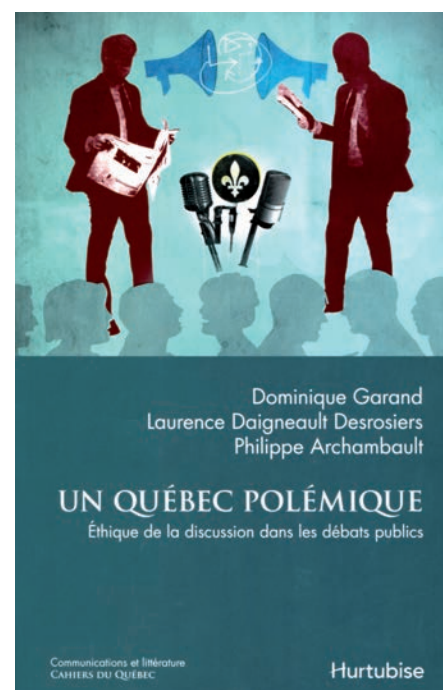
L'ouvrage de Dominique Garand et de ses deux collaborateurs, Laurence Daigneault Desrosiers et Philippe Archambault, apporte une contribution à l'analyse rhétorique contemporaine et traite d'une dimension importante du système rhétorique: l'«éthos». Ce terme, multidimensionnel, désigne au premier chef la capacité (ou l'incapacité) de l'intervenant à pouvoir soutenir telle position 1) du fait de ses qualités personnelles (sa probité, son ambition, etc.) et 2) de ce à partir de quoi socialement il peut intervenir (sa position sociale, son appartenance professionnelle, etc.). Un exemple simple: s'il est difficile de croire Pierre-Karl Péladeau lorsqu'il vient à la défense de Radio-Canada, c'est qu'émergent en notre esprit des considérations relatives à son passé récent à la tête de Quebecor. Le terme désigne à la fois ce que l'intervenant «donne» à penser au public et ce que ce dernier perçoit et juge. On aura compris que l'intervenant peut activement chercher à orienter la perception du public sur ses qualités personnelles et son positionnement social. Un exemple: c'est ce que faisait François Legault lors de la dernière campagne électorale lorsqu'il insistait sur le fait qu'il était le seul des quatre chefs à avoir œuvré dans le domaine des affaires. Pour Aristote, si j'ai bien compris, le travail de l'intervenant sur le terrain de l'éthos est implicite (le style, les références, le vocabulaire); pour nos auteurs au contraire, les intervenants s'y emploient souvent très explicitement et disposent de nombreux moyens pour ce faire. Garand et ses collaborateurs montrent en outre qu'en situation polémique, les protagonistes s'occupent non seulement d'eux, mais

aussi de l'éthos de l'adversaire: ils cherchent à construire un antiéthos servant à altérer les bases argumentatives de celui-ci dans l'esprit du public, ce qui, bien évidemment, donne lieu à des parades et des contre-attaques. Qui plus est, dans la mesure où les participants à une polémique ont des capacités stratégiques, il leur arrive fréquemment d'anticiper les jugements publics et de mettre en place des dispositifs destinés à parer par avance les opérations agressives déployées par les adversaires. Le travail analytique qu'on propose dans ce livre consiste donc à identifier tout ce qui, dans le discours et les efforts de mise en scène, permet de créer l'éthos et de fabriquer un antiéthos de même que l'arsenal des procédés utilisés lors d'un échange polémique à des fins d'attaque ou de défense.

Dans les cas retenus, il est certes question d'art, de littérature et du rôle de l'écrivain, mais il s'agit surtout de parler de l'État du Québec, de sa culture, de l'étroitesse de son nationalisme, de son indigence, etc.

On aura remarqué que, dans un tel contexte, les pratiques discursives visant à déprécier la personne de l'adversaire (ce que l'on associe en général aux pratiques *ad hominem*) prennent une tout autre allure que ce que l'on imagine volontiers. En général, ces pratiques sont perçues comme de graves écarts déontologiques qui, en plus d'être dépourvues de pertinence, conduisent la discussion du côté des affects débridés et de l'irrationnel. Toutefois, à partir du moment où l'on accepte que tout public juge dans une large mesure une position P en fonction des qualités morales (au sens large) attribuées à l'intervenant A qui l'a énoncé, on comprend que les adversaires sont en quelque sorte conduits à miner ce qui constitue l'éthos de l'intervenant A pour pouvoir efficacement attaquer la position P. Pareille perspective analytique nous éloigne des jugements quant à l'irrationalité, au manque d'éthique ou à l'infantilisme des participants aux polémiques publiques.

La contribution analytique des auteurs se déploie dans une série d'études de cas, lesquels ont été choisis surtout dans les années 1990 du côté des polémiques entre littéraires (Jean Larose, Jacques Pelletier, René-Daniel Dubois, Monique Larue, et autres). Dans les cas retenus, il est certes question d'art, de littérature et du rôle de l'écrivain, mais il s'agit surtout de parler de l'État du Québec, de sa culture, de l'étroitesse de son nationalisme, de son indigence, etc. Très honnêtement, la



plupart des polémiques dont il a été question dans le livre m'ont laissé indifférent. Par exemple, je n'ai jamais trouvé beaucoup d'intérêt dans la pensée sociale de Jean Larose, et le fait qu'il ait ferraillé avec un Jacques Pelletier ou un Pierre Foglia ne suscite pas davantage ma curiosité. Quoi qu'il en soit, l'intérêt de ces études de cas ne réside pas selon moi dans le choix des polémiques elles-mêmes (je vous laisse en juger), mais dans l'analyse qui en est faite. Et à cet égard, au risque de me répéter, l'ouvrage est très réussi: Garand et ses collaborateurs nous montrent très bien que leurs outils analytiques sont tout à fait opérationnels et qu'ils peuvent être transposés vers toutes sortes de domaines: la politique, le sport, la vie des organisations, etc. L'analyse de la passe d'armes entre Jean Larose et Pierre Foglia aura démontré, entre autres choses, que les protagonistes à un débat n'ont pas tous la même intelligence stratégique, ni la même capacité à bien lire le public. L'analyse la plus frappante porte sur les écrits polémiques du cinéaste Pierre Falardeau. J'ai entrepris, je l'avoue, la lecture du chapitre à reculons bien que j'aie aimé plusieurs de ses films: je n'ai jamais été un admirateur du polémiste, de sa véhémence et de son inépuisable répertoire d'insultes. Toutefois, l'analyse qui en est sortie est magistrale. L'auteur nous fait bien voir toute l'intelligence pratique et tout le travail rhétorique qu'il y avait au sein d'une telle entreprise polémique de longue haleine. Elle s'emploie à distinguer les efforts de long et de court termes; elle isole les composantes d'un dispositif mobilisé à l'appui d'une position donnée; elle examine les procédés permettant d'élaborer un antiéthos, etc. Si d'aventure Bernard Drainville voulait répliquer avec force à la condamnation morale que lui a envoyée l'historien Gérard Bouchard (*La Presse* du 6 mai 2014), il aurait probablement grand intérêt à examiner l'inventaire des pratiques et procédés identifiés par Dominique Garand.

VOIR POLÉMISTES...

suite à la page 30

POLÉMISTES...

suite de la page 29

Un des grands mérites du livre est de mettre en lumière l'intérêt de la rhétorique contemporaine et des travaux actuels qui s'y mènent. On sait que dans les années 1950 on a redécouvert la puissance du système rhétorique lorsqu'il s'agit d'étudier les pratiques argumentatives des acteurs sociaux. La rhétorique est puissante de par sa nature systémique qui pousse à considérer plusieurs choses à la fois du point de vue analytique, dont notamment 1) les finalités pratiques des intervenants, 2) les jeux stratégiques des protagonistes de même que leurs habitudes oratoires et 3) les dispositions, les intérêts, la situation et les capacités inférencielles du public. L'ouvrage de Garand et de ses collaborateurs met tout cela en valeur, sans excès de jargon ou de technicité. On n'y abuse pas non plus des références aux auteurs anciens. En fait, l'appareil conceptuel, assez complexe, mais sobrement utilisé, est constamment illustré par les diverses études de cas. Et la lecture devient passionnante si l'on se met en tête de considérer les transpositions vers d'autres domaines de la vie sociale.

Dominique Garand et ses collaborateurs ont fait de l'éthique un des principaux enjeux que soulève leur travail. Pour eux, il est nécessaire de délaisser le regard idéaliste et complètement irréaliste que l'on adopte le plus souvent lorsqu'il s'agit de conceptualiser

Un des grands mérites du livre est de mettre en lumière l'intérêt de la rhétorique contemporaine et des travaux actuels qui s'y mènent.

l'éthique de la discussion et de la polémique. Au lieu de faire comme si l'on devait et pouvait récuser les tendances naturelles de l'esprit humain, ils suggèrent de réfléchir à l'élaboration d'une éthique qui en tient absolument compte, sans pour autant tout accepter. Je suis bien d'accord avec eux. Mais puisqu'il est ici question de réalisme, je renvoie la balle aux auteurs en leur demandant de questionner leur

biais peut-être exagérément stratégiste. En parcourant les diverses analyses du livre j'ai eu l'impression d'être en présence d'acteurs polémistes très soucieux des effets qu'ils cherchent à induire et, par conséquent, très stratèges dans le choix des procédés. J'ai mes doutes. L'observation de plusieurs polémiques

au sein de l'organisation où je travaille me donne à penser que l'on peut être très habile, avoir une solide intelligence du public et utiliser une panoplie de moyens adéquats pour bien se mettre en scène tout en faisant mal paraître les adversaires, sans pour autant déployer de grands efforts d'anticipation et de scénarisation. Les individus les plus efficaces me semblent opérer de manière très spontanée. Je crois à vrai dire qu'à force de pratique, l'habileté rhétorique devient une sorte de seconde nature. ♦

FLAVIE TRUDEL

UN CÉGEP DANS LA RUE

Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 127 pages

L'intérêt pour le printemps érable ne semble pas vouloir se tarir. Après avoir examiné les acteurs, les mots, les tactiques et les courants idéologiques qu'a mis en scène cette crise sociale, voilà que des ouvrages se tournent vers les déclinaisons régionales du phénomène. C'est le cas d'*Un cégep dans la rue*, portant sur la grève étudiante du Collège de Joliette.

Ce livre de belle facture, tapissé de photos, se propose de rendre compte des couleurs locales de ce mémorable conflit; l'introduction, d'une vingtaine de pages, en décrit les étapes et modalités. On y apprend qu'à Joliette, l'association étudiante n'était affiliée à aucune fédération et n'a participé à aucune assemblée de la CLASSE ou de la FECQ. On découvre aussi qu'à Joliette, il n'y avait point de mouvement des carrés verts et que les grévistes n'ont eu à faire face à aucune injonction. Autre trait singulier: les votes de grève s'y sont tenus électroniquement, avec la collaboration de l'institution, qui a mis au service de l'association sa plateforme interne de communication (Omnivox).

Suivent une cinquantaine de témoignages de protagonistes jolietains progréve; ces réflexions personnelles constituent l'essentiel de l'ouvrage. Celles-ci, et les photos les accompagnant, permettent de replonger au cœur d'un débrayage de 81 jours qui s'est terminé le 15 mai, soit l'avant-veille du dépôt à l'Assemblée nationale du projet de loi 78, préparé par le gouvernement libéral et dont l'objectif était de mettre fin unilatéralement au mouvement. Pour la plupart inspirants, ces témoignages montrent à quel point la grève fut, avant tout, une expérience d'apprentissage de la vie, de la solidarité, de l'endurance et de la dimension collective des rapports sociaux.

«27 février 2012. Ma première pancarte. Mon premier slogan. Jour 1. Ma première journée d'adulte. Je ne suis pas seule» confesse Joanie Harnois, étudiante en sciences humaines. «J'ai vu notre cause devenir combat, et notre génération faire la différence» écrit Renaud Deschatelets Lussier, étudiant en sciences de la nature. «Nous sommes la génération qui a voté pour la première fois; notre vote a été la cigüe que le gouvernement libéral de Jean Charest a dû avaler» lance Michel Roy, étudiant en sciences humaines. «Pour moi, le mouvement étudiant c'est beau, c'est grand et c'est un coup de pied au cul de la société pour lui montrer que sa jeunesse ne se laissera pas faire. C'est une entrée collective dans le vrai monde», témoigne Camille Jobin, étudiante du même programme. «On dit souvent que c'est dans les moments les plus difficiles que l'on voit vraiment qui est quelqu'un. Le Printemps érable



m'a démontré que cela s'applique aussi à un peuple», estime Jonathan Lapalme, du programme de technique de la production horticole.

Un cégep dans la rue met beaucoup l'accent sur le caractère consensuel et heureux de cette lutte. Bien qu'enrichissante, elle était marquée aussi par sa nature très polarisante, que l'auteure a tendance à sublimer. Le tableau récapitulatif des votes de grève (page 15) est pourtant explicite: à de nombreuses reprises, le débrayage a divisé profondément la population étudiante. On peut présumer que la communauté jolietaine et la population lanaudoise étaient également divisées, mais le livre ne permet pas d'en prendre la mesure. Les motivations profondes du mouvement de contestation sont secondarisées, les témoignages insistant davantage sur les acquis liés à l'engagement. Alors qu'ils étaient appelés chaque semaine à se prononcer sur la poursuite de la grève, pour quels motifs les carrés rouges la reconduisaient-ils? Pourquoi les opposants à la grève sont-ils devenus majoritaires à partir de la mi-mai?

D'autre part, il aurait peut-être été intéressant de situer ce conflit dans la trame des mouvements sociaux et des luttes ayant ponctué l'histoire de la région. En outre, la ville de Joliette a une certaine tradition militante, ayant été le foyer de luttes ouvrières significatives (Canadian Gypsum, Firestone, Olymel...) et ayant abrité une kyrielle de groupes populaires ou communautaires de divers ordres. Au fil des décennies, comment le cégep et ses syndicats se sont-ils inscrits dans la vie sociale et politique de la communauté?

Enfin, il est à noter que les légendes des photos sont laconiques; elles se contentent chaque fois de mentionner une date et une ville. Si le lecteur n'a pas pris part au mouvement, il lui est difficile de saisir le contexte et la signification de certaines scènes.

Flavie Trudel présente son livre en disant qu'elle a voulu «rendre hommage à Joliette dans la rue» et «projeter la lumière sur les personnes» ayant donné vie à cette mobilisation unique. À ce titre, il remplit bien son mandat.

Philippe Boudreau

Doctorant en science politique, Université d'Ottawa

À QUOI SERVENT LES HUMANITÉS?

Nicolas Bourdon

Professeur au Collège de Bois-de-Boulogne

PIERRE-LUC BRISSON
**LE CIMETIÈRE DES
HUMANITÉS**

Montréal, Éditions Poètes de brousse,
2014, 106 pages

«**C**haque époque, écrivait Walter Benjamin, a le sentiment de se trouver sur le bord d'un abîme.» Il semble, à la lecture du *Cimetière des humanités* de Pierre-Luc Brisson, que la nôtre le soit encore plus que les précédentes. Le cimetière dont il est ici question est celui des humanités gréco-latines, maintenant presque totalement absentes de la formation des étudiants québécois, et l'essai de Brisson est d'abord et avant tout une critique virulente du système d'éducation. Le collège classique, élitiste, mais pétri par l'enseignement des Anciens, est une institution révolue et le cours d'initiation à la philosophie est le seul moment où l'étudiant québécois se frottera avec des auteurs comme Socrate et Aristote. Le grec ancien est maintenant totalement disparu de l'enseignement secondaire et on n'entend plus que quelques bribes de latin dans les écoles secondaires privées du Québec et encore est-il enseigné davantage pour faire chic qu'à cause d'une véritable passion pour l'Antiquité. Pire, plus que les langues latine et grecque, c'est tout l'héritage antique qui a été évacué de l'enseignement. Les jeunes étudiants québécois ne connaissent pas les héros de la guerre de Troie et les personnages qui ont illustré le siècle de Périclès.

Brisson, comme bien d'autres observateurs critiques de notre système d'éducation, tels que Marc Chevrier, estime que la formation des professeurs du secondaire est déficiente. Ce diplômé en histoire et études classiques donne l'exemple de l'enseignement reçu par de futurs enseignants d'histoire au secondaire: «Sur un programme de premier cycle composé de 120 crédits (la formation des enseignants dure grosso modo quatre années), seulement 33 (soit onze cours) sont consacrés à l'acquisition de connaissances historiques. Ce peu de matière est noyé dans de nombreux cours de pédagogie [...]» En entrevue au journal *Le Devoir*, Diane Boudreau, enseignante de français retraitée, révèle des chiffres encore plus désolants: «À peine 7 % du programme de formation des enseignants au secondaire porte sur la littérature. C'est deux ou trois cours.» Le constat est accablant: un peu comme les sophistes à l'époque de Socrate, bien des professeurs n'ont pas la science de ce qu'ils enseignent.

Brisson estime aussi qu'il devrait y avoir une liste d'œuvres classiques à laquelle les professeurs de français du secondaire devraient puiser pour une bonne partie des ouvrages qu'ils mettent au programme. Cette idée est judicieuse et empêcherait les professeurs de donner à lire des ouvrages faciles ou simplement médiocres à leurs élèves. Pour ce faire, il faudrait que les professeurs sortent du relativisme culturel – «Tout ne se vaut pas», écrit Brisson – et qu'ils veuillent donner un fonds culturel commun à leurs élèves et, enfin, qu'ils reconnaissent qu'il y a un travail à effectuer sur le sens des œuvres. Bien souvent, malheureusement, les professeurs se contentent d'enseigner une technique qui permet de saisir la structure d'une œuvre – analyse des procédés d'écriture, des figures de style, dépeçage d'un texte en intrigues et sous-intrigues – plutôt que de travailler sur le contenu. Et il est malheureusement vrai que si le professeur veut seulement enseigner une technique, il «peut très bien y parvenir à l'aide de romans populaires et de polars qui seront certes plus simples à analyser, mais desquels on ne retiendra rien de durable», estime le jeune essayiste.

L'auteur admire les grands résistants qui sont prêts à mourir pour défendre leurs principes: Antigone qui désobéit à son oncle Créon, Socrate qui accepte de boire de la ciguë plutôt que de renier son enseignement, les Gracques qui se sont opposés au parti patricien au péril de leur vie et, enfin, les martyrs chrétiens qui avaient désobéi aux autorités romaines qui ne voyaient pas d'un bon œil le reniement des cultes polythéistes.

À quoi servent les humanités? À penser par soi-même, répondrait Brisson. L'essayiste y voit même le préalable à une pensée critique et politisée. Si l'élite capitaliste a peur des humanités, selon l'auteur américain Chris Hedges interviewé par Brisson, c'est qu'elles permettent bien souvent la remise en question d'un système, alors que les représentants des grands trusts souhaitent avoir une main-d'œuvre docile qui se moulera parfaitement aux exigences du marché. Ce sont d'ailleurs les facultés universitaires de gestion, de commerce et de marketing qui reçoivent le plus de subventions privées, alors que les facultés des humanités doivent se contenter de peu.

L'auteur admire les grands résistants qui sont prêts à mourir pour défendre leurs principes: Antigone qui désobéit à son oncle



Créon, Socrate qui accepte de boire de la ciguë plutôt que de renier son enseignement, les Gracques qui se sont opposés au parti patricien au péril de leur vie et, enfin, les martyrs chrétiens qui avaient désobéi aux autorités romaines qui ne voyaient pas d'un bon œil le reniement des cultes polythéistes. C'est d'ailleurs cet esprit de résistance qui a présidé au mouvement étudiant de 2012 pour lequel l'auteur a de très bons mots.

L'essai de Pierre-Luc Brisson est pertinent, car il souligne de façon convaincante les lacunes de notre système d'éducation. Seul bémol; l'auteur estime que le renforcement de l'histoire nationale du primaire au cégep prévu par le précédent gouvernement pourrait concrétiser «la mise au rancart des humanités classiques.» L'auteur évoque cette possibilité sans toutefois étayer sa vision par des faits. Or, on pourrait fort bien imaginer que l'enseignement de l'histoire du Québec et celui des humanités classiques soient renforcés, car, au Québec, la connaissance de l'histoire nationale est presque aussi mal en point que celle de l'Antiquité. De plus, l'ouvrage est un peu court: il fait une centaine de pages et plusieurs d'entre elles sont consacrées à résumer des passages marquants des lettres antiques: la tragique histoire d'Édipe, le retour d'Ulysse à Ithaque, les adieux touchants d'Hector et d'Astyanax...

En bref, on aurait voulu un peu moins de résumés et plus de réflexion. Mais l'auteur arguera, peut-être avec raison, que ces épisodes classiques de la littérature universelle reposent malheureusement au cimetière depuis trop longtemps et qu'il est essentiel de les déterrer pour le lecteur contemporain qui en prend peut-être connaissance pour la toute première fois. ♦

Lecture complémentaire:

PIERRE-LUC BRISSON
Après le printemps

Cahiers de lecture - Automne 2013



LA CULTURE EN REVUES

ARTS VISUELS | ART LE SABORD | CIEL VARIABLE | ESPACE | ESSE | ETC | INTER | VIE DES ARTS | CINÉMA | 24 IMAGES | CINÉ-BULLES | CINÉMAS | SÉQUENCES | CRÉATION LITTÉRAIRE | BRÈVES LITTÉRAIRES | CONTRE-JOUR | ESTUAIRE | EXIT | JET D'ENCRE | LES ÉCRITS | MÖBIUS | VIRAGES | XYZ. LA REVUE DE LA NOUVELLE | CULTURE ET SOCIÉTÉ | À BÂBORD! | L'ACTION NATIONALE | LIAISON | LIBERTÉ | QUÉBEC FRANÇAIS | RELATIONS | HISTOIRE ET PATRIMOINE | CAP-AUX-DIAMANTS | CONTINUITÉ | HISTOIRE QUÉBEC | MAGAZINE GASPÉSIE | LITTÉRATURE | LES CAHIERS DE LECTURE | LETTRES QUÉBÉCOISES | LIVRE D'ICI | LURELU | NUIT BLANCHE | SPIRALE | THÉÂTRE ET MUSIQUE | CIRCUIT | JEU REVUE DE THÉÂTRE | LES CAHIERS DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RECHERCHE EN MUSIQUE | THÉORIES ET ANALYSES | ANNALES D'HISTOIRE DE L'ART CANADIEN | ÉTUDES LITTÉRAIRES | INTERMÉDIALITÉS | TANGENCE | VOIX ET IMAGES

sodep

Société de développement
des périodiques
culturels québécois

LES REVUES CULTURELLES QUÉBÉCOISES
WWW.SODEP.QC.CA

Les Cahiers de lecture et et la revue L'Action nationale sont membres de la
Société de développement des périodiques culturels québécois

LA MISE À JOUR DES DROITS LINGUISTIQUES CANADIENS

Guillaume Rousseau

Professeur de droit, Université de Sherbrooke

MICHEL BASTARACHE ET
MICHEL DOUCET (DIR.)
**LES DROITS LINGUISTIQUES
AU CANADA (3^E ÉD.)**
Éditions Yvon Blais, 2013, 1296 pages

A l'heure où la question linguistique semble revenir davantage à l'avant de la scène, notre attention a été attirée par la parution récente de la troisième édition du livre *Les droits linguistiques au Canada*, un collectif de juristes provenant de l'extérieur du Québec dirigé par Michel Bastarache¹.

L'ouvrage est bien connu des spécialistes du droit linguistique : il s'agit de LA référence dans ce domaine au Canada. Pour cause, il couvre tous les champs pertinents, du législatif au judiciaire, aux services, à l'éducation en passant par le secteur privé et les recours. La troisième édition est même bonifiée, non seulement par d'importantes mises à jour, mais aussi par l'ajout d'un chapitre sur les peuples autochtones, un chapitre sur le droit international et une section sur la justification des droits linguistiques. Au total, entre la deuxième et la troisième édition, l'ouvrage passe de 774 à 1277 pages.

Il va sans dire que le présent compte-rendu ne saurait prétendre résumer une œuvre d'une telle ampleur. Nous nous contenterons donc d'analyser brièvement certains éléments propres à la troisième édition, avant de formuler un commentaire plus général.

Le chapitre sur les droits linguistiques des peuples autochtones, signé Naomi Metallic, est des plus instructifs. Il permet de faire découvrir ces droits peu développés et peu connus du grand public, voire même de la communauté juridique, et plus largement le droit autochtone. Les passages consacrés au droit québécois font ressortir que le Québec est en avance sur d'autres provinces dans ce domaine.

Le chapitre sur les droits linguistiques en droit international est également digne de mention. Surtout qu'il offre un tour de piste assez large en couvrant autant des traités applicables à l'échelle mondiale, tel le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, que des traités plus « régionaux », dont le *Traité sur l'Union européenne*. Il faut saluer ici l'audace des auteurs, Perri Ravon et Justin Dubois, qui n'hésitent pas à aborder ce dernier instrument même s'ils ne sont pas des spécialistes du droit européen. Leur analyse selon laquelle il existe une tension entre la volonté des États de promouvoir les

langues nationales et la libre circulation, qui est au cœur de la construction européenne, est fort pertinente. Par contre, leur revue de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, selon eux globalement favorable à la protection des langues nationales, aurait pu être plus nuancée par la mention de certaines décisions allant dans le sens contraire; pensons à l'affaire *Yannick Geffroy c. Casino France SNC* qui est venue limiter la protection du français en France et promouvoir l'utilisation d'une « autre langue facilement comprise » autrement dit, de l'anglais. Néanmoins, au final les auteurs ont raison de conclure que le droit international a une portée limitée et qu'il impose aux États tout au plus des obligations négatives, non des obligations de promouvoir des langues minoritaires. Nous sommes donc d'accord avec eux pour dire que « les mesures de protection et de promotion qu'offre aux droits linguistiques la *Charte canadienne des droits et libertés*, tel qu'interprétées par les tribunaux, sont beaucoup plus radicales que celles que proposent les instruments internationaux ».

Une section sur la justification des droits linguistiques a été ajoutée au premier chapitre signé Michel Bastarache, Michel Doucet et Martin Rioux. Il s'agit sans doute la nouveauté de la troisième édition qui est la plus potentiellement controversée. Certes, elle présente la thèse philosophique contraire à celle des auteurs du livre, soit l'assimilation au nom de la liberté et de l'égalité, mais de façon un peu rapide, avant de la rejeter en la qualifiant de « fausse conception » sans beaucoup plus d'explications. Plus surprenant encore, cette thèse est présentée sans référence à des auteurs français, alors que la pensée républicaine française l'a clairement fait sienne depuis la Révolution. D'ailleurs, de manière générale, cette section s'appuie presque exclusivement sur des sources anglophones. Ironiquement, lorsque les auteurs défendent la position selon laquelle une langue n'est pas seulement un moyen de communication, parce qu'elle constitue aussi une interprétation singulière et irremplaçable du monde, ils le font à l'aide d'une citation traduite de l'anglais. Or, il aurait été facile de le faire en citant un auteur francophone, et pourquoi pas québécois; Fernand Dumont, notamment, a défendu une telle position avec brio. De semblable manière, les auteurs s'en prennent à l'idée de « l'État unilingue » qu'il associe à « l'hégémonie du groupe ethnique dominant ». Toutefois, ils ne nous expliquent pas en quoi un État bilingue, qui suivant leur logique serait le résultat de la domination de deux groupes ethniques, devrait être vu sous un bien meilleur jour.

Surtout, ils n'envisagent pas que des individus provenant de groupes linguistiques distincts puissent volontairement adopter une nouvelle langue commune et ainsi dépasser leur appartenance communautaire pour construire ensemble quelque chose de plus grand : une nation. Pourtant, c'est bien ce qui est survenu en Nouvelle-France lorsque des colons aux dialectes régionaux différents ont adopté le français.

Dans leur historique qui suit la section sur la justification des droits linguistiques, les auteurs ne mentionnent pas cet épisode. Cet historique est tout de même très bien fait dans l'ensemble. Les auteurs reviennent sur ses principales étapes de la Conquête à la Constitution de 1982, en passant par l'Acte d'Union et l'Acte d'Amérique du Nord britannique, avant d'analyser certaines des principales décisions judiciaires ayant interprété les droits linguistiques, notamment ceux qui ont été constitutionnalisés. Au total, ce premier chapitre constitue une introduction très appropriée, puisque les chapitres suivants viennent souvent traiter plus en détail des sujets abordés dans ce chapitre.

Alors que l'historique donnera au lecteur profane un très bon portrait d'ensemble de l'histoire du droit linguistique, ces autres chapitres constitueront des mines d'informations utiles aux juristes et même aux spécialistes de ce droit. Car il faut le souligner, en bons *common lawyers*, les auteurs procèdent à des analyses d'une somme impressionnante de jugements. Et ils le font avec précision, sans cacher leur position favorable à une interprétation large des droits des minorités de langue officielle². Certains chapitres sont un peu longs; quoique, vu l'immense ambition de l'ouvrage, et dans une moindre mesure de chacun de ses chapitres, cela était sans doute inévitable. Notre principale critique ne portera pas sur ce point, mais, paradoxalement, sur l'aspect parfois un peu insuffisant du traitement du droit linguistique québécois³. À quelques reprises la *Charte de la langue française* est traitée d'une manière comparable à des lois linguistiques provinciales,

VOIR MISE À JOUR...

suite à la page 34

¹ La quasi-totalité des auteurs provient de l'Université d'Ottawa, de l'Université de Moncton ou du bureau d'Ottawa du cabinet d'avocats Heenan Blaikie (aujourd'hui Power Law).

² Par exemple, Mark Power critique la Cour suprême et son interprétation de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* car, dans l'affaire *Mahé c. Alberta*, elle a estimé que le nombre justifiait la représentation garantie et proportionnelle de la minorité au sein d'un conseil de la majorité. L'auteur prône plutôt la création d'un conseil scolaire distinct pour la minorité linguistique; voir p. 732.

³ Par exemple, Mark Power mentionne le règlement sur les écoles passerelles, mais sans le décrire ni même le résumer; voir p. 694.

MISE À JOUR...

suite de la page 33

telle la *Loi sur les services en français* de l'Ontario, alors qu'elle est fondamentalement différente, entre autres par son objet et sa portée beaucoup plus larges. Bref, la spécificité du droit linguistique québécois nous semble trop peu mise en valeur. Certes, cela résulte de l'ambition de l'ouvrage, qui vise l'ensemble des juridictions canadiennes et qui de ce fait ne peut pas toujours aller dans le fin détail. Mais cela nous semble aussi résulter d'un choix éditorial, puisqu'à quelques reprises des auteurs se montrent critiques envers le droit linguistique québécois qui serait trop peu favorable aux droits de la minorité anglophone⁴, autrement dit, trop peu en phase avec le droit linguistique canadien, ou du moins avec la vision qu'en ont les auteurs de cet ouvrage.

4 Par exemple, Jennifer Klinck, Perri Ravon, Justin Dubois et Jean-Pierre Hachey mentionnent au sujet de l'extension du droit des anglophones du Québec à des services sociaux et de santé en anglais que « [c]'est déjà bien, mais on est loin de l'égalité d'accès étant donné que celui-ci peut être limité par le manque de ressources de l'institution qui offre les services », p. 574.

Pourtant, une analyse dépassant la seule sphère juridique permet de constater que c'est le Québec qui arrive le mieux à protéger le français, sans diminuer le rayonnement de l'anglais. Car malgré tous les progrès réalisés par les minorités franco-canadiennes sur le plan juridique, dont les auteurs de l'ouvrage nous font part avec raison, force est de constater que leur assimilation se poursuit partout.

Pour nous, il s'agit là d'une raison supplémentaire d'étudier en profondeur et de mettre en valeur le droit linguistique québécois. Tel n'est pas l'ambition des auteurs de cet ouvrage, qui a déjà l'immense mérite d'aborder avec moult détails l'ensemble vaste et varié que constitue le droit linguistique canadien. S'il y a un reproche à faire à cet égard, il va plutôt à la communauté juridique québécoise qui, près de trente ans après la parution de la première édition de *Les droits linguistiques au Canada*, n'a toujours pas produit un équivalent qui pourrait s'intituler *Le droit linguistique au Québec*. ♦

JEAN-PHILIPPE WARREN

LES PRISONNIERS POLITIQUES AU QUÉBEC



JEAN-PHILIPPE WARREN

LES PRISONNIERS POLITIQUES AU QUÉBEC

Montréal, VLB, 2013, 227 pages

«La raison du plus fort est toujours la meilleure»
Le loup et l'agneau, Jean de LaFontaine

En novembre 1837, comme celle de plusieurs autres patriotes, la tête de Louis Joseph Papineau est mise à prix, mais celui-ci réussit à s'enfuir aux États-Unis. Ce n'est pas le cas de plusieurs Canadiens arrêtés sous l'inculpation de haute trahison. À cette époque, ce crime, le plus grand qui soit à l'égard du souverain, peut aussi bien comprendre l'acte de rébellion ouverte que celui qui se réclame de réformes. La raison d'État est ainsi faite pour assurer la sécurité et la sauvegarde de l'État par la violence légitime conforme aux lois (la fin justifie les moyens) : loi martiale, répression, emprisonnements dans des conditions de détention inhumaines, procès arbitraires dont les juges sont nommés par le pouvoir qu'ils sont appelés à défendre. Les juges ont aussi des opinions politiques, comme dans le cas du procès de cinq patriotes, le 7 août 1838, où, contre toute attente, les douze jurés canadiens de langue française passent outre aux indications de condamnation du juge et innocentent les accusés (p. 37). Le cas aussi, plus d'une centaine d'années plus tard, d'une condamnation à douze ans de prison pour une vingtaine de felquistes accusés 60 fois d'outrage au tribunal : 38 mois de prison pour 19 outrages au tribunal à Paul Rose, une année de prison à Michel Chartrand pour outrage au tribunal après «avoir accusé le juge Roger Ouimet d'être "préjugé, partial et fanatique" et avoir exigé qu'il se recuse» (p. 173).

Bien que la période des patriotes et celle du FLQ soient les plus historiquement célèbres, l'essai de Jean-Philippe Warren couvre deux cents ans d'histoire des prisonniers politiques au Québec. À chacun des procès, l'auteur pose la question du droit dans un système politique et idéologique qui conditionne la justice. De 1837 à 1970, des accusés politiques, considérés comme des traîtres, sont ainsi piégés par la logique d'un système qu'ils contestent. Dans cette histoire des prisonniers politiques au Québec, quelques grands noms figurent : de Lorimier, Louis Riel, Vallières, Gagnon, Geoffroy, Paul Rose. D'autres noms et d'autres périodes d'agitation sont moins connus. Il s'agit de «l'affaire des dynamitars» (1893), un groupe d'anarchistes plus ou moins marginal, de la Bande tragique, un groupe anti-conscriptionniste qui, selon Warren, représente les «lointains précurseurs du FLQ» (p. 91), des émeutes de Québec de 1918 qui, plutôt que de se solder par un procès, débouchent sur l'imposition de la loi des mesures de guerre. En fait, l'auteur présente trois moments historiques de rébellion au Québec : 1) la lutte pour les

idéaux démocratiques et républicains des patriotes ; 2) la période anarchiste du début de XX^e siècle ; et 3) les années de contestation socialiste avec le FLQ. Chaque fois, affirme l'auteur, il s'agit d'idées politiques qui se réclament d'une lutte de libération (émancipation) nationale. Là se situe la différence entre les prisonniers politiques et les criminels de droit commun : les premiers posant des gestes illégaux au nom d'un idéal politique ; les seconds agissant pour leur intérêt personnel.

Toutes ces luttes contre le pouvoir et les procès qui s'ensuivent rappellent la situation d'une nation minoritaire. Que signifie, rappelle Jean-Philippe Warren, «le véritable crime des Patriotes sinon celui d'avoir été vaincus» (p. 60) ? Que dire aussi du procès des felquistes qui se retrouvent devant la cour du Banc de la Reine : «comment des gens qui luttent pour l'émancipation nationale, pour l'indépendance du Québec peuvent être jugés par un système qui s'appelle le "Banc de la Reine" ? C'est insensé, c'est absurde à sa face même¹».

C'est dans ce cadre d'analyse que l'essai est des plus intéressants, car, peu importe les périodes et les façons de faire du politique, comme du judiciaire, rarement clément, surtout intransigeant, le lecteur comprend que l'insubordination populaire ou de groupes de résistance se situe dans un contexte de «légitime défense» que jamais les autorités responsables de défendre l'État ne considèrent comme tel. Il est manifeste, conclut l'auteur, que la raison d'État n'est pas une question dépassée. En atteste le procès de Gabriel Nadeau-Dubois qui, défiant les ordonnances de «la cour», a été condamné pour outrage au tribunal, le juge ne se privant pas d'affirmer que le «défi à la loi est le plus sûr chemin menant à la tyrannie» (p. 207). Pour la raison d'État, la fin justifie les moyens et ce sont ses protecteurs qui en détiennent le monopole.

Claire Portelance

Professeure, cégep Lionel-Groux, doctorat en Études québécoises UQTR

1 Entrevue avec Jean-Philippe Warren, Les prisonniers politiques, disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=INBMsylMLMs>

FISTON A RAISON

Martin David-Blais

Professeur agrégé, communications sociales, Université Saint-Paul

THOMAS DÉRI ET
FRANCIS DUPUIS-DÉRI
**L'ANARCHIE EXPLIQUÉE À
MON PÈRE**

Montréal, Lux éditeur, 2014, 244 pages

Ce petit livre format de poche offre une introduction à une grande et ancienne tradition idéologique : l'anarchisme. Ou plutôt s'agit-il d'un effort pour présenter l'anarchisme comme perspective idéologique ayant donné lieu, depuis plus de cent cinquante ans, à une abondante et riche production intellectuelle du côté des idées politiques ? L'anarchisme ne se réduit certes pas à la pensée des intellectuels qui s'en sont réclamés et qui l'ont théorisé, mais c'est d'abord et avant tout d'idées politiques dont il est ici question. Et à cet égard, le livre offre une très bonne synthèse, laquelle est d'autant plus utile que l'on a souvent à reprendre certains lieux communs tenaces. Comme celui qui consiste à réduire l'anarchisme aux actions de casse de jeunes individus écervelés se drapant dans un folklore militant anachronique.

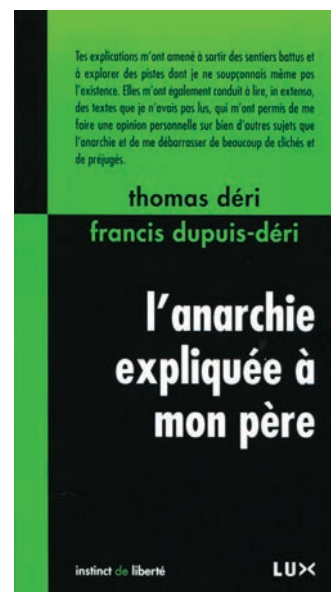
Le livre des Déri, fils et père, apporte donc un fort bon aperçu de l'anarchisme comme système d'idées. Il s'attarde d'abord à la présentation des valeurs cardinales de l'anarchisme, soit la nécessité de la liberté pour chacun, l'importance de l'égalité au sens fort et le refus de l'autorité quelle qu'elle soit. Il expose tout aussi clairement les croyances les plus fondamentales des anarchistes. Ainsi, pour ce qui concerne la réalité du pouvoir, les auteurs insistent fortement sur le parti pris constructiviste de la tradition anarchiste : le pouvoir et toutes les pratiques qu'il suscite n'ont rien de naturel, ce sont plutôt des réalités historiques (transmises entre autres choses via la socialisation) qu'il est possible de dépasser. S'agissant de la question du changement social, les auteurs mettent en lumière la perspective incrémentaliste propre à l'anarchisme, c'est-à-dire que le changement ne saurait être conçu en termes de plan directeur mis en œuvre par une minorité agissante, mais plutôt comme le résultat émergeant du travail spontané de milieux sociaux de base qui décident de contrôler leurs conditions de vie. Par ailleurs, le livre offre un impressionnant survol des auteurs qui ont, depuis plus de cent cinquante ans, contribué à la pensée anarchiste. Il est évident que Francis Dupuis-Déri a fait de longues et sérieuses recherches en ce domaine et qu'il est en mesure de citer de très nombreux textes, tant anciens que récents, venus de sociétés fort diverses. Le livre apporte en outre tout ce qu'il faut pour situer l'anarchisme par rapport à d'autres

grandes idéologies comme le libéralisme, le nationalisme ou le marxisme. Bref, voilà un fort bon manuel de base pour peu que l'on ne soit pas embarrassé (et ce fut mon cas) par la forme.

**On peut admettre les partis pris
radicalement anti-hiérarchiste et
spontanéiste de l'anarchisme, mais
cela ne constitue par autant une
démonstration de son potentiel
d'efficacité pratique et de sa
pertinence politique.**

Le livre est écrit comme un dialogue. Il s'agit ici, on l'aura compris, d'un dialogue entre un père et un fils. Le père, Thomas Déri, un homme qui a eu un parcours de vie des plus remplis, qui fut militant de gauche et qui a joué un rôle significatif dans le monde littéraire, joue aux fins du propos le rôle du profane voulant être instruit. Il se présente tel un parent étonné de constater que son fils ait autant investi dans l'approfondissement de la pensée anarchiste et qui demande candide-ment à ce dernier qu'il éclaire sa lanterne. Le fils ne demande pas mieux et entreprend de donner à son paternel un cours d'anarchisme 101. Francis Dupuis-Déri, même s'il ne manque pas de nous indiquer qu'il a un solide passé militant dans le corps, se présente néanmoins pour l'essentiel en tant que professeur de science politique spécialisé dans l'enseignement des idées politiques. J'ai pour ma part trouvé cet échange très artificiel. Il faut dire que les auteurs ont adopté un genre délicat, celui du dialogue écrit qui cherche à produire une impression d'oralité et de spontanéité. Malheureusement, ils n'y parviennent guère. On sent constamment l'effort d'écriture même si le propos est émaillé de formules orales (« bien vu ! », « si je comprends bien »). La posture prise par les auteurs m'a particulièrement agacé, surtout celle du père dont on voit tout de suite qu'il n'est pas du tout le béotien dont il cherche pourtant à donner l'impression. Ces efforts de mise en scène m'ont agacé, mais je conçois fort bien que d'autres lecteurs pourront s'en accommoder vu le côté éminemment didactique de l'ouvrage.

Cela dit, c'est surtout du côté des idées politiques pratiques que le livre m'est apparu le plus décevant. Que l'anarchisme ait donné lieu à une réflexion intellectuelle critique de fort bonne tenue, voilà qui a été démontré par les auteurs. (Encore qu'ils ne soient pas les premiers : je pense ici par exemple au magnifique opuscule *Two Cheers for Anarchism* de James C. Scott.)



Que l'anarchisme ait, tout au long de son histoire, suscité une foule d'expériences de vie intéressantes, j'en conviens aussi volontiers. Mais il reste qu'une telle présentation de l'apport anarchiste se devait aussi d'aborder avec un minimum de force la question de son efficacité militante pour ce qui est de la transformation de vie en société. Or, je dois dire que je n'ai trouvé en ce livre aucune véritable analyse de l'évolution du capitalisme contemporain à partir de laquelle on aurait pu montrer les possibilités d'action des forces populaires mues par des idées et des stratégies anarchistes. Je n'ai pas trouvé d'analyse de conjoncture montrant où et comment l'activisme anarchiste contemporain pourrait véritablement faire une différence politique à court et moyen terme par delà l'action expressive (l'affirmation répétée de ses idées et valeurs fondamentales). Je n'ai pas trouvé non plus de pistes permettant de voir que l'action anarchiste est susceptible de dépasser les formes traditionnelles d'organisation politique propre à la gauche réformatrice (les partis sociodémocrates et les syndicats). On peut admettre les partis pris radicalement anti-hiérarchiste et spontanéiste de l'anarchisme, mais cela ne constitue par autant une démonstration de son potentiel d'efficacité pratique et de sa pertinence politique. Un passage du livre m'a particulièrement étonné : Francis Dupuis-Déri, reprenant lui-même l'éternelle objection « l'anarchie, c'est une belle utopie, mais qui ne fonctionne pas en pratique » n'a rien trouvé de mieux à répondre que la platitude suivante : « comme s'il n'y avait pas des milliers et des milliers de problèmes et de ratés avec les systèmes autoritaires, y compris l'État et le capitalisme » (p. 125). Il n'a rien ajouté de plus costaud dans les pages qui ont suivi. Venant de quelqu'un qui représente une tradition politique aussi vaste, j'ai peine à ne pas voir un certain aveu d'incapacité politique dans une réplique si mince.

Tout ceci pour dire que si le petit livre des Déri offre une bonne introduction à l'anarchisme comme système d'idées, il n'est pas très convaincant lorsque vient le temps de présenter son efficacité politique actuelle. ♦

BALBUTIEMENTS DE RETROUVAILLES

Pierre Vennat
Journaliste et historien

CARL PÉPIN

AU NON DE LA PATRIE. LES RELATIONS FRANCO- QUÉBÉCOISES PENDANT LA GRANDE GUERRE (1914-1919)

Lévis, Fondation littéraire Fleur de Lys, 2013, 423 pages

La France commémore cette année le centenaire de la Première Guerre mondiale alors que les armées prussiennes l'envahissaient et mettaient plusieurs de ses villages à sac. De notre côté, au Québec, on célèbre le centenaire du Royal 22^e Régiment, ce régiment qui, sous le nom de 22^e Bataillon canadien-français, était accouru pour la défendre et au sein duquel des centaines de volontaires ont combattu, se sont fait tuer même, pour la défendre contre l'envahisseur.

Pourtant, lors des grands combats de 1917 et 1918, les observateurs français se désolaient du peu d'engouement des Canadiens français pour aller se battre dans les tranchées à la défense de leur «mère patrie morale». On affirmait même dans les médias français que nous étions un peuple «essentiellement casanier, replié sur son autonomie locale, sur ses libertés et privilèges» et que notre antique amour pour la France s'était relâché et attiédi. Selon certains, dont l'ancien ministre français des Affaires étrangères Gabriel Hanotaux, il était évident que les Canadiens français ne comprenaient pas la gravité de la situation en Europe, ni les conséquences que pourrait avoir une défaite de la France sur l'avenir du Québec.

Malgré les efforts d'Hector Fabre, premier «diplomate» québécois en France de 1882 jusqu'à sa mort en 1910 (d'abord comme représentant du Québec, puis délégué officiel du Canada), qui avait tenté de développer des liens étroits entre les deux pays, un fossé idéologique existait encore entre les deux capitales lorsqu'éclata la Première Guerre mondiale.

La majorité des Canadiens français de 1914 n'éprouvaient pas de sympathie pour la France de 1914. Celle-ci n'avait plus rien à voir avec la Nouvelle-France du temps leurs ancêtres. Elle était devenue républicaine. Et surtout, surtout, avec la loi Combes, elle était devenue laïque. Les curés québécois ne manquaient pas de le rappeler en chaire.

Il faut se rappeler qu'à l'époque, il n'existait ni radio, ni téléphone transatlantique, bref aucun des moyens de communication d'aujourd'hui, et que les Québécois qui avaient les moyens d'entreprendre la longue traversée sur l'Atlantique pour se rendre en France étaient bien peu nombreux. Et

le fleuve Saint-Laurent était bloqué par les glaces plusieurs mois par année.

Enfin, il faut le dire, et Henri Bourassa, le directeur du *Devoir* ne s'en gêna pas, les Français n'avaient pas à «venir nous donner des leçons de patriotisme à rebours et chercher à nous faire consentir pour la France des sacrifices qu'elle n'a jamais songé à s'imposer pour la défense du Canada français».

Des hommes d'idées, Raoul Dandurand, Édouard Montpetit, Olivar Asselin, et des journaux (*La Presse, Le Canada*) cherchèrent à amener la population à appuyer la France en guerre

Spécialiste au Québec de l'étude de la Grande Guerre, l'historien Carl Pépin, dans son ouvrage *Au Non de la Patrie. Les relations franco-québécoises pendant la Grande Guerre (1914-1919)* a entrepris d'analyser les relations entre le Québec et la France à une époque où le monde s'entredéchirait dans l'enfer des tranchées, un épisode largement méconnu du long et riche historique des rapports franco-québécois. Pépin est persuadé que la guerre de 1914-1918 servit de pierre angulaire à l'édification, voire à la coloration de ces relations telles qu'on les connaît aujourd'hui.

La transformation en livre de la thèse de doctorat de Pépin à l'Université Laval reposait sur trois objectifs. D'abord, tenter d'apporter de nouvelles données aux analyses d'ensemble de la Première Guerre mondiale en mettant l'accent sur une histoire politico-militaire, tout en y ajoutant un élément culturel. Le second objectif consistait en l'ajout d'éléments inédits à l'historiographie québécoise de cette période. Enfin, le troisième objectif consistait à fournir un apport complémentaire à l'étude de la guerre de 1914-1918, sujet peu couvert tant par les historiens québécois, canadiens-anglais ou français.

Pépin a ratissé large. L'ouvrage n'est pas toujours facile à lire. Il a été surpris de constater que les élites tant françaises que canadiennes-françaises avaient tenté de développer des liens entre la France et le Québec. Mais les Canadiens français, tiraillés entre des intérêts propres à la défense du Canada et le combat moral pour la France, n'ont jamais réellement choisi leur camp. Pépin voit plusieurs causes à cela.

La crise de la conscription a sérieusement érodé cet «attachement moral» qui avait provoqué l'enrôlement de centaines de volontaires et la création du 22^e Bataillon canadien-français à l'automne de 1914. Les



organisations semi-officielles mises sur pied au Québec ont surtout travaillé à promouvoir leurs intérêts propres. Même les gouvernements, tant français que québécois, n'ont pas réussi à établir une stratégie unique, claire et concrète afin de mobiliser l'intérêt des Canadiens français. On peut même s'interroger si ces autorités ont tenté d'élaborer de telles stratégies.

Des hommes d'idées, Raoul Dandurand, Édouard Montpetit, Olivar Asselin, et des journaux (*La Presse, Le Canada*) cherchèrent à amener la population à appuyer la France en guerre, comme la campagne pour l'établissement d'un hôpital en France pour les blessés de guerre que *La Presse* lança dans ses pages avec des contributions de plusieurs municipalités et celles du Comité France-Amérique.

Cependant les projets étaient bien souvent amputés de l'appui d'un organisme officiel ou semi-officiel. Du point de vue des relations commerciales et économiques, la guerre a vite montré les limites, voire la presque impossibilité d'établir et de gérer un commerce strictement franco-québécois. Pour des raisons logistiques et concurrentielles, la France préférerait souvent faire affaire avec les États-Unis. La tutelle britannique sur le Canada d'alors et l'absence d'une politique commerciale franco-canadienne ne militaient pas en faveur d'un accroissement des échanges.

La guerre terminée, la création de l'Institut scientifique franco-canadien à l'Université de Montréal en 1924, la transformation du Haut-commissariat canadien de Paris en Légation en 1928 et les fêtes du 400^e anniversaire de l'arrivée de Jacques-Cartier au Québec en 1934 permirent de relancer les relations.

Depuis le Statut de Westminster en 1931, qui accordait une indépendance complète au Canada en matière de politique étrangère, et l'ascension diplomatique du Canada au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les liens avec la France sont désormais officialisés. Le Québec, avec sa Délégation générale à Paris, a contribué plus que sa part dans la mise sur pied de telles relations.

Un siècle plus tard, le rêve d'Hector Fabre s'est réalisé! ♦

UN PRINTEMPS ARABE, OU UN PRINTEMPS ISLAMISTE?

Daniel Gomez

Chef de pupitre, essais politiques

SAMI AOUN

LE PRINTEMPS ARABE. MIRAGE OU VIRAGE?

Montréal, Médiaspaul, 2013,
143 pages

«En ce sens une démocratie propre à la culture arabe et islamique est une notion qui reste à inventer» – S. Aoun, p. 13

Sami Aoun et Stéphane Bürki enseignent tous deux à l'Université de Sherbrooke en sciences politiques. Dans cet essai de 143 pages ils échangent sur l'état et le devenir de ce qu'il est convenu de qualifier de «printemps arabe», même si, dans certains cas, celui de la Syrie par exemple, le printemps semble très tardif. Cela donne un petit ouvrage fort instructif pour qui s'intéresse un tant soit peu à l'actualité moyen-orientale; et en ce moment, on se demande qui pourrait ne pas s'y intéresser...

Aoun est réaliste; en observant le cours des événements en Tunisie, en Égypte, en Libye et en Syrie, il voit bien que les choses ne se passent pas tout à fait comme on aurait pu l'espérer: les «révolutions arabes» sont en train de foirer et d'échapper à ceux qui les ont déclenchées. Un peu partout autour de la Méditerranée ce sont les islamistes qui tirent les marrons du feu lorsqu'on entrouvre les portes de la démocratie. Mais le politologue n'est pas tout à fait pessimiste et il ne croit pas que cet apparent retour en arrière durera. Selon lui, le monde arabe va certes connaître des périodes de turbulences, mais le printemps arabe est un phénomène historique profond qui se poursuivra. La démocratie n'est pas une potion magique et il est plus facile de démanteler un ordre établi que d'en monter un nouveau. En outre, le Moyen-Orient est un univers extrêmement complexe, plein de conflits et de tensions non résolus. De plus, comme pour ajouter à cette complexité, les rivalités entre grandes puissances pétrolières viennent davantage compliquer les choses. Il faut laisser du «temps au temps» et trois années de printemps arabe ne suffisent pas pour faire un bilan. Les coûts de ce printemps sont certes «exorbitants» et «le printemps arabe a tout un désert à traverser [p. 142]», mais Aoun pense qu'il est trop tôt pour parler de succès ou d'échec des révolutions arabes.

Ce qui transparait en filigrane dans la démarche des deux auteurs, c'est toute la complexité d'instaurer une démocratie en terre d'islam et d'inventer plus précisément une démocratie islamique. Cela représente le grand défi des musulmans libéraux du XXI^e siècle. Selon Sami Aoun, la Turquie

constituerait un modèle puisqu'elle compose avec une certaine islamisation de la société et les valeurs démocratiques. On peut reprocher à Aoun un brin de naïveté puisque d'autres chercheurs «moyen-orientaux», tel Antoine Sfeir (*L'islam contre l'islam*, Grasset, 2013), voient plutôt en Turquie un processus de réislamisation de la société. Aoun discerne quand même une possible «nostalgie d'un empire dominant» de la part du premier ministre islamocconservateur turc Recep Tayyip Erdogan.

**Pour le professeur de Sherbrooke,
l'islam en tant qu'idéologie politique
est à condamner, mais la civilisation
islamique en tant que morale
et culture peut se concilier à la
modernité.**

Pour le chercheur de l'Université de Sherbrooke, la Tunisie constituait le terrain le plus fertile à de profondes réformes. Cette société est relativement homogène sur le plan ethnoreligieux, relativement scolarisée, en bonne partie urbaine et disposant de nombreux acquis en matière de droits de la personne. Malgré des sursauts inévitables et un parti islamiste «modéré» au pouvoir, la Tunisie semble être le pays le plus apte à réussir sa «révolution de jasmin».

[...] il y a des turbulences et même les violences politiques provoquées par les chocs entre les tendances et les factions diverses qui s'opposent, qu'elles soient libérales, modernisatrices, laïcistes ou islamistes. Mais malgré tout la Révolution de jasmin reste une expérience de transition démocratique éloquente qui est en quête d'un nouvel équilibre politique et d'un large consensus social [p. 35].

Il n'en va pas tout à fait de même pour l'Égypte, la Libye et surtout la Syrie.

En Égypte, la confrérie islamiste toute puissante des Frères musulmans a ramassé la mise d'une révolution à laquelle elle n'était pas partie prenante. Elle remporta les élections et commença à gouverner, mais fut assez rapidement délogée par l'armée. Apparemment, les Frères musulmans étaient incapables de résoudre les problèmes démographiques et économiques dont souffrait déjà le pays sous Moubarak. Certains leur reprochaient en plus de vouloir réislamiser le pouvoir et l'administration publique. Ce qui se passe en Égypte est très important puisque ce pays est un État pivot dans tout le Moyen-Orient. Ainsi, et à titre d'exemple, le recteur de l'université sunnite Al-Axhar, qui influence beaucoup la pensée islamique sun-



nite, a appuyé la feuille de route proposée par l'armée. Dans une recherche de conciliation entre religion et modernité, cette université a même produit un document qui cherche à redéfinir la relation entre l'islam et l'État. On se doute bien que de telles initiatives assombrissent les relations entre l'Égypte, l'Arabie saoudite wahhabite, les Républiques arabes unies, l'Iran chiite, et même la Turquie d'Erdogan en voie de réislamisation.

La problématique est différente en ce qui concerne la Libye. Le printemps libyen a été plus meurtrier. Nous avons assisté entre autres à l'assassinat public de Kadhafi. Après la chute et la mort du tyran, on pouvait craindre la désintégration du pays. En effet, la Libye, comme la majorité des pays arabes, est une entité artificielle. Créée il y a une cinquantaine d'années, elle est composée de trois grandes régions et de différentes tribus. Le tout tenait ensemble grâce aux intérêts pétroliers et à la personnalité excentrique de Kadhafi. Le dictateur libyen, tout comme Hosnie Moubarak et Ben Ali, avait cependant en bonne partie alphabétisé les Libyens, favorisant ainsi la montée d'une élite «islamolibérale», religieuse, moderniste et opposée à son régime. Le mouvement islamiste quant à lui n'est pas homogène; il existe en son sein différentes tendances. Certaines rêvent toujours d'un jihad international, mais d'autres manifestent plutôt la volonté de construire l'État libyen. Elles sont même ouvertes à une collaboration avec l'Occident et les Américains. Rien n'est joué puisque les élites modernistes sont toujours là et semblent renforcer leur présence...

Reste enfin le cas de la Syrie qu'on peut qualifier en un mot: éclatement. Nous risquons là d'aboutir à une véritable balkanisation tant cette région est morcelée en différentes communautés ethnoreligieuses: sunnites libéraux et intégristes, chiites, chrétiens, kurdes, druzes, etc. Le régime baasiste de Bachar el-Assad, officiellement laïque, servait de ciment à ce composite hétéroclite.

VOIR PRINTEMPS...

suite à la page 38

PRINTEMPS...

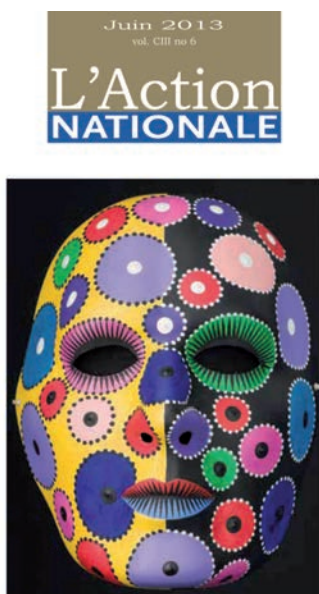
suite de la page 37



Il profitait et profite toujours d'appuis externes tels ceux de la Russie, de la Chine, de l'Iran et du Hezbollah libanais. À l'interne, il s'appuie sur la minorité alaouite (branche du chiisme) et sur certaines minorités qui craignent la montée de l'islamisme radical. Les Occidentaux ne semblent pas du tout prêts à intervenir. Ils préfèrent, selon Aoun, laisser leurs ennemis: el-Assad, le Hezbollah, islamistes de tout acabit, l'Iran, s'entretuer. Israël elle-même ne sait pas sur quel pied danser. Pour l'instant, elle adopte une politique de laisser-faire et a commencé à construire une muraille sur le plateau du Golan pour éviter tout débordement du conflit. Sami Aoun est pessimiste en ce qui concerne l'avenir de la Syrie. «Le printemps syrien est entré dans un cul-de-sac [p. 75]». Il voit se profiler une véritable guerre civile entre la majorité sunnite et les différentes minorités; guerre qui aboutira à l'éclatement de la région. Il dit croire que la survie du régime est difficilement concevable et qu'en plus cette guerre pourrait raviver la guerre latente et séculaire opposant chiites et sunnites dans le monde musulman.

En fin de compte, selon Aoun, malgré les soubresauts des révolutions arabes, l'Islam n'est pas imperméable à la modernité. Historiquement, il a déjà subi des influences occidentales. Par exemple lors de la campagne de Napoléon Bonaparte en Égypte au XVIII^e siècle. Les minorités chrétiennes au Moyen-Orient ont aussi influencé les tentatives de modernisation du Moyen-Orient. Ce mouvement de modernisation a porté un nom, la Nadha, la renaissance. L'Empire ottoman lui-même, durant la seconde moitié du XIX^e siècle, a aussi tenté de moderniser l'islam. Malheureusement, à l'époque contemporaine, le panarabisme de Nassser et des partis Baas, ainsi que le panislamisme, ont étouffé les libertés individuelles, freinant ces poussées modernisatrice et du même coup l'idéal libéral. Pour le professeur de Sherbrooke, l'islam en tant qu'idéologie politique est à condamner, mais la civilisation islamique en tant que morale et culture peut se concilier avec la modernité. Elle doit lui servir de toile de fond. Reste à savoir quel islam va prendre le dessus. ♦

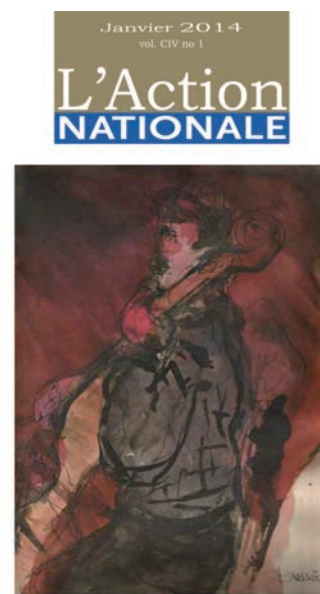
L'Action nationale indispensable au Québec



Dossier
Explorations autour du destin
des églises du Québec



La charte, encore!
Dossier
La province et le fédéralisme pétrolier



Dossier
L'héritage musical du Québec
Stephen Harper
Une politique de mutation identitaire

Quelques grands dossiers abordés au cours de la dernière année dans L'Action nationale :

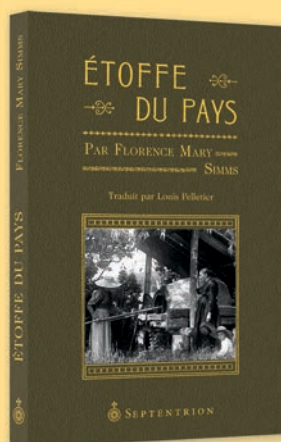
- Exploration autour du destin des églises du Québec ;
- La province et le fédéralisme pétrolier ;
- L'héritage musical du Québec.

Abonnez-vous pour ne rien manquer !

GUY LE BOURDAIS

Une marée de souvenirs des îles de la Madeleine

Prenez un p'tit élan et partez à la découverte des îles de la Madeleine des années 1940 et 1950. Si vous adorez cette parlure du bord de mer et avez envie de croiser des personnages extravagants, alors ces contes et ces récits sont pour vous.



LOUIS PELLETIER ET
FLORENCE MARY SIMMS

Étoffe du pays

Durant tout l'été 1910, la Britannique Florence Mary Simms tient le journal de ses vacances à Cap-à-l'Aigle. Dans son récit rempli de poésie et de chaleur humaine fidèlement rendue par la traduction de Louis Pelletier, elle partage son expérience en brossant un portrait de la vie des vacanciers de cette époque.

WWW.**SEPTENTRION**.QC.CA
TOUJOURS LA RÉFÉRENCE EN HISTOIRE AU QUÉBEC



RÉNALD LESSARD

Au temps de la
petite vérole

La médecine
au Canada
aux XVII^e et
au XVIII^e siècles

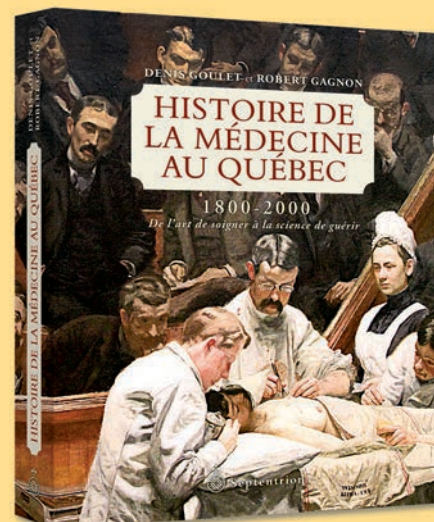


25 ans
1988-2013

DENIS GOULET ET
ROBERT GAGNON

Histoire
de la
médecine
au Québec
1800-2000

De l'art de
soigner à la
science de guérir



« Ce savant ouvrage quasi impossible à résumer adéquatement nous reporte à une époque sans anesthésiques, sans remèdes antidouleur, sans pharmacopée élaborée qui nous semble tellement éloignée des enjeux médicaux d'aujourd'hui. »

Gilles Laprade, *Revue Mémoires*

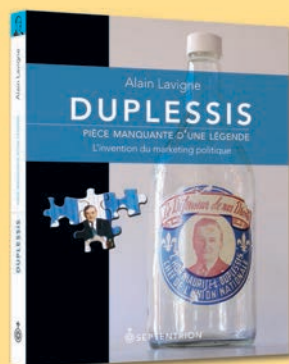
La médecine n'a pas toujours été celle que l'on connaît aujourd'hui. Dans ce livre impressionnant, Denis Goulet et Robert Gagnon nous présentent l'évolution des pratiques et des institutions médicales ainsi que les processus de professionnalisation et de spécialisation des soins médicaux.

Duplessis, pièce manquante d'une légende L'invention du marketing politique

« On savait déjà que Duplessis pratiquait allègrement la corruption, le patronage, le détournement et l'intimidation musclée. Voilà qu'on découvre, grâce à [ce livre], que ce régime profitait aussi du « marketing politique » avant la lettre. »

Jean-François Nadeau, *Le Devoir*

ALAIN LAVIGNE



Lesage, le chef télégénique

Le marketing politique
de « l'équipe du tonnerre »

Jean Lesage est une figure incontournable de l'histoire du Québec. Alain Lavigne expose, à l'aide de documents et d'objets de l'époque, comment le Parti libéral a permis à ce chef et son équipe dite du tonnerre d'ouvrir une nouvelle ère pour le Québec.



Gestion François Beaudoin

- Évaluation d'entreprises → faisabilité.
- Transfert familial.
- Rachat par cadres.
- Ventes - Achats - Fusions.
- Services conseils en financement.

Une équipe multidisciplinaire
offrant tous les services requis
pour une transaction réussie.

819-397-4920
gfb@tlb.sympatico.ca